

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

et la loi du 12 avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Mardi 24 Novembre 1908

PAR

M. Louis DEFAY



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3.

—
1908

LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL
et la loi du 12 avril 1906

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

et la loi du 12 avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SCUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Mardi 24 Novembre 1908

PAR

M. Louis DEFAY



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3

—
1908

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ☼, doyen, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☼, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☼, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☼, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☼, professeur de Droit civil, Doyen.

THALLER, I. ☼, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☼, professeur honoraire.

COHENDY, O. ✱, I. ☼, professeur de Droit commercial.

PIC (P.), I. ☼, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☼, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☼, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, I. ☼, professeur de Science financière et de
Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ☼, professeur d'Histoire du Droit public et de
Droit administratif.

JOSSERAND, A. ☼, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ☼, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ☼, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☼, professeur de Procédure civile.

GONNARD, A. ☼, professeur d'Histoire des doctrines écono-
miques et d'Économie politique.

BECQ, I. ☼, secrétaire.

JURY DE LA THESE

MM. JOSSERAND, professeur, *Président*.

GARRAUD, professeur.)
COHENDY, professeur.) *Assesseurs*.

BIBLIOGRAPHIE

Annales de Droit commercial, année 1903.

Annales de la Chambre des Députés.

BELLOM. — Assurances ouvrières.

BERT. — Revue judiciaire des accidents du travail, année 1902.

Bulletin officiel du Ministère de la Justice, année 1899.

Bulletin officiel du Ministère du Commerce, année 1903.

Bulletin de l'Office du Travail, année 1906.

CHEYSSON. — Réforme sociale.

DALLOZ. — Recueil de jurisprudence.

DEJACE. — Responsabilité des accidents du travail et le risque professionnel.

DÉLÉARDE. — Recueil spécial des accidents du travail, année 1906.

ESMEIN. — Note dans Sirey, année 1897.

GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière.

HAMON. — Commentaire de la loi du 12 avril 1906.

JUSSERAND. — De la responsabilité du fait des choses inanimées. Paris, 1897. — Notes dans Dalloz, années 1900, 1904, 1905, 1906.

Journal Officiel, années 1882, 1888, 1892, 1893, 1895, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906.

Journal des Economistes, année 1888.

LABBÉ. — La responsabilité délictuelle et contractuelle (*Revue critique*, 1886) et notes dans Sirey, années 1871, 1885, 1886, 1889, 1894.

LAROMBIÈRE. — Traité des obligations.

Le Droit, années 1880-1895.

LAURENT. — Traité de Droit civil.

LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel (3^e édit.).

LYON-CAEN. — Notes dans Sirey, années 1885 et 1887.

PAGE. — Assurance moderne.

PIRMEZ. — De la responsabilité, Bruxelles, 1888.

PLANIOL. — *Revue critique*, 1888. — Traité de Droit civil
2^e édition). — Notes dans Dalloz, année 1907.

Reichsgesetzblatt, année 1900.

SACHET. — Traité théorique et pratique de législation sur
les accidents du travail (2^e édition).

SAINCTELETTE. — De la responsabilité et de la garantie
(Bruxelles et Paris, 1884). — Accidents du travail : res-
ponsabilité et garantie (*Revue de Droit belge*, 1888). —
Mémoire pour M^{me} de Silter.

SALEILLES. — Les accidents du travail et la responsabilité
civile, Paris, 1897, et notes dans Dalloz, année 1897.

SAUZET. — *Revue critique*, 1883 : de la responsabilité
du patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents du
travail.

SIREY. — Recueil de jurisprudence.

TAINÉ. — Histoire de la littérature anglaise.

TARBOURIECH. — La responsabilité dont les ouvriers sont
victimes dans leur travail, Paris, 1896.

INTRODUCTION

En 1900, M. Mirman déposait sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi établissant d'une manière générale le principe du risque professionnel à l'occasion de tout contrat de travail (1). Selon lui, le contrat de travail implique la responsabilité des accidents. « C'est le fait de travailler au service d'un employeur et d'être victime d'un accident survenu par le fait et à l'occasion d'un tel travail qui ouvre le droit à une indemnité : ce droit est implicitement contenu dans le contrat de travail écrit ou tacite, et ce contrat garde même valeur, quel que soit l'employeur et quelque usage qu'il fasse du travail accompli : il importe peu que l'employeur vende ces produits ou qu'il les consomme lui-même, ou qu'il les consacre à une œuvre d'intérêt public : le risque professionnel, dégagé de l'idée de faute ou de délit et basé sur le contrat, est le même pour toutes les catégories de

(1) Propos. Mirman, 13 décembre 1900, étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés, sauf dans l'exploitation agricole. Ann. Ch., n° 2.027, p. 160. — Une proposition de la même date réglait la condition des exploitations agricoles. Ann. Ch., n° 2.028, p. 164.

salariés, et c'est en cela justement que consiste l'idée moderne du droit dont la loi de 1898 est une première émanation. » Une proposition aussi extensive de la loi de 1898 fut repoussée par la Commission chargée de l'examiner. Il n'est en effet ni politique, ni sage de pousser de suite un principe à ses extrêmes limites et d'en tirer toutes les conséquences qu'il peut renfermer. Il faut laisser au temps le soin d'adoucir ce qu'il peut présenter de choquant au premier abord, et de le faire entrer peu à peu dans les mœurs.

C'est ainsi que la loi du 21 avril 1898 organisa une Caisse nationale de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession au profit des marins. C'est ainsi encore que la loi du 30 juin 1899 appliqua le principe du risque professionnel à l'agriculture lorsque l'on fait usage de moteurs inanimés.

Depuis longtemps, une nouvelle application de la loi de 1898 était réclamée pour les entreprises commerciales. Les employés de commerce se plaignaient à juste titre de la situation exceptionnelle qui leur était faite, comparativement à leurs camarades employés dans l'industrie. Et dans de nombreux articles de revue, on souhaitait voir se réaliser cette nouvelle réforme (1). D'ailleurs, le projet ne rencontrait plus les résistances opiniâtres qui s'étaient produites au moment de l'élaboration de sa devancière. Le temps avait fait son œuvre. Les commerçants ne montraient plus l'hostilité d'antan. Rien ne prouvait que la nouvelle loi leur était préjudiciable,

(1) Annales de Droit commercial, année 1903, p. 178 et suiv.
Art. de M. J. Hemard.

car il resterait à démontrer que le système transactionnel qu'elle établissait n'était pas préférable au système de droit commun, le commerçant pouvant mieux établir sa situation financière chaque année, puisqu'il savait la mesure de sa responsabilité. Celui qui exerce une entreprise commerciale ou industrielle doit établir ses frais d'exploitation; il doit incorporer dans ses frais généraux les accidents causés par le travail, sauf à répartir sur les consommateurs la charge de ses frais.

Il est à prévoir que la généralisation du principe du risque professionnel sera chose faite d'ici quelques années. Tout récemment, le gouvernement déposait un projet de loi étendant aux exploitations agricoles (1) la législation sur les accidents du travail. Il y a quelques mois, il proposait d'y comprendre les ouvriers et employés des exploitations de l'Etat (2). On ne tardera pas à l'étendre aussi à la réparation des accidents dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service militaire (3), aux industries de l'Algé-

(1) En 1898, la Chambre des députés a adopté un projet de résolution de M. Mirman, par lequel cette Assemblée a « invité le Gouvernement à lui présenter, dans le plus bref délai, un projet de loi étendant aux travailleurs agricoles les principes généraux de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail » (1^{re} séance du 9 juin 1904, « Journ. off. » du 10, p. 4359). En conformité de cette résolution; M. le Ministre du Travail a, le 5 novembre 1906, déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi étendant le bénéfice de la loi de 1898 aux exploitations agricoles.

(2) Proposition de M. Mirman (Ch., 1^{er} décembre 1902. Doc. parl., n^o 537, p. 433).

(3) Propositions de M. Breton, du 1^{er} mars 1905, et de M. Mirman, du 6 mars 1905.

rie (1), au personnel occupé dans les établissements hospitaliers et dans les établissements pénitentiaires (2).

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que le législateur de 1898 a accompli une œuvre révolutionnaire et hardie. Il n'a fait que suivre la voie que lui avaient tracé la plupart des pays européens. Une grande majorité avait admis bien avant la France ce principe du risque professionnel qui avait eu dans toute l'Europe, suivant l'expression de Floquet « une fortune foudroyante » (3). C'est l'Allemagne qui, la première, fit application de ce principe par la loi de 1884. La loi du 27 décembre 1887 établit pour l'Autriche le même régime ; elle fut complétée par celle du 20 juillet 1895 ; puis successivement le Danemark l'établit par la loi du 11 décembre 1895 ; la Norvège, par une loi du 23 juillet 1894 ; l'Angleterre elle-même, si opposée à toute intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers, le consacra en 1897 (4). L'Italie, en 1898 ; la Belgique en 1903 (5), et la Russie en 1904, viennent, par lois récentes, de se mettre en harmonie avec les législations des autres pays, et la Suisse et la Hollande sont sur le point d'en être dotées.

Ce mouvement législatif est dû en grande partie aux

(1) Projet de loi déposé par M. le Ministre du travail, le 8 novembre 1906.

(2) L'Allemagne a, par la loi du 30 juin 1900, réalisé ce projet. (Reichsgesetzblatt 1900, n° 26, p. 536 à 545).

(3) Débats parlement., J. Off., 11 juin 1895.

(4) Loi du 6 août 1897.

(5) Loi du 24 décembre 1903.

Congrès internationaux des accidents du travail qui se sont tenus à Paris, en 1889; à Berne, en 1891; à Milan, en 1894; à Bruxelles, en 1897; à Paris, en 1900 et à Dusseldorf, en 1902; tous furent unanimement d'accord à reconnaître l'excellence du principe du risque professionnel et à en demander l'application chez tous les Etats participants.

Ce principe du risque professionnel est donc, on le voit par ce rapide exposé, devenu véritablement un principe international.

Il n'est pas sans intérêt, avant d'étudier la loi du 12 avril 1906, de retracer brièvement l'œuvre de la doctrine et de la jurisprudence en cette matière. Si, en effet, avant les lois du 9 avril 1898 et du 12 avril 1906, l'industrie et le commerce étaient régis au point de vue des accidents par l'article 1382, la doctrine et la jurisprudence avaient essayé d'en tempérer les rigueurs : c'est ce que nous examinerons donc dans un premier chapitre.

Dans un second chapitre, nous retracerons brièvement la théorie du risque professionnel.

Avec le chapitre troisième, nous aborderons l'étude même de la loi du 12 avril 1906 : nous en verrons l'utilité et le fondement.

Le chapitre quatrième nous en fera connaître le domaine et nous permettra d'établir une ligne de démarcation entre les professions qui y sont assujetties et celles qui ne le sont pas.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous traiterons de la question de la résiliation des anciens contrats d'assurance.

CHAPITRE PREMIER

Les accidents du travail avant les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906

Pour bien comprendre l'œuvre accomplie par la doctrine et la jurisprudence, il est nécessaire de rappeler les conséquences que l'on pouvait tirer rigoureusement de l'article 1382 Code civil, sous le régime duquel se trouvait placée toute victime d'un accident. On verra que sa situation et notamment celle de l'ouvrier blessé au cours de son travail était réellement déplorable. Pour obtenir réparation de préjudice causé, il fallait, condition nécessaire mais suffisante, démontrer la faute du patron. De ce principe, il s'ensuivait : 1° que c'était à l'ouvrier qu'incombait la charge de la preuve (1) ; 2° qu'il était responsable de

(1) Cass. 19 juillet 1870, « Attendu que l'existence d'une faute légalement imputable constitue une des conditions essentielles de l'action en responsabilité : que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit, est en conséquence, en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier : que faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération ». S. 71. I. 9.

sa propre faute, des cas fortuits et de force majeure.

Le résultat pratique était que dans la majeure partie des cas, la victime ne pouvait être indemnisée. Comment, en effet, le voyageur victime d'un accident de chemin de fer, l'ouvrier victime d'un accident de travail, pourront démontrer la responsabilité de la Compagnie, la faute du patron ? « En devenant industriel et mécanique, l'accident devint anonyme (1). »

L'ouvrier était donc seul à supporter les conséquences de tous les accidents dûs aux cas fortuits, à la force majeure, à sa faute même légère et excusable, et enfin aux fautes de son patron lorsqu'il est dans l'impossibilité de les prouver. D'après les statistiques étrangères, on constate sur cent accidents, il y en a tout d'abord soixante-quinze fortuits ou causés par force majeure. L'ouvrier était donc dans une situation déplorable.

A cela, il faut ajouter la lenteur des procédures, les frais considérables qu'elles entraînent, l'intervention fréquente des compagnies d'assurances qui, substituées au patron épuisent tous les degrés de juridiction, la misère des victimes pendant les procès et enfin l'incertitude sur les bases d'appréciation des dommages-intérêts. Obtenir des dommages-intérêts n'était bien souvent pour la victime d'un accident qu'un vain espoir (2).

(1) L. Josserand : De la responsabilité du fait des choses inanimées. (Paris 1897.)

(2) Cf. Rapport de M. Ricard du 25 février 1892 (Annexe n° 1926. Journ. Off. des 25, 26, 27 avril 1892, p. 301).

Du côté du patron, la législation antérieure présentait aussi de graves inconvénients. D'abord ils avaient à soutenir des procès nombreux et toujours longs, et surtout étant tenus à la réparation intégrale du préjudice, les indemnités mises à leur charge étaient parfois écrasantes pour eux ; l'estimation du dommage variait d'ailleurs avec les tribunaux, et laissait une place trop grande à l'arbitraire du juge. C'est ainsi que l'indemnité pour la mort d'un ouvrier a pu varier de 2.000 à 24.000 francs.

Aussi M. Tolain pouvait dire dans son rapport au Sénat : « Les juges plus souvent humains que la loi, s'inspirent de considérations étrangères au fait lui-même, telle que la fortune de l'employeur, la situation lamentable d'un ouvrier laborieux et rangé, chargé de famille, et se montrent parfois bien sévères pour des patrons en les rendant responsables d'accidents qui sont arrivés par l'imprudence de la victime au mépris des prescriptions les plus formelles. Les décisions changent avec les régimes, selon les personnes, et les mêmes faits donnent lieu à des indemnités variant du simple au décuple. A cette incertitude, à cet aléa touchant le chiffre des condamnations, ajoutez les frais de procédure, les pertes de temps inséparables de tout procès, et vous comprendrez cette réponse faite à votre commission par un grand industriel : « Tout plutôt que le maintien de la situation présente » (1).

L'insuffisance, l'injustice de l'article 1382 une fois

(1) Rapport de M. Tolain. 24 janvier 1889. Sen. Doc. parl. n° 9, p. 3.

démontrées, la doctrine et la jurisprudence se mirent à l'œuvre pour tâcher de remédier aux situations qu'il créait.

SECTION I

La Doctrine

1^o. — THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

L'idée première de cette théorie revient à M. Vasseur, qui, en 1880, en exposait le principe(1) : mais elle ne prit une forme vraiment juridique et n'obtint le légitime succès auquel son ingéniosité lui donnait droit que lorsqu'elle eût été exposée par M. Sauzet (2) et M. Saintelette (3). Cette thèse fut à leur suite adoptée par MM. Labbé, Lyon-Caen, Glasson, Esmein, Planiol, Hue (4). Cette théorie change la responsabilité de terrain : sa base, au lieu d'être délictuelle, devient contractuelle. Le contrat de travail qui lie le patron à l'ouvrier comporte une obligation de sûreté au profit

(1) Le Droit, 20 mai 1880.

(2) Sauzet : De la responsabilité du patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents du travail (Revue critique, 1883, p. 596 et 608).

(3) Saintelette : De la responsabilité et de la garantie (Bruxelles et Paris, 1884). — Accidents du travail : responsabilité et garantie (Revue de Droit belge, 1881, p. 401).

(4) Labbé : Notes dans Sirey, 71.1.9 — 85.4.25 — 86.3.97 — 89.4.1 — 94.2.57. — La responsabilité délictuelle et contractuelle (Revue critique, 1886, p. 443, et 1887, p. 449). — Lyon-Caen : Notes dans Sirey 85.1-129 et 87.1.209. — Glasson : Le Code civil et la question ouvrière. — Planiol : Revue critique 1888, p. 279.

de ce dernier. L'ouvrier d'après M. Sainctelette, est comme l'assuré un créancier de sûreté : n'est-il pas juste que celui qui fait travailler, qui dirige et commande, soit pendant toute la durée de l'entreprise garant de la sûreté de celui qui travaille(1). Le patron, par le fait même de l'existence de ce contrat se trouve dans une situation particulière qui lui interdit de le considérer en cas d'accident comme un tiers auxquels nul lien ne les rattache. Si donc l'ouvrier est blessé, c'est que le patron n'a pas rempli son obligation de garantie et sa responsabilité en est, par le fait même engagée. La conséquence immédiate et heureuse de cette théorie était le renversement de la preuve. L'existence du contrat de travail démontrée, et c'était chose facile à faire pour l'ouvrier, la responsabilité du patron découlait de plein droit en cas d'accident survenu au cours du travail. Il ne pouvait se libérer de cette obligation de garantie, qu'en démontrant la faute de l'ouvrier ou le cas de force majeure, preuve évidemment difficile à administrer.

L'obligation du patron pourrait ainsi se résumer dans cette formule que nous donne M. Sauzet et qui est devenue classique : « Le patron doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige : il doit à chaque instant le rendre à lui-même valide et comme il l'a reçu » ; formule reprise par M. Sainctelette sous forme de proposition de loi : « Quiconque loue les ser-

(1) Sainctelette. — De la responsabilité et de la garantie, p. 156 et 169.

vices d'un domestique ou d'un ouvrier s'oblige à le tenir indemne des suites de tout accident du travail, qu'il ne justifie pas provenir d'une cause étrangère qui peut lui être imputée ». Cette théorie séduisante en apparence se heurtait à de graves objections. D'abord, pourquoi supposer que le patron ait entendu en dehors de toute obligation légale prendre à sa charge tous les risques de l'industrie, car c'était là en définitive qu'aboutissait la théorie ? Comment admettre que le patron ait assumé de gaieté de cœur ce surcroît d'obligations et de charges ?

D'autre part, supposer l'existence d'un contrat, c'est ouvrir la porte à toutes les clauses de non-responsabilité. Il est évident que le patron essayera par tous les moyens possibles de se soustraire à cette responsabilité, et qu'étant maître du contrat, il y insérera de telles clauses. Le résultat était donc loin d'être atteint. Enfin cette théorie ne s'étendait pas au-delà du domaine contractuel : elle demeurait étrangère à tous les dommages causés entre personnes qui n'étaient unies par aucun lien juridique. Il arriverait donc que des personnes victimes d'un accident fussent, suivant qu'un lien les réunissait ou non à l'auteur de l'accident, soumises à des traitements diamétralement opposés.

On s'explique donc au simple exposé de ses objections que ce système n'est qu'un succès très restreint en jurisprudence. Des arrêts en très petit nombre ont admis cette théorie (1). En 1893, la Cour de Paris en

(1) Cour de Paris, 23 juillet 1894, D. P. 95.2.63. — Chambéry, 14 avril 1880. S. 82. 1. 209. Paris, 19 mai 1893. — S. 97. 1. 17.

faisait encore application. « Considérant que les défendeurs, en traitant avec X..., ont contracté envers lui l'obligation de lui confier une machine propre à remplir l'office auquel elle était destinée... que si dans l'espèce, une clause spéciale garantissant le mécanicien contre une explosion n'a pas été insérée, il y a lieu de faire application de l'article 1160 et de suppléer dans le contrat la clause qui est d'usage et qui est ici de toute nécessité ». La Cour de cassation s'est toujours montrée au contraire rebelle à cette théorie. Elle a toujours franchement repoussé cette doctrine, et actuellement les cours d'appel adoptent unanimement sa manière de voir. Dans un arrêt rendu en 1896, la Cour suprême s'exprimait ainsi : « Attendu que la responsabilité du patron est déterminée par les articles 1382 et suivants et non par les articles 1710, 1135, etc. » (2). La jurisprudence belge après lui avoir fait un accueil assez favorable finit par condamner la théorie de la responsabilité contractuelle dans un arrêt du 29 mars 1889 (3).

Toutefois il y a lieu d'observer que si la jurisprudence a toujours écarté cette théorie en matière de louages de services, elle en a fait d'assez fréquentes applications en matière de contrat de transport. Cette

(2) Cass., 10 novembre 1884. — S. 85. 1. 129. — Cass. 15 juillet 1896. — D. 98.1.141. — Rennes, 20 mars 1893. — D. 93.2.526. — Bordeaux, 9 novembre 1892. — S. 93.2.148. — Paris, 27 juillet 1894. — D. 95.2.63. — Paris, 30 janvier 1895. — D. 95.2.496.

(3) Tribunal civil Bruxelles, 25 avril et 18 juin 1885. — S. 85.4.25. — Tribunal de commerce Bruxelles, 28 avril 1885. — S. 85.4.31. — C. f. en ce sens Cour de Justice de Luxembourg, 27 novembre 1884, S. 85.4.29. — Contra, voir Cour de Gand, 18 juillet 1887, S. 89.4.1. — Cass., 19 mai 1893, S. 90. 4. 17.

différence de traitement est rationnelle, car la responsabilité contractuelle trouve un point d'appui assez solide dans l'article 1784 Code civil qui met à leur charge la perte ou les « avaries des choses qui leur sont confiées à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou cas de force majeure ». Il est assez logique d'étendre aux personnes cette disposition édictée pour les choses : comme elles, le voyageur a droit, de par la convention de transport, à une sécurité absolue : il n'a donc pas d'autres preuves à fournir que celle de l'accident, car le voyageur « est un être passif, inhabile à détourner par lui-même les conséquences d'un fait qui se produit en dehors de sa faculté de penser, de prévoir et d'agir, et dont il n'a le plus souvent connaissance que dans le moment même où il en est victime » (1). La Cour de cassation vient toutefois par un arrêt récent de repousser cette extension aux personnes de l'article 1784 Code civil (2).

Différentes modifications furent apportées à cette théorie par MM. Chavegrin (3) et Esmein (4). L'idée maîtresse de ces théories n'en restait pas moins la même et à leur tour, elles succombaient devant une nouvelle théorie, que la jurisprudence commençait à édifier, il y a trente ans, sur l'article 1386 Code civil.

(1) Le Droit, 20 janvier 1895 ; Paris, 23 juillet 1894. D. 95, 2, 63.

(2) Cass. Req. 14 décembre 1903. D. 1905, 1, 314.

(3) Chavegrin : Note dans Sirey, 96, 2, 228.

(4) Esmein : Note précitée dans Sirey, 97, 1, 17.

II°. — THÉORIE TIRÉE DE L'ARTICLE 1386 DU CODE CIVIL

L'article 1386 énonce le principe de la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment dont la ruine arrive « par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction ». Il est admis que cet article établit une dérogation au principe posé dans l'article 1382 que toute idée de faute lui est étrangère. Il faut et il suffit pour que le propriétaire voit sa responsabilité engagée, que la ruine soit une suite du défaut d'entretien ou provienne d'un défaut d'entretien. Le propriétaire ne peut se soustraire à l'action en prouvant qu'il n'a commis aucune imprudence, si toutefois l'accident ne provient pas d'un cas de force majeure (1).

La généralisation de l'article 1386 était tentante et facile à faire. D'excellents auteurs comme MM. Demolombe, Larombière, Bourguignat (2), Labbé, en étaient partisans, et la jurisprudence conseillée par eux, n'hésita pas à marcher dans cette voie. En 1877, la Cour de Paris prenait l'initiative du mouvement : elle déclarait responsable le propriétaire d'un arbre qui, dans sa chute, avait blessé un ouvrier, par la seule preuve qui était fournie d'un vice même caché de l'arbre « la responsabilité établie par l'article 1386 du Code civil est attachée à la propriété comme sanction de la né-

(1) Rouen, 19 juillet 1872, S. 72, 2, 149 ; Moullins, 8 janvier 1887, S. 87, 2, 173 ; Toulouse, 25 mai 1892, S. 92, 2, 221.

(2) Demolombe : Engagements n° 664. — Larombière : Traité des obligations, V, art. 1386 n° 10. — Labbé, note, S. 71, 4, 9. — Bourguignat, note. S. 76, 2, 225.

gligence et de l'incurie du propriétaire (1) ». Des décisions étendirent ensuite ce texte aux machines fixées au sol (2). La Cour de Paris n'hésita même pas à faire rentrer dans son domaine les machines mobiles comme les chaudières d'un remorqueur (3). Enfin, en 1904, elle en faisait application au dommage causé par la chute d'une armoire à glace (4).

Ce serait donc une obligation légale de responsabilité qui pèserait sur le propriétaire d'une chose quelle qu'elle soit, et non pas seulement sur le propriétaire d'un bâtiment. La conséquence immédiate de cette théorie était le renversement de la preuve : en cas d'accident la victime n'a donc pas à prouver que l'industriel a commis une faute : l'accident provient-il d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, le propriétaire en est responsable alors même qu'aucune faute ne peut lui être imputée et qu'il lui était matériellement impossible de prévoir la cause de l'accident. Le propriétaire devenait de plein droit responsable du risque, même caché, que pouvait présenter sa chose.

Ce système était loin d'être parfait, car il se heurtait à diverses objections. Et d'abord, au point de vue juridique, cette généralisation de l'article 1386 n'est-elle pas critiquable. Elle constitue une dérogation au droit commun de l'article 1382, et comme tel ne doit-on pas

(1) Cour de Paris, 20 août 1877, S. 87, 2, 48 ; Cf. encore Toulouse, 25 mai 1892, D. 93, 2, 14.

(2) Cass., 19 avril 1887, S. 87, 1, 217.

(3) Cour de Paris, 19 mai 1893, D. 97, 1, 435.

(4) Paris, 11 mars 1904, D. 1904, 2, 263.

donner une interprétation restrictive, tout au moins si l'on s'en tient à la théorie traditionnelle de la faute.

D'ailleurs, son domaine même dans cette théorie ne pourrait pas s'appliquer à tous les accidents industriels ou commerciaux, car l'arrêt de la Cour de Paris qui étend cet article aux machines mobiles est extrêmement critiquable.

« Qu'on ait pu étendre le domaine de l'article 1386 à des machines devenues l'accessoire d'un immeuble véritable, d'un bâtiment au sens de l'article 1386, c'est une application très légitime des principes juridiques, mais lorsque la machine qui a été la cause de l'accident ne se rattache à aucun immeuble par nature susceptible de rentrer parmi les bâtiments en construction tels que les vise l'article 1386, il n'y a plus d'analogie possible ni d'extension permise; car autant vaudrait dire que l'article 1386 vise toute espèce de machines, d'outillage ou de métiers, ce qui serait contraire à la fois à ses termes les plus exprès, à ses motifs juridiques et à son esprit » (1).

La Cour de Cassation repoussait nettement une pareille généralisation de l'article 1386, et si elle confirmait l'arrêt de la Cour de Paris, qui avait déclaré responsable le propriétaire de la chaudière, ce n'était pas en se basant sur l'article 1386, mais bien au contraire par application de l'article 1384.

Enfin et c'est là surtout le point faible de ce système, la victime d'un accident n'est pas exonérée de toute preuve : elle doit démontrer le défaut d'entretien ou le

(1) Note de M. Saleilles : D. 97. 1.433.

vice de construction, preuve souvent impossible à administrer une fois l'accident arrivé.

Il est enfin une théorie à laquelle nous donnerons de plus longs développements. Cette théorie n'a plus comme les précédentes le seul intérêt historique qui s'attache à toutes les conceptions ingénieuses de l'esprit humain : elle est vivante et d'actualité et loin de perdre du terrain comme ses devancières elle en gagne chaque jour davantage. Une jurisprudence presque constante en fait de très fréquentes applications et la doctrine lui est de plus en plus favorable : c'est la théorie de la responsabilité objective ou du risque créé.

III. — THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ OBJECTIVE OU DU RISQUE CRÉÉ.

Nous trouvons les premières ébauches de cette théorie dans les ouvrages de MM. Laurent, Sainctelette, Pirmez (1), mais elle n'acquies sa forme définitive et sa véritable valeur juridique que lorsqu'elle eût été exposée par MM. Saleilles et Josserand dans leurs ouvrages parus simultanément (2). L'idée maîtresse de cette théorie est une conception toute nouvelle de la base de la responsabilité. Ce n'est plus sur la faute réelle ou même simplement d'une présomption de faute que la responsabilité se fonde : elle revêt un caractère légal,

(1) Laurent : traité de Droit civil. XX. N° 639. — Sainctelette : Mémoire pour Madame veuve de Sitter. — Pirmez : de la responsabilité Bruxelles 1888.

(2) Saleilles : Les accidents du travail et note sous Cass. D. 97. 1. 433. — Josserand : de la responsabilité du fait des choses inanimées. Cf. Aussi Note D. OO. 2.289.

La base de cette conception nouvelle se trouve dans l'article 1384 : nous sommes responsables du dommage causé par « le fait des choses que l'on a sous sa garde » et on peut formuler ainsi cette théorie. « Lorsqu'un dommage est causé véritablement par notre chose, nous sommes toujours et nécessairement tenus de le réparer quand bien même on ne pourrait songer à nous reprocher aucun acte illicite, aucune omission coupable : car notre responsabilité puise sa source, non pas dans une faute délictuelle ou contractuelle, mais bien dans la loi. Le demandeur en indemnité n'a donc à administrer qu'une preuve généralement toute faite, celle d'un rapport de cause à effet entre notre chose et le préjudice souffert (1) ». Cette théorie nouvelle n'est donc qu'une généralisation originale et hardie de l'article 1384. Jusqu'à nos jours, on considérait que le principe général applicable en matière de délits ou de quasi-délits était celui posé par l'article 1382 : de là, la prédominance de l'idée de faute. Les articles suivants n'étaient que des exceptions à ce principe et encore pour les justifier, se basait-on sur une présomption de faute. Si le maître est responsable de son employé, si le père l'est de son enfant, c'est qu'il a commis une faute en choisissant son préposé ou qu'il a négligé de surveiller son enfant. L'article 1384 était donc interprété d'une façon restrictive : le principe qu'il posait voyait limiter son domaine. Mais pourquoi ?

Pourquoi s'en tenir à cette théorie traditionnelle,

(1) Jossierand. Op. Cit. P. 53.

pourquoi ne pas généraliser cet article et faire découler du principe qu'il pose de fécondes applications ? Nous sommes responsables de tout dommage causé par notre fait, pourquoi ne le serions-nous pas du dommage causé par l'intermédiaire des choses que nous avons sous notre garde ou des personnes dont nous avons la direction ? Le principe doit être aussi absolu dans un cas que dans l'autre : les termes de l'article 1384 sont analogues à ceux de l'article 1382 : ce sont des formules complètes par elles-mêmes et qu'il faut accepter dans toute leur généralité.

La formule de cette théorie donnée, diverses questions restent à examiner : 1° Son fondement ; 2° Sa justification ; 3° Son succès.

§ I. — *Fondement et étendue de cette théorie*

La théorie du risque créé a, nous l'avons dit, changé le fondement de la responsabilité. Toute idée de faute doit être écartée pour rechercher à qui doivent incomber les conséquences d'un acte dommageable. En effet, si l'article 1384, premier alinéa établit une présomption de faute contre le père, le commettant ou l'instituteur, la conséquence logique et nécessaire serait que dans le cas où toute idée de faute pourrait être écartée, la responsabilité disparaîtrait. Faute et responsabilité seraient deux termes indissolublement liés l'un à l'autre et là où le premier ferait défaut, le second devrait aussi disparaître « Si la notion de la faute est le seul fondement de la responsabilité, celle-ci doit disparaître en même temps que celle-là : l'effet

ne peut exéder la cause (1) ». Dans cette hypothèse, la présomption de faute de l'article 1384 premier alinéa serait seulement *juris tantum*.

Si au contraire, une présomption irréfragable de faute, présomption *juris et de jure*, pèse sur le commettant ou l'instituteur, si quelque preuve que ces derniers administrent, ils sont toujours responsables, alors « cette présomption irréfragable n'est pas autre chose qu'une règle de droit mal dissimulée sous le voile d'un règle de forme » (2). Comment dès lors qualifier une telle responsabilité, lui trouver son fondement? Sans doute, le législateur en consacrant une telle règle a supposé que bien souvent le commettant, l'instituteur auraient commis une faute : il a voulu édicter une disposition conforme à ce qui arrivera la plupart du temps dans la réalité, mais a-t-il voulu mettre l'idée de faute à la base, comme la pierre fondamentale de l'édifice? Pourquoi alors la responsabilité subsisterait-elle si cet élément ne se retrouve plus? Le système ne se soutient plus. « A sa place rétablissons les faits et disons ce que la loi a voulu. La loi aura voulu d'une responsabilité qui put atteindre même celui qui n'aura commis aucune faute : si elle a voulu cela, et si peu qu'elle l'eût voulu, l'obligation ne repose plus sur la faute, mais sur la volonté de la loi toute seule pour des motifs très divers et très complexes, peut-être, dans lesquels sans doute, l'idée d'une faute possible a pu entrer comme l'un des points de vue qui dussent entraîner la décision : mais tous

(1) Jossierand ; Loc. cit. p. 97

(2) Jossierand : Loc. cit. p. 98.

ces éléments ne sont plus que les faces variées sous lesquelles on a pu considérer la solution que l'on adoptait. Ce qui s'impose, c'est que l'obligation ne repose plus sur l'idée de faute ; elle est de pure création légale » (1).

D'ailleurs, vouloir expliquer par l'idée de faute certaines dispositions légales, aboutirait à une impossibilité absolue. Comment en effet expliquer dans certains cas la responsabilité qui pèse sur un commettant à raison de ses préposés ? Il n'a commis aucune faute dans le choix de ses ouvriers ; ayant pris les plus habiles et les plus sérieux : il les a surveillés, et pourtant un accident arrive, alors que toutes les mesures de sécurité ont été prises, accident obscur, accident anonyme. Sur quoi pourrait-on se fonder pour déclarer le patron responsable. « Si donc ce n'est pas la faute commise dans le choix du préposé qui fonde ici la responsabilité, ce ne peut être que le choix lui-même : et la vérité, c'est qu'ayant choisi et ayant choisi volontairement un préposé, ayant accepté un ouvrier, le maître a accepté les risques de son choix. Il s'agit de quelqu'un qui agit pour lui, qui travaille pour lui, dont il utilise l'activité à son service : il prend donc pour lui et à son compte tous les résultats de son activité, ce qu'il produira de bien comme ce qu'il produira de mal » (2).

Voilà donc émise l'idée qui est la pierre angulaire de la nouvelle théorie, le risque. Nous agissons, nous sommes responsables de nos actes : nous créons

(1) Saleilles : Loc. Cit. P. 30—31.

(2) Saleilles : Loc. Cit. P. 32.

un risque, nous devons de même en supporter les conséquences, N'est-ce pas logique, n'est-ce pas équitable ? Par le fait même que nous utilisons une chose, que nous en tirons profit, nous voilà rendus responsable des accidents qu'elle occasionne. Notre activité, celle des personnes que nous employons ou les forces que nous mettons en mouvement, ne doivent jamais être nuisibles : nous devons les surveiller, les diriger en ce sens. Sans doute, nous n'avons commis aucune faute, nous n'avons fait qu'user de notre droit en exerçant notre activité soit directement, soit indirectement et par un intermédiaire ; nous n'en avons pas abusé. Pour tout partisan de l'idée de faute, il est inconcevable que nous puissions être ainsi rendus responsables. Cependant et c'est là un côté de la question qui n'est pas assez souvent mise en lumière, si ce n'est pas l'auteur de l'accident qui en est rendu responsable, ce sera la victime qui en supportera les conséquences. Bien souvent l'on dit, personne ne doit être responsable puisque personne n'est en faute, proposition absolument erronée, car il est évident qu'il faut bien que quelqu'un subisse le dommage causé par l'accident, qu'il en soit responsable, et si ce n'est pas l'auteur, ce sera la victime qui le supportera.

Est-ce juste et rationnel ? Les parties en présence sont loin d'être dans une situation identique : l'une se sert de la chose qui a causé l'accident, l'utilise et en retire le profit, en a la surveillance et la direction, et l'autre n'a rien de commun avec elle. On ne voit pas où l'on trouverait pour cette dernière le fondement de la responsabilité qui lui incomberait en vertu de la

théorie traditionnelle. L'une et l'autre partie n'ont pas commis de faute, c'est vrai ; mais l'une tire avantage de la chose, en a la maîtrise ; à elle donc doit aussi incomber le dommage qu'elle a pu causer, et il serait inconcevable de vouloir soutenir que l'obligation de supporter le dommage causé ne soit pas corrélatrice du droit qu'a le propriétaire de la chose de l'utiliser pour son profit ou son agrément.

La justification de cette idée, nous la trouvons dans l'article 1384 lui-même. Qui est déclaré responsable du dommage causé par une chose ? Est-ce le propriétaire ? Non, mais au contraire celui qui l'a sous sa garde, celui qui la manie, la dirige, l'utilise. La maîtrise extérieure sera le signe que suivra la responsabilité en dehors de la recherche de tout droit de propriété.

C'est cette idée de corrélation entre le profit et le risque qui constitue l'idée fondamentale de la loi de 1898. Le patron est responsable des risques d'accidents qui peuvent se produire dans son commerce ou dans son industrie parce que seul il en retire le profit. « L'individu qui groupe autour de lui d'autres activités humaines, qui s'entoure d'ouvriers et de machines, crée un organisme dont le fonctionnement ne va pas sans frottement et peut causer des dommages ; ces accidents inévitables qui constituent des dangers intéressants à l'entreprise, constituent précisément dans leur ensemble le risque professionnel : et qui donc supporterait ce risque sinon celui dans l'intérêt duquel fonctionne l'organisme qui l'a créé. » (1)

(1) Jossierand, loc cit., p. 103.

L'article 1384 contient donc en germe la théorie du risque professionnel qui semblait une innovation dans la loi de 1898 : il a même un domaine beaucoup plus large, car il ne se limite pas seulement à l'industrie ou au commerce. Il s'étend à toutes les choses que nous avons sous notre garde et non pas seulement à celles dont nous sommes propriétaires. Comme le dit si excellemment M. Saleilles « c'est tout ce qui est sous le couvert et comme sous la main de l'individu, dans son cercle de surveillance et d'appropriation matérielle. Ce n'est plus le propriétaire que l'on considère mais l'homme dans son activité extérieure, tel qu'il apparaît dans sa sphère d'action, action commerciale ou industrielle principalement. Ce que l'on a sous sa garde, c'est ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique comme objet d'appropriation en le défendant contre les tiers, en le couvrant sous sa main-mise, ce que l'on manie directement, dont on se sert et dont on profite, source de bénéfices d'abord par suite de risques corrélatifs (1) »

Notre responsabilité s'étend donc à toutes les choses inanimées que nous avons sous notre garde. Il ne saurait être question de la restreindre à telle ou telle catégorie de choses. La généralité des termes de l'article 1384 s'oppose à toute restriction ; d'ailleurs les motifs de cette disposition sont aussi généraux ; ils se retrouvent toujours quelles que soient la nature et l'importance de la chose qui a causé le dommage. Il faut donc entendre par choses inanimées toutes celles

(1) Saleilles, loc. cit., p. 25.

qui sont susceptibles d'appropriation sauf les animaux et les bâtiments qui sont régis par les articles 1385 et 1386 Code civil, et encore ce dernier article ne s'applique-t-il qu'au cas de destruction, de ruine du bâtiment, et non si c'est simplement un accident de peu d'importance.

A cette interprétation exclusive de l'article 1384, on tire une objection de son texte même : nous sommes responsables du dommage causé par notre fait, ou par le fait de choses que l'on a sous sa garde. Cette similitude de formules, ce mot fait répété ne suppose-t-elle pas la présence d'un être vivant, actif et n'exclue-t-elle pas tout le domaine des choses inanimées. « Le fait dont il s'agit de part et d'autre, dit M. Esmein, est un acte, un mouvement actif et propre et qui ne peut émaner que d'un être vivant. Les animaux sont les seules choses qui présentent ce caractère, ce sont les seules que le législateur a voulu viser dans ce texte. » Il y a là, croyons-nous, une confusion entre le fait et l'acte qui sont essentiellement distincts. Le fait, c'est le produit, le résultat, ce n'est pas la cause qui agit ; il est complètement étranger à toute idée de mouvement actif et propre : il n'implique pas plus que l'événement provienne d'une personne que d'une chose, d'une chose animée que d'une chose inanimée. L'expression fait « semble au contraire très heureusement, choisie à raison de son vague même pour désigner l'action d'une force, d'une chose quelconque, d'un objet inanimé aussi bien que d'un homme ou d'un animal : elle est compréhensive et flottante au point d'échapper à toute définition : elle convenait donc mer-

veilleusement à la situation très générale dont s'occupait le législateur » (1).

D'autre part, et toujours à l'appui de cette objection, on fait remarquer que le mot « garde » ne peut s'appliquer qu'à des objets animés. Garder, c'est surveiller, et la surveillance ne peut s'appliquer qu'aux êtres vivants. Cet argument aurait quelque valeur si nous avions pris le mot « garde » dans son sens restreint, mais la définition large et générale que nous en avons donnée nous permet d'y comprendre toutes les choses, animées ou non, tout ce qui peut être source à profits et aussi à risques.

Du principe de la théorie que nous venons d'exposer et avant même de le justifier — quelles conséquences pratiques vont en découler ? Nous pouvons en déduire trois que nous allons examiner successivement :

1° L'obligation de réparer le dommage ayant une source légale, la victime de l'accident n'aura plus aucune preuve à administrer. Il suffira de démontrer que le défendeur avait telle chose sous sa garde pour que de plein droit le dommage qu'elle aura causé lui soit imputable ; il sera inutile de prouver le vice de construction ou le défaut de surveillance : l'article 1384 n'est pas sous la dépendance des articles 1385 et 1386 : (2) De plus, toute clause d'irresponsabilité devient impossible à insérer. Le principe de l'article 1384 est

(1) Josserand. loc. cit., p. 79.

(2) Cours de Lyon, 25 avril 1899. — Riom 25 mars 1903. — Tribunal civil de Lyon, 15 novembre 1901. — Tribunal civil de la Seine, 23 janvier 1903. — Aix, 1^{er} juin 1904. D. 1904, 2, 257. — Tribunal civil de Mayenne, 2 mars 1899. D. 1900, 2, 289.

d'ordre public, et nulle convention contraire ne pourra exonérer l'auteur d'un accident de la responsabilité qu'il a encourue. D'ailleurs, les articles 1385 et 1386 ne permettent au propriétaire d'un animal ou d'une maison de se libérer des conséquences d'un accident qu'en faisant suivant l'expression de la Cour suprême « la preuve soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée » (1). Enfin cette théorie protégera aussi bien celui qui est lié avec une autre personne par un contrat, que celui qui ne l'est pas, aussi bien le contractant que le tiers (2) : ce n'est plus une clause contractuelle que seuls pourront invoquer ceux qui ont loué leurs services ou leur industrie. Le patron doit supporter tous les risques d'accidents que peut occasionner son industrie et sans qu'il y ait à distinguer si la victime est un ouvrier ou une personne étrangère.

2° Pour que la responsabilité puisse prendre naissance, il faut que le dommage ait été véritablement causé par la chose. Un rapport de causalité entre l'accident et la chose est nécessaire, mais suffisant : il faut qu'il y ait « *damnum corpore datum* ». La force doit sortir « des entrailles même de la machine » y puiser sa cause impulsive. Il ne s'agit pas, comme on pourrait le supposer, de faire supporter au gardien de la chose tous les accidents où elle se trouvera mêlée, il faut que sa présence ait été une cause déter-

(1) Cass. 27 octobre 1885. Sirey, 86, I. 33. — Cass. 11 février 1892, S. 92, I. 128. — Cass 8 janvier 1894. S. 94, I. 184.

(2) Jugement précité du Tribunal civil de la Seine, 23 janvier 1903, D. 1904, 2, 262.

minante de l'accident. Ainsi un tremblement de terre survient et renverse les murs d'un atelier : le patron ne saurait en être rendu responsable : l'ouvrier aurait pu être blessé tout aussi bien chez lui : il n'y a pas relation de causalité entre ces deux faits, donc pas de responsabilité. Il y a ici un cas de force majeure dont la victime aura seule à supporter les conséquences. Nous aurons à revenir dans la théorie du risque professionnel sur la distinction du cas fortuit et de la force majeure.

3^e Enfin, dernière conséquence de cette théorie, la responsabilité n'étant pas liée à l'idée de propriété, contrairement à ce que croit M. Planiol (1), mais à celle de risque, incombera à celui qui se sert de la chose. Nous ne sommes pas ici sous l'empire de l'article 1386 « le risque doit être supporté par celui qui l'a créé, abstraction faite de tout droit réel de la chose ». Les expressions qu'emploient les articles 1384 et 1385 ne font nullement songer à l'idée de propriété : ils établissent seulement une obligation légale à la charge de celui qui utilise à son profit un outillage des intermédiaires et qui en retire les bénéfices, celui pour qui il fonctionne et qui, par suite, le dirige et le surveille. Le point de vue contraire injuste et anti-économique « n'est nullement celui auquel se sont placés les promoteurs de la théorie qui ont vu dans la responsabilité la contre-partie naturelle de l'autorité effective sur la chose et non d'un pouvoir purement juridique (2) ».

(1) Planiol : *Traité de Droit civil*, 2^e édit., t. II, p. 287.

(2) Note de M. Jossierand : *D.*, 1904, 2, 257.

§ II. — *Justification de cette théorie*

Nous avons jusqu'à présent, en étudiant cette théorie, supposé démontré le caractère vraiment juridique de cette théorie. Mais il n'est de théorie si ingénieuse, soit-elle, que l'on doive accepter sans examen et sans pouvoir lui trouver un fondement juridique.

Assurément, cette théorie est vraiment attirante par sa justesse au point de vue économique, par sa rationalité, et par la facilité avec laquelle elle résout des questions d'une si grande complexité. Mais est-elle bien juridique et a-t-on bien eu raison de substituer « à l'idée individuelle et psychologique de faute, la notion sociale et économique du risque » ?

On a d'abord songé à critiquer le fondement même de cette théorie et M. Planiol dans une note récente s'est efforcé de le battre en brèche (1). Ni l'idée de risque, ni encore moins celle de profit dit-il, ne sauraient servir de base à la responsabilité. Le risque, en effet, n'est pas créé seulement par l'une des parties en présence : qu'arrive-t-il en effet dans la plupart des cas, c'est que les deux parties ont concouru à l'accident. Ainsi une locomobile met, par les étincelles qu'elle lance, le feu à des meules de paille entassées à côté d'elle : une automobile culbute par suite d'un chien qui vaguait sur la route. Rigoureusement, ce devrait être le propriétaire de la locomobile ou l'automobiliste seul qui devraient supporter les conséquences de l'accident, parce qu'ils ont créé le risque. Est-ce

(1) Note D., 1907, 2, 47.

bien juste? Sans doute, le risque initial a été créé par eux, mais le cultivateur, le propriétaire du chien ont pu concourir à l'accident, l'un en laissant établir la locomobile trop près de ses meules, l'autre en laissant divaguer son chien. Le risque se trouve donc créé par les deux parties en présence et on ne peut raisonnablement en faire supporter à l'une des deux seule ses conséquences. On peut supposer même que le cultivateur ait forcé l'entrepreneur de battage à établir sa locomobile près de ses meules, que le propriétaire du chien l'ait excité à courir vers l'automobile : il serait extraordinaire que leur responsabilité ne soit pas engagée.

L'idée de profit ne peut pas davantage servir de fondement à notre responsabilité. Il arrive bien souvent que le profit qui est retiré de l'emploi d'une machine est partagé par les deux parties en présence : l'auteur et la victime de l'accident. Si le propriétaire de la locomobile trouve son profit en la louant, le cultivateur y trouve aussi le sien : économie de temps et aussi d'argent, meilleur rendement, etc. La conséquence logique qui devrait en découler, c'est le partage de la responsabilité puisque le profit est partagé, et la maxime « *Ubi emolumentum, ibi et onus este debet* » ne saurait trouver son application.

Cette théorie échappe cependant à ces graves critiques qui lui ont été faites. Dans les hypothèses examinées sous l'idée de risque, M. Planiol fait découler de notre théorie une conséquence qu'elle n'aurait certainement pas adoptée, et qui n'en dérive pas logiquement. Ce n'est pas en effet une responsabilité invin-

cible qui pèse sur le propriétaire de la chose ou celui qui s'en sert : ils peuvent voir leur responsabilité s'atténuer, disparaître même en cas de faute de la partie adverse. Dans l'exposition de la théorie, nous avons toujours supposé l'hypothèse la plus simple : le créateur du risque se trouve en présence d'une victime qui n'a aucune faute à se reprocher : ce n'est que dans ce cas que sa responsabilité sera toujours engagée. Mais si une faute peut être relevée à la charge de la victime, l'auteur de l'accident verra diminuer d'autant sa responsabilité. « Ce sera assez pour le sinistré de prouver entre la machine et le dommage qu'il a subi, une relation certaine directe, de cause à effet : de ce rapport de causalité se dégagera la responsabilité de l'entrepreneur, sauf à lui à établir que l'accident est dû en réalité à un cas de force majeure ou à la faute de la victime (1). » Nous touchons ici au point qui distingue cette théorie de celle du risque professionnel : dans la première, on tient compte de toute faute commise ; dans la seconde, on ne prend en considération que la faute intentionnelle, pour diminuer la responsabilité du patron.

La seconde critique ne nous paraît pas fondée non plus. M. Planol dit que la responsabilité trouve son fondement, non dans l'idée de profit, mais dans le fait de la surveillance et de la direction de la chose « ou mieux sur la maîtrise de la chose ». Mais nous sommes

(1) Note M. Jossierand, Dalloz. 1906. 1. 249. Une jurisprudence très complète indiquée sous cette note donne les références aux arrêts qui ont fait application de cette idée. — Cf. aussi note du même auteur D. 1904.2.257.258.259. — 1905.2.417.

ici de l'avis de M. Planiol. Qu'avons nous dit en donnant l'explication des mots « choses que nous avons sous notre garde », sinon que par ces expressions on devait entendre tout ce dont nous avons, soit la surveillance, soit la propriété, tout ce dont nous avons « la maîtrise extérieure », formule que le Tribunal civil de Lannion emprunte à M. Saleilles. (1) La responsabilité a un double fondement, que mettent nettement en lumière les attendus du jugement rapporté : c'est le profit habituel tiré de la chose ; c'est ensuite la direction et la surveillance de la chose. « Attendu, dit le jugement, qu'il semble en effet équitable et rationnel que les conséquences d'un préjudice imputable à une chose soient supportées, en principe et hors le cas fortuit ou la faute de la victime, plutôt par celui qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage, et les moyens d'y obvier que par un tiers ou même un client accidentel qui paye la location momentanée de ladite chose, sans en prendre lui-même la direction, et est libre par suite de toute obligation envers son propriétaire. »

Le double fondement de la responsabilité a été nettement indiqué par les promoteurs de la théorie, et contrairement aux assertions de M. Planiol. Dans son ouvrage paru en 1897, M. Josserand s'exprime ainsi : « Le risque doit être supporté par celui qui l'a créé, abstraction faite de tout droit de propriété, voire de tout droit réel sur la chose ». L'auteur d'un accident n'en sera pas moins responsable, bien que la chose ne

(1) Lannion : 5 Décembre 1905. D. 1906.2.249 et note de M. Josserand.

lui appartienne pas « car l'accident a sa source immédiate dans la direction qu'il a donnée à son activité et non pas dans une notion juridique purement abstraite ». Cet auteur est revenu et a insisté à plusieurs reprises sur cette idée dans les notes que nous avons citées (1).

Voilà donc justifié le principe même de la théorie que nous avons exposé. L'idée de risque et de maîtrise est une base suffisamment large pour y édifier une théorie de la responsabilité. D'autres critiques ont été adressées à cette théorie, tirées de la place qu'occupe l'article 1384, de sa formule. On lui reproche la généralisation trop hâtive et que rien ne justifie de l'article 1384. En matière de responsabilité, le principe général auquel on doit toujours se référer est posé par l'article 1382 Code civil : la faute, voilà toujours et nécessairement la source génératrice de notre responsabilité.

Comment alors expliquer l'article 1384 ? Mais très simplement : il signifie qu'en dehors de notre fait personnel nous pouvons voir engager notre responsabilité soit par le fait d'autrui, soit par le fait des choses. Les articles 1385 et 1386 ne feraient que préciser les conditions où nous aurions vu mettre en jeu cette responsabilité. Si l'idée de faute n'apparaît pas dans l'article 1384, 1^{er} alinéa, elle apparaît dans les deuxième et quatrième alinéas : les père et mère, les instituteurs et les artisans peuvent se décharger de leur responsabilité en prouvant qu'ils n'ont commis aucune faute : la faute est donc assurément ici le fondement de la responsabilité.

(1) Dalloz : Années 1904, 2. 257; 1906, 2. 249.

Une telle interprétation est-elle bien exacte ? Quelle aurait été alors l'utilité de l'article 1384 ? Il n'aurait fait que répéter l'article 1382, s'il avait exigé la preuve d'une faute commise. Il est bien rare que le législateur de 1804 qui n'avait pas la hâte de ceux de nos jours ait commis une pareille faute. D'ailleurs, où trouver dans l'article 1384, l'idée de faute ? Exige-t-on de celui qui a souffert du dommage causé par un enfant, un préposé ou un employé qu'il relève, un pareil élément dans l'acte accompli ? Bien au contraire, le texte de l'article exclut cette idée : les père et mère, le maître ou le commettant sont responsables, et en dehors de toute faute, du fait de leurs enfants ou de leurs préposés : nous serons donc responsables de plein droit dans ces divers cas du fait d'autrui. Pourquoi ne pas assimiler le cas où un dommage est causé par le fait des choses ? Une telle différence peut-elle se justifier et doit-on dire que l'article 1385 se trouvera dominé par l'article 1382 et l'idée de faute qu'il contient ? C'est dans un seul et même alinéa qu'est posé le principe de ces deux responsabilités analogues et l'on veut les traiter d'une façon différente. Il n'y aurait aucune raison de cette différence de traitement. De deux choses l'une : ou bien l'article 1384 contient l'idée de faute et alors l'explication de son dernier alinéa devient impossible, puisqu'il établit une responsabilité sans exiger la preuve d'une faute « La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité » ou bien il édicte un principe nouveau et on ne saurait raison-

nablement le scinder en deux parties pour en soustraire l'une à son application.

Est-il même bien aussi exact qu'on le prétend traditionnellement que l'article 1382 exige une faute. M. Saleilles a, dans une théorie des plus ingénieuses, essayé de démontrer la proposition contraire. Il serait trop long d'exposer en détail cette théorie, qui nous fournit un argument de plus en notre faveur, car si l'article 1382 n'implique pas la faute, à plus forte raison l'article 1384 doit-il l'exclure. Contentons-nous d'énoncer sa théorie. L'article 1382 n'est pour lui qu'une généralisation des principes du Droit romain en matière de faute aquilienne : certaines hypothèses particulières, certains faits donnaient lieu seulement à réparation : les jurisconsultes, les étendirent de plus en plus. « Qu'a donc fait le Code civil? Plus d'espèces, plus de décisions de détails, mais un principe de responsabilité aussi large que possible : ce qui fondera le droit à réparation, ce sera tout fait quelque ayant son principe dans la volonté de l'individu — en entendant le mot faute d'un rapport de causalité, l'article 1382 n'a pas voulu dire autre chose, — et ayant causé un dommage à quelqu'un (1) ». L'article 1382 ne peut en aucune façon se restreindre au domaine du fait intentionnel, parce que de cela, il n'est pas un mot qui puisse en fournir même la plus simple allusion. Ce qui domine dans la formule de l'article 1382, c'est l'idée qu'il n'y a plus à distinguer parmi les faits dommageables. On s'est emparé du mot faute qui s'y

(1) Saleilles : Loc. cit. P. 24.

trouve accidentellement renfermé. On remarque que le texte ne dit pas : « Tout fait quelconque de l'homme résultant d'une faute de celui qui en aura été l'auteur, oblige à réparation. » Il débute par cette formule purement objective : « Tout fait dommageable oblige à réparation. » Le mot « faute » n'apparaît que lorsqu'il s'agit de désigner celui par la faute duquel ce fait sera arrivé. L'auteur du fait dommageable sera forcément celui qui aura voulu le fait dont la conséquence aura été le préjudice causé. L'auteur volontaire d'un fait, est-ce que ce n'est pas pour tout le monde, celui par la faute duquel ce fait est arrivé. C'est l'expression populaire : « Vous avez voulu cela, c'est votre faute. » Qu'est-ce que cela indique ? Un pur rapport de causalité volontaire (1) ».

Ces citations suffisent pour donner une idée de cette nouvelle théorie et démontrer que l'idée de faute n'est pas si inséparable, qu'on veut bien le dire, de l'article 1382 du Code civil. Sous une autre forme, on peut dire que si l'article 1382 parle de faute, elle ne revêt plus qu'un caractère objectif, ce n'est plus qu'un rapport de causalité entre le dommage réalisé et une activité constitutive de risques. A plus forte raison revêt ce caractère objectif, le fait, la faute si l'on veut, qui engendrera l'obligation de réparer le dommage causé.

En faveur de notre théorie, l'article 1384, paragraphe 5, fournit un argument assez probant. D'après cette disposition, une présomption de faute « juris tan-

(1) Saleilles : Loc. Cit. P. 43, 44.

tum », pour parler le langage habituel, est édictée contre les père et mère, instituteurs et artisans à raison des délits commis par leurs enfants, élèves ou apprentis : ce paragraphe ne s'occupe pas des maîtres et commettants : pourront-ils donc aussi s'exonérer de la responsabilité légale qui leur incombe, ou bien seront-ils forcément et dans tous les cas responsables des fautes commises par leurs préposés ? Une doctrine traditionnelle et invariable admet cette dernière opinion : elle s'appuie simplement sur l'omission voulue par le législateur des mots maîtres et commettants : s'il avait voulu les mettre sur le même pied que les père et mère ou instituteurs, il l'aurait dit expressément : on doit donc décider « a contrario » qu'une responsabilité invincible pèse sur eux. Or, que vaut en règle générale un argument « a contrario » ? On ne se sert d'un pareil argument que lorsque la solution qu'il donne consacre un retour au droit commun. En l'espèce, rien de pareil, si l'on n'admet pas que l'article 1384 pose un principe général : loin de rentrer dans le droit commun, la solution donnée l'en écarterait : on ne pourrait d'ailleurs pas sans texte étendre d'une façon si large et si onéreuse en même temps la responsabilité des maîtres ou commettants. Comment donc justifier la solution donnée si l'on n'admet pas que l'article 1384 pose le principe général de la responsabilité à raison du fait d'autrui, et nous avons vu qu'il n'y avait aucune raison qui permette de scinder l'article 1384, premier alinéa : Notre responsabilité existe d'une manière générale soit à raison du fait d'autrui, soit à raison du fait des choses que nous

avons sous notre garde, cette dernière est même plus absolue puisqu'aucune exception semblable à celle que nous avons signalée n'est apportée, en ce qui les concerne, par l'article 1384.

L'interprétation que donne à l'article 1385 la jurisprudence, nous fournit un argument excellent à l'appui de notre théorie. Cet article édicte, à l'encontre du propriétaire d'un animal ou de celui qui s'en sert, une présomption de faute, pour employer le langage classique. Cette présomption est-elle *juris et de jure* ou simplement *juris tantum*? En d'autres termes, le propriétaire ou le gardien de l'animal pourront-ils s'exonérer de leur responsabilité en démontrant qu'ils n'ont commis aucune faute? Si notre théorie était inexacte, si la faute était encore ici le fait générateur de la responsabilité, il faudrait décider que le propriétaire de l'animal ou son gardien devraient être déclarés irresponsables, si aucune faute n'était relevée à leur charge. Est-ce là une solution donnée par la jurisprudence? Une série d'arrêts récents décident invariablement que c'est une présomption invincible de faute qui pèse sur le propriétaire ou le gardien d'un animal. Ils sont responsables de tout dommage qu'ils causent, et cette présomption ne cède « que devant la preuve, soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée (1) ». La faute n'est donc pas ici la source de

(1) Voir en ce sens tous les arrêts cités par M. Jossérand : Loc. cit. P. 84 et 85. C. f. aussi Trib. civ. Baugé 15 mars 1904. D. 05. 5. 5. Cass. 28 novembre 1904. D. 05. I. 253. — Trib. civ. de Rennes, 17 février 1905. D. 06. 2. 79. — Trib. civ. de Lille, 15 mai 1905. D. 06. 5. 6. — Cass. 5 février 1906. D. 06. I. 96. — Cass. 16 mai 1887. D. 87. I. 265, 267. — Paris 20 février 1896. D.

la responsabilité, et d'où dérivera-t-elle alors, si non de l'idée de risque ou de maîtrise ? Et il est bien évident, il est en tout cas logique de décider, qu'on doit soumettre aux mêmes règles la responsabilité du fait des choses inanimées que celle des choses animées. Il n'y a aucune raison décisive en faveur de la solution contraire. La rédaction des articles 1384 et 1385 est analogue, les termes employés à peu près identiques, tous deux parlent également de responsabilité du dommage causé. A quoi aboutirait d'ailleurs la doctrine contraire, sinon à des résultats choquants. Voici deux personnes blessées, l'une par un attelage, l'autre par un tramway ou un train : la première obtiendrait facilement réparation du préjudice, puisqu'elle n'aurait aucune preuve à fournir, et la seconde devrait se lancer dans tous les aléas d'un procès, pour bien souvent encore, voir sa demande rejetée faute de preuves. Un tel résultat condamne évidemment la théorie qui y aboutit.

L'article 1386 et l'interprétation identique que la jurisprudence lui donne nous fournissent encore un argument analogue. Une faute est toujours invinciblement présumée contre le propriétaire d'un édifice qui s'écroule : le propriétaire ne peut s'exonérer de la responsabilité en établissant son entière bonne foi au sujet de ce vice ou de ce défaut d'entretien, alors même qu'il

96.2.512. — Paris 10 mars 1892. D. 94. 2. 115. — Amiens⁴ 9 janvier 1895. D. 95. 2. 359. — Dijon, 10 décembre, 1896. D. 97. 2. 454. — Req. 14 mai 1900. D. 1900. I. 272. — Cass. 11 mars 1902. S. 02. I. 309. — Cass. 29 mai 1902. S. 02. I. 310. — Cass. 2 juillet 1902. S. 02. I. 418. — Dijon 21 juin 1894. D. 95. 2. 48.

serait antérieur à son acquisition, qu'il n'y aurait ni négligence, ni imprudence personnelle de sa part (1). Qu'est ce que cette faute invinciblement présumée, sinon le risque et la responsabilité légale qui en découle : l'emploi du mot faute n'est qu'une dernière concession faite aux derniers partisans de la théorie de la faute.

Toutes ces considérations économiques, tous ces arguments tirés des textes eux-mêmes justifient à notre avis surabondamment la nouvelle théorie de la responsabilité objective. Les critiques d'ailleurs qui l'avaient accueillie à son apparition se sont peu à peu dissipées et si actuellement, quelques auteurs dissidents s'efforcent de sauvegarder la théorie traditionnelle, la majeure partie et une série imposante de décisions et d'arrêts l'ont accueillie avec faveur : c'est le seul point qu'il nous reste à examiner.

§ III. — *Succès de cette théorie*

Il serait oïseux de vouloir refaire en détail l'exposé du succès que cette théorie obtint en doctrine, en législation et en jurisprudence. M. Josserand en a fait un exposé complet et qui n'est plus à refaire dans le livre que nous avons si souvent eu l'occasion de citer. Notre examen sera donc excessivement rapide.

En doctrine, de nombreux auteurs ont adopté la

(1) Cass. Civ. 1 Février 1893, D. 93. I. 481. — Cass. Civ. 19 avril 1887, D. 88. 1. 27. — Toulouse, 25 mai 1892, D. 93. 2. 14. — Rouen, 19 juillet 1872, D. 73. 5. 403.

théorie de la responsabilité objective. Nous avons déjà vu que M. Laurent avait émis l'idée première de cette théorie bien avant qu'elle ait reçu sa véritable construction juridique. Cet auteur affirmait que l'article 1384 « avait une portée générale et établissait une présomption absolue », mais ce n'était là qu'une solution particulière, se restreignant au domaine de l'article 1384 et laissant complètement de côté celui des articles 1382 et 1383.

A sa suite, M. Labbé abandonnant la théorie de la responsabilité contractuelle dont il avait été l'un des promoteurs, se rallia au nouveau principe, qu'il n'admit toutefois d'abord que dans des hypothèses spéciales.

« Nous avons émis en 1871, écrivait-il, une opinion contraire, nous avons lié essentiellement la responsabilité à une faute. Mais après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touchés que nous ne l'avions été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment et nous accordons en équité notre adhésion à ce principe, que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire au tiers, doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine causera ». Et M. Josserand, après avoir constaté cette variation d'opinion, conclut ainsi : « Pour qui connaît le souple talent de l'éminent jurisconsulte et le bonheur et l'opportunité avec lesquels il savait adapter ses idées aux nécessités de la pratique, et

suivre pas à pas celles-ci dans ses fluctuations incessantes, ce changement d'opinion devait assurément correspondre à un changement important dans la vie industrielle et dans les mœurs juridiques de notre Société, »

En législation, cette théorie voit son succès s'affirmer de plus en plus. S'il est déjà possible d'en découvrir une application première dans l'article 262, paragraphe 1 du Code de commerce, qui met à la charge du patron d'un bateau les frais de maladie de ses matelots, la loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire en matière de travaux publics en contient une application remarquable; l'Administration, lorsqu'elle exécute des travaux publics, est tenue de réparer les dommages causés dans leur exécution, alors qu'elle ne commet aucune faute et agit dans l'intérêt public. De même, la loi du 8 juin 1895, qui établit au profit des victimes d'une erreur judiciaire le droit à une réparation, par ce seul fait qu'une erreur a été commise, et indépendamment de toute faute du juge. Enfin, la loi du 20 juillet 1899, qui substitue la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs, à raison des accidents occasionnés par leurs élèves : l'Etat en est responsable en dehors de toute faute soulevée à la charge de l'instituteur, il prend à sa charge le risque universitaire.

La jurisprudence pour cette double impulsion de la doctrine et aussi de la législation n'était pas restée en retard. La première décision, conforme à cette théorie que nous pouvons relever, fut donnée par le Tribunal civil de Lyon le 26 avril 1888. Le patron fut déclaré

responsable de l'accident causé à son ouvrier par une scie circulaire, indépendamment de toute faute de sa part, et cela par application de l'article 1384. La Cour d'Orléans réforma d'ailleurs ce jugement, conformément à la théorie traditionnelle de l'article 1382, alors en vigueur(1). Ce fut là le point de départ de nombreuses décisions, qui mirent peu à peu en lumière la nouvelle doctrine et qui reçurent une solennelle confirmation dans deux arrêts de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat en 1895 et 1896, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir(2). Depuis, les décisions jurisprudentielles sont innombrables.

Il y a-lieu toutefois de remarquer, et la lecture des arrêts est significative, que jusqu'en 1905 l'idée de faute n'a pas complètement disparu. En fait, c'est bien la nouvelle théorie qui est adoptée, les résultats sont

(1) Trib. civ. de Gien, 26 avril 1888. — Cour d'Orléans, 20 décembre 1888. S. 90. 2. 14.

(2) Pour l'exposé de cette jurisprudence, nous renvoyons à l'ouvrage de M. Josserand. Trib. civ. Bourgoïn, 10 juin 1891, et sur appel Grenoble, 10 février 1892. — Sirey, 1893. 2. 205. — Trib. civ. Bourges, 7 février 1895. D. 1900. 2. 289. Cons. d'Etat, 21 juin 1895. D. 96. 3. 65. — Dijon, 26 décembre 1895. S. 96. 2. 48. — Cass., 16 juin 1896. D. 97. 1. 433. — Agen, 17 mars 1897. D. 1900. 2. 289. — Trib. civ. Seine, 28 janvier 1899. Dalloz, *ibid.*; Trib. civ. Mayenne, 2 mars 1899. D. *ibid.*; Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906. D. 1907. 2. 17; Rennes, 26 juillet 1906. Dalloz, *ibid.* — Trib. civ. Lannion, 5 décembre 1905. D. 1906. 2. 249. — Bourges, 15 janvier 1906. Dalloz, *ibid.* — Chambéry, 12 juillet 1905. D. 1905. 2. 417. — Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906, D. 06. 5. 47. — Cass. Req., 22 janvier 1908. D. 1908. I. 217 et note de M. Josserand. — Cet arrêt marque la fin des hésitations de la jurisprudence de la Chambre des requêtes, qui avait repoussé pendant longtemps la théorie nouvelle déjà admise par la Chambre civile. — Cass. Req., 30 mars 1897. D. 97. 1. 440. — Req., 3 juin 1904. D. 1907. 1. 177.

bien les mêmes, mais pour y arriver pour déclarer, responsable le propriétaire d'une chose ou d'un animal, on se sert encore de l'idée de faute : le propriétaire est toujours, en principe, responsable parce qu'une présomption de faute pèse sur lui, et non, parce qu'ayant créé un risque il doit en supporter les conséquences(1).

Mais actuellement, une tendance bien nette se marque; les dernières décisions rendues font une pleine application de cette théorie et admettent la responsabilité en dehors de toute idée de faute. Le chemin parcouru est surtout visible dans deux arrêts rendus par la Cour de Chambéry à deux années d'intervalle (Arrêts cités en note du 25 février 1903 et du 12 juillet 1905). Dans le premier arrêt, la Cour s'exprime ainsi. « Attendu que toute responsabilité implique naturellement et de soi une faute personnelle quelconque, directe ou indirecte et qu'en attribuant au propriétaire d'un animal la responsabilité du dommage causé par celui-ci, l'article 1385 n'a voulu faire et n'a fait qu'établir à son encontre une présomption légale de faute, etc. ». Or, en 1905, la même Cour répudiait hautement la conception de la faute pour adopter pleinement la théorie de la responsabilité objective. « Attendu qu'en se prévalant au contraire de l'article 1384 Code civil, les intimés ont juridiquement procédé : qu'en effet, ce texte édicte

(1) En ce sens Cf. Cass. civ., 11 mars 1902. D. 1902. 1. 216. — Cass. civ., 29 mai 1902. D. 1903. 1. 61. — Cass. Req., 2 juillet 1902. D. 1902. 1. 431. — Chambéry, 25 février 1903. D. 1905. 2. 299. — Cass. civ., 5 février 1906. D. 1906. 1. 96.

contre les détenteurs la responsabilité des choses dont ils ont la garde sans se préoccuper de cette circonstance qu'ils ont ou n'ont pas pu empêcher les faits dont ils sont déclarés responsables, ainsi que le législateur l'a décidé pour les père et mère et les artisans : qu'il s'ensuit qu'en ce cas spécial, la responsabilité n'est pas subordonnée à l'idée subjective de faute, comme dans les articles 1382 et 1383, mais bien à l'idée objective de dommage ».

La même théorie se retrouve aussi nettement dans l'arrêt de la Cour de Bourges du 15 janvier 1906. « Considérant que dès lors l'appelant, par sa seule qualité de propriétaire de la chose, et conformément au texte de l'article 1384 Code civil, ne peut s'affranchir des responsabilités que l'incendie a entraînées qu'à la condition qu'il soit établi ou que le feu provienne d'une cause étrangère à la batteuse ou que celle-ci n'était pas sous sa garde ou sous celle de ses préposés quand il s'est produit. »

De plus en plus, nous venons d'essayer de le démontrer, la jurisprudence accepte avec sa formule même la théorie de la responsabilité objective : elle lui reconnaît le mérite de sauvegarder « les garanties de sécurité et de réparation auxquelles dans une société bien organisée, a droit la personne humaine ».

Enfin et ce n'est pas là un de ses moindres avantages, elle est d'une souplesse remarquable au point de vue de la réparation du préjudice, car elle permet de l'individualiser. Le juge n'aura plus à s'en référer uniquement aux règles inflexibles posées par la loi de 1898. En matière de répartition des risques, l'équité

exige qu'on tienne compte des rapports respectifs des deux parties en cause : là où il y aura faute intentionnelle, la réparation sera beaucoup plus complète, plus individualisée, que s'il s'agit d'un accident dû à une faute légère : l'accident est-il dû à une faute lourde, les suites quelqu'elles soient devront en être réparées, alors même que, causé à une personne autre que la victime, le préjudice aurait été bien moins grave. Au contraire, est-ce simplement un accident anonyme qui n'est imputable à personne, la réparation ne devra comprendre que les suites que l'on pouvait normalement lui attribuer (1).

Voilà donc exposées les tentatives successives de la doctrine avant la loi de 1898. Elles nous permettent d'apprécier le rôle éminemment conservateur et en même temps novateur qu'elle est appelée à jouer dans l'organisme moderne. L'idée maîtresse qui l'a toujours dirigée et guidée fut d'abriter de nouvelles conceptions sous le couvert de textes consacrés par cent ans d'usage, d'interprétation et de pratique. Elle lutta constamment pour l'établissement et le triomphe de « ce bon sens qui accomplit des révolutions sans commettre de ravages, qui en améliorant tout, tente de n'en rien renverser, et qui élaguant les vieilles branches sans abattre le tronc, s'efforce de jouir non seulement du présent, mais encore du passé (2) ».

En présence des résultats auxquels elle est arrivée, il est même permis de se demander quelle est l'utilité

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 79 et suiv.

(2) H. Taine : *Etude sur Stuart Mill* : Histoire de la Littérature anglaise, t. IV, p. 418.

actuelle de la loi de 1898 : elle n'a qu'un domaine restreint, puisqu'elle suppose l'existence d'un contrat de travail, prête à la critique par l'extension qu'elle fait du risque professionnel à la faute lourde, enfin édicte pour la réparation du préjudice des règles trop rigides.

La théorie de la responsabilité objective échappe à ces reproches ; son domaine est vaste, sa justesse est reconnue, sa souplesse est remarquable. Ne sont-ce pas là des qualités qui permettent de voir en elle la théorie de l'avenir ?

SECTION II

La Jurisprudence

La Jurisprudence, de son côté, non contente d'appliquer successivement les différentes théories que la doctrine lui proposait et qui lui paraissaient favorables à la victime d'un accident, avait de son côté fait une œuvre considérable. Comme le dit M. Saleilles : « C'est une loi sociologique que quoiqu'on fasse et si étroitement qu'on veuille l'enfermer sous l'appareil législatif, le pouvoir qui juge trouvera toujours quelque fissure pour en sortir, allant de l'avant et préparer la voie au pouvoir qui fait la loi (1). » Une évolution lente l'avait conduite à tempérer la rigueur des principes contenus dans l'article 1382 Code civil.

(1) Saleilles : Les accidents du travail et la responsabilité civile. Paris 1897, p. 4.

Partie de ce principe que c'était à la victime à prouver la faute commise envers elle pour obtenir réparation du préjudice causé, elle en était arrivée au principe opposé, à la théorie même du risque professionnel, dans un arrêt célèbre rendu par la Cour de cassation, **Chambre civile, le 16 juin 1896 (1)**.

A la même époque, d'ailleurs, le Conseil d'Etat venait d'admettre, en ce qui concerne les accidents des ouvriers employés dans les manufactures de l'Etat et en ce qui concerne la responsabilité de l'Etat considérée comme patron, l'idée d'une responsabilité légale existant de plein droit en dehors de toute idée de faute (2). Cet arrêt était rendu conformément aux conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Romien qui avait nettement adopté la théorie du risque professionnel.

« Donc, conclue-t-il, puisqu'il n'y a ni faute de l'ouvrier, ni faute de l'Etat, nous sommes bien en présence du fait de l'industrie, de l'accident anonyme résultant de l'emploi des machines dans des conditions normales. . . Nous sommes, quant à nous, convaincus que rien dans le Code civil ne s'oppose à ce que le patron soit déclaré responsable vis-à-vis de l'ouvrier des accidents auxquels ce dernier se trouve exposé par les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel ».

Il ne faudrait pas cependant conclure de ces deux arrêts que la jurisprudence était fixée d'une façon

(1) Dalloz : Année 97, 1, 433. Note de MM. Saleilles et Sirey, 1897. 1. 17. Note de M. Esmein.

(2) Conseil d'Etat, 21 juin 1895, D. P. 96.3.65.

constante en ce sens. A la même époque, en effet, la Chambre des requêtes repoussait dans une espèce analogue à celle que venait de trancher la Chambre civile, la théorie du risque professionnel : « Attendu, dit la Cour, qu'il résulte des deux mesures d'instruction ordonnées, que les foyers et chaudières du *Maréchal-Bugeaud* étaient construits conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien et qu'il est absolument impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision, et ne pouvant engager aucune responsabilité » (1).

Le côté intéressant à noter dans l'œuvre jurisprudentielle, c'est que, contrairement à la doctrine, son évolution s'était produite tout en restant sur le terrain de l'article 1382, sur l'idée de faute. Alors que primitivement elle exigeait qu'une faute fut clairement démontrée, elle en était arrivée à se contenter de simples présomptions, à créer même des cas fautifs, là où on ne devrait voir que des cas fortuits ou de force majeure.

Le patron doit réduire son risque minimum le risque professionnel de l'ouvrier par l'installation matérielle où il le place et les outils qu'il lui fournit : il doit prendre pour cela toutes les précautions compatibles avec les nécessités de son industrie et capables de protéger l'ouvrier même contre sa propre imprudence (2). Ainsi un patron inobserve-t-il un règlement, fait-il

(1) Cass. ch. Req., 30 mars 1897. — D. P. 97.1.441.

(2) Paris, 7 juin 1894. — D. 95.2.286.

par exemple travailler en dehors des heures de travail, il y a là une faute qui est en relation nécessaire avec l'accident(1). Confie-t-il son travail à un ouvrier inexpérimenté, à un simple manoeuvre au lieu d'un spécialiste, sa responsabilité est encore engagée en cas d'accident(2).

La jurisprudence est allée plus loin ; elle a déclaré responsable le patron qui ne mettait pas à la disposition de ses ouvriers tous les moyens de protection quelque coûteux et inusités que soient ces moyens, alors même qu'une faute serait relevée à la charge de l'ouvrier. La Cour de Dijon, infirmant un jugement du Tribunal d'Autun qui déclarait la Compagnie du Creusot non responsable de la perte d'un œil survenue à un ouvrier par des étincelles jaillissant au moment de la coulée, s'exprime ainsi : « Considérant qu'il est inadmissible que cet organe ne puisse être protégé contre des explosions qui sont bien inhérentes au fonctionnement des hauts fourneaux, mais contre les conséquences desquelles les ouvriers peuvent et doivent être défendus » (3).

En résumé, une jurisprudence constante interprétait

(1) Nancy, 29 juin 1895. — S. 96.2.207. — Cass., 7 août 1895, D. 96.1.81 ; Paris, 20 février 1896. — D. 98.2.243.

(2) Cass., 7 mars 1893, S. 93.1.292. — Lyon, 12 juillet 1893. — Loi, 16 janvier 1894. — Montpellier, 21 février 1895, D. 1898, 4. 114. — Req., 7 mars 1893, D. 93.1.208. — Bordeaux, 9 novembre 1897, D. 1900, 1.436.

(3) S. 77.2.346. — Trib. Grenoble, 25 janvier, 1894, D. 95.2.394. — Cour de Dijon, 27 avril 1877, D. 78.1.297. — Paris, 29 avril 1875, D. 76.2.96. — Paris, 12 décembre 1881, S. 82.2.136. — Grenoble, 13 février 1894, D. 98.2.376. — Douai, 25 novembre 1895, D. 1898, 2.243. — Grenoble, 6 février 1894, D. 94.2.304.

aussi favorablement que possible la règle de l'article 1832 et si les mots « risque professionnel » ne se relèvent pas au cours des arrêts, le principe n'en est pas moins admis. On peut bien répéter les paroles que M. Peulevey prononçait à la Chambre des Députés le 13 mai 1882 « la jurisprudence en est arrivée à ce point, par des considérations que je n'ai pas à critiquer, de trouver toujours quelque chose de défectueux dans l'outillage, dans les précautions ». A quoi aboutit cette jurisprudence prétorienne sinon à consacrer le principe que l'exercice de toute industrie, de toute exploitation commerciale entraîne fatalement des accidents, qu'il existe bien des accidents industriels dont le patron doit supporter les conséquences.

CHAPITRE II

Théorie du risque professionnel

HISTORIQUE. — FONDEMENT. — DOMAINE

I

L'examen de la jurisprudence antérieure à la loi de 1898, auquel nous nous sommes livrés, nous a montré les heureux résultats qu'elle avait obtenus, et si les mots « risque professionnel », n'étaient pas prononcés, le but atteint était le même. Néanmoins la vieille conception de l'idée de faute planait toujours sur elle et les arrêts relèvent tous à la charge du patron déclaré responsable, une faute, véritable parfois, imaginaire souvent, et créée pour les besoins de la cause. Il restait un pas à franchir : il fallait faire table rase de l'ancienne théorie de la faute, et c'est le progrès réalisé par la loi du 9 avril 1898 pour l'industrie, par la loi du 12 avril 1906 pour les exploitations commerciales.

Le principe du risque professionnel n'était d'ailleurs pas une nouveauté dans notre droit. Les articles 11

et 17 de l'ordonnance marine de 1681 disposaient que le matelot blessé au service du navire touchait une indemnité et recevait le prix de son rachat s'il était pris. Valin, le commentateur de l'ordonnance de 1681 se demandait même s'il ne serait pas juste que le matelot estropié de manière à ne plus pouvoir gagner sa vie eût une pension assurée le reste de ses jours.

Le Code de commerce dans les articles 262 et suivants ne firent que reproduire les dispositions de l'ordonnance de la marine. Le marin blessé dans son service ou tombé malade en cours de route est soigné aux frais du navire, alors même que sa maladie provient de sa négligence ou de sa faute. Il a droit à la totalité de ses salaires pendant toute la durée du voyage, alors même qu'il aurait été traité à terre dans un hospice.

En matière de travaux publics une application très nette du principe du risque professionnel est faite par l'arrêté du 15 décembre 1848. L'ouvrier victime d'un accident a droit aux soins gratuits pendant sa maladie, ainsi qu'à la moitié du salaire. En cas d'incapacité absolue du travail de sa profession, il reçoit la moitié du salaire pendant une année à partir de l'accident. Si l'ouvrier est marié, sa veuve a droit à une indemnité lorsqu'il est mort des suites de l'accident.

D'autres applications de la théorie du risque professionnel ont été faites dans des cas n'offrant aucune connexité avec le domaine industriel. La loi du 29 décembre 1892 mettait à la charge de l'administration les dommages causés par l'exécution des travaux publics. Le 8 juin 1895, une loi créait pour les victimes

d'erreur judiciaire le droit à une indemnité et la mettait à la charge de l'Etat. Enfin, en 1899, on substituait à la responsabilité des instituteurs et membres de l'enseignement public la responsabilité de l'Etat. Agir ainsi, qu'était-ce faire, sinon mettre en application le principe du risque professionnel, créer le risque administratif, le risque judiciaire, le risque universitaire ? L'Etat qui a assumé la charge d'administrer, de rendre la justice, d'élever les enfants, doit supporter le risque qu'il a créé

II

Qu'est-ce donc que le risque professionnel ? Une des meilleures définitions a été donnée par M. Cheysson : « Le risque professionnel est le risque inhérent à une profession déterminée, indépendamment de la faute de l'ouvrier ou du patron (1) ».

Il y a lieu d'ailleurs de remarquer que le risque professionnel tel qu'il est compris et mis en œuvre par la loi de 1898, est pris dans un sens restreint. Théoriquement, on doit entendre par ces mots la conséquence nécessaire, inévitable du genre de travail, la cause de danger permanente indépendante des mesures de sécurité qui peuvent être prises, le risque inhérent à la nature même du travail, tels que l'intoxication par l'effet des couleurs pour les peintres, par l'effet du phosphore pour les ouvriers allumettiers, l'anémie dans les établissements qui exigent un calorique

(1) Journal des Economistes, mars 1888, p. 429.

élevé (1). Au contraire, le risque professionnel établi par la loi de 1898, suppose une atteinte au corps humain, provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure : les maladies professionnelles restent donc hors de son domaine (2).

Le germe de la loi actuelle se trouve dans le projet de loi déposé par F. Faure (3).

Il voulait établir au Droit civil un principe qui existait déjà dans le Code de commerce, article 262 : « Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux frais du navire, s'il tombe malade pendant le voyage ou s'il est blessé au service du navire. » La situation d'un ouvrier travaillant dans une fabrique, exposé à tout instant à un accident, est analogue à celle du matelot qui, sur le navire, court les risques de blessures ou de maladies. Le travail donne naissance à l'accident, c'est lui qui en est responsable.

L'accident du travail n'est plus considéré que comme une question de risques. On agit : un accident se produit, qui doit le supporter ? Il faut que ce soit ou l'auteur du fait ou sa victime, toute idée de peine doit être écartée : le point de vue social seul est en jeu. En raison et en justice, il faut que supporte le dommage celui qui, en agissant, a pris à sa charge les conséquences de son fait et de son activité : « Ubi emolumentum, ibi et omus esse debet ».

(1) Cass. civ., 27 juillet 1905 ; D., 1907, 1, 295 ; Req., 23 juillet 1902 ; D., 1903, 1, 274 ; Req., 3 novembre 1903 ; D., 1907, 1, 87.

(2) Sachet : Traité théorique et pratique de législation sur les accidents du travail, 3^e éd., t. I, n° 256.

(3) Proposition de Félix Faure du 11 février 1883 (Annexe n° 399, « Journal Officiel » des 26 et 28 février 1882, p. 357).

Il faut ajouter que les idées de justice et d'humanité se sont développées, que nous avons une vision plus nette « de notre solidarité avec le prochain, de notre responsabilité sociale envers les travailleurs et des devoirs résultant du contrat de travail (1). »

Les nombreuses institutions mutuelles de secours et de retraites créées dans la grande industrie, sous la protection et avec des subventions importantes des patrons, comme au Creusot, aux charbonnages de Blanzv, d'Anzin, de la Loire, dans les grandes Compagnies de chemins de fer, etc., en sont une éclatante démonstration.

La responsabilité, en matière d'accidents du travail, n'est pas illimitée. Nous allons voir successivement les différentes catégories d'accidents auxquelles s'applique le risque professionnel.

Il comprend : d'abord tous les accidents industriels proprement dit, les accidents où l'on ne peut relever aucune faute, soit à la charge du patron, soit à la charge de l'ouvrier, ceux que l'on a appelés à si juste titre, les accidents anonymes. Ainsi une chaudière fait explosion, un volant éclate, un cheval s'emporte et blesse son conducteur : la cause de l'accident est le plus souvent obscure, incertaine. Ici, où trouver la faute, et pourquoi faire supporter uniquement à l'ouvrier les risques de sa profession ?

« Le risque professionnel, c'est la rançon du machinisme et de l'industrie moderne : c'est la part inévitable d'inconnu qu'il faut subir lorsqu'on se livre à ces ter-

(1) Loubat : *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., p. 42.

ribles engrenages devant lesquels l'initiative de l'ouvrier disparaît presque, si même celui qui les manie peut être autre chose qu'un instrument presque passif au milieu d'autres moteurs purement mécaniques. Parler de faute en présence de cet inconnu redoutable, c'est vouloir prétendre régler et connaître à un degré près les forces de la nature dans ce qu'elles ont de plus foudroyant et de plus terrible (1). » D'ailleurs, tout industriel fait entrer en ligne de compte, dans son bilan annuel, l'usure de ses constructions, de ses navires, de ses machines, de ses outils : il dresse, en un mot, ce que l'on appelle l'inventaire mort, et, pour y faire face, il met une certaine somme en réserve : à plus forte raison, doit-il agir de même en ce qui concerne les auxiliaires vivants de son industrie, et opérer dans leur intérêt des prélèvements réguliers sur son revenu, afin de parer à l'usure de leurs forces et aux accidents qui peuvent les atteindre. N'est-ce pas là une idée éminemment humaine et juste?

C'est cette première catégorie d'accidents que l'on appelle vulgairement cas fortuit ou cas de force majeure. C'est à tort que l'on confond ordinairement ces deux expressions que l'on croit souvent synonymes et que les arrêts emploient souvent l'une pour l'autre. La distinction est délicate à faire : cependant, on admet généralement que le cas fortuit « est l'événement qui se produit à l'intérieur de l'entreprise, qui est dû à l'objet dommageable, abstraction faite de toute intervention venue du dehors, tandis que la force

(1) Saleilles : Op. cit. P. 6.

majeure consiste précisément dans cette intervention d'une force extérieure, d'une cause étrangère (art. 1147 Code civil), qui fait irruption dans l'entreprise, qui dirige la chose dans un sens dommageable (1). » Le cas fortuit, ce sera la chaudière qui fait explosion, le train qui déraile, la voiture qui se brise sans cause apparente; la force majeure, ce sera un tremblement de terre qui renverse les murs d'une usine et occasionne la mort des ouvriers, une inondation, ou encore le fait du prince. En définitive, dans le cas fortuit, on relève un lien entre l'accident et la machine qui l'occasionne; cet accident pouvait être prévu: un industriel peut s'attendre à ce qu'une chaudière éclate, un commerçant à ce que sa voiture; ce risque industriel, il a pu, il a même dû y songer, alors que les cas de force majeure échappent à toutes prévisions, et on comprend qu'à ce titre, le cas fortuit rentre dans les charges générales du commerce ou de l'industrie.

2° En second lieu le risque professionnel protège les accidents dûs à une imprudence de l'ouvrier, à une faute légère. M. de Mun a très justement mis cette idée en relief devant la Chambre des Députés. « L'imprudence: elle est forcée, elle est inévitable, elle résulte du travail lui-même: l'ouvrier au travail est exposé au péril à tout instant, il n'y songe pas, il n'y peut songer; s'il y songeait, il ne l'affronterait pas. On a pris toutes les précautions, on a affiché des règlements, et cependant malgré tout, l'accident arrive parce que l'ouvrier qui vit dans le danger, se familia-

(1) Note de M. L. Josserand. D., 1900, 2, 289.

rise avec lui et oublie les recommandations de la prudence » (1).

L'ouvrier dans l'industrie, ne devient-il pas un automate inconscient répétant machinalement et indéfiniment les mêmes mouvements et lorsque dans cette grande habitude, fatigué encore à la suite de son travail, l'ouvrier fait un mouvement et se trouve blessé, quelle peut être dans ce cas sa part de responsabilité? Il ne faut pas voir une faute de l'ouvrier là où il n'y a qu'un danger nouveau, introduit par l'industrie, en d'autres mots un risque professionnel. « Ne faut-il pas, dit M. Dejace, tenir compte du milieu dans lequel opère l'ouvrier, de la façon dont il finit par s'habituer au danger et ne doit-on pas assimiler à l'accident professionnel la faute légère que l'ouvrier commet par suite des habitudes d'insouciance contractées dans son travail? Sa vigilance s'atténuant au contact journalier du danger est mise en défaut par le zèle même qu'il montre pour l'intérêt du patron, par la nécessité d'obéir à l'activité vertigineuse du machinisme, par les conditions de l'atelier, le bruit, la chaleur, l'agglomération des compagnons et surtout par la fatigue d'un travail violent et prolongé. Le moindre mouvement irréfléchi est quelquefois la cause d'un malheur pour l'ouvrier ou ses voisins. Est-ce une faute? Oui, dans le sens strict du mot. Non, si on tient compte de la nature des choses et de la réalité » (2).

La statistique est là pour démontrer le rôle que joue

(1) Journal Officiel : 17 mai 1888.

(2) Dejace : Responsabilité des accidents du travail et le risque professionnel. Congrès de Paris.

la fatigue dans les accidents du travail : en Allemagne, on a recherché quelles étaient les heures de la journée où les accidents se produisaient le plus fréquemment. La liste dressée accuse que c'est entre dix et onze heures que le nombre est le plus élevé. Entre la quatrième et la cinquième heure, un ralentissement se produit, tenant au repos accordé dans un grand nombre de manufactures (1).

Toutes ces inattentions, ces manquements aux règles ne sont réellement que des cas fortuits : c'est la nature du travail qui les engendre : ils en découlent forcément et nécessairement quelles que soient les précautions prises : c'est donc une charge à faire supporter par le commerce ou l'industrie.

3^e Nous arrivons enfin à la troisième catégorie d'accidents que les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906 ont cru devoir mettre à la charge du patron : ce sont les accidents occasionnés par la faute lourde de l'ouvrier. Ce n'est pas sans de nombreuses discussions que fut admis ce principe, et il faut reconnaître que les adversaires de cette disposition avaient la partie belle devant eux. « Ce n'est pas une loi de justice, disait M. Breton, puisqu'elle frappe le patron même innocent, même irréprochable (2) ». Et M. Peulevey ajoutait devant la Chambre des Députés : « Je dis que cela dépasse toutes les limites des théories socialistes que j'ai eu l'occasion d'étudier. Rendre le patron responsable de la faute de l'ouvrier qu'il emploie. je

(1) C. f. Bellom : Assurances ouvrières, II. P. 635.

(2) Sénat; Séance du 21 mars 1889.

n'hésite pas à le dire, cela soulève la conscience. Il me semble qu'un cri de justice s'élève contre de pareilles théories. Comment il serait responsable de la faute de la victime ! Mais c'est déjà quelque peu énorme d'être responsable de l'ouvrage du sort, de ce qui est le cas fortuit, la force majeure. Je le répète, il n'y a pas un mot de ce projet qui ne soit une violation révoltante du droit (1) ».

Et quelle anomalie n'aurait pas présenté la situation de l'ouvrier, qui ayant occasionné une catastrophe se verrait condamné correctionnellement et viendrait ensuite réclamer une pension à son patron !

D'autre part, à quoi tiendrait une telle disposition, sinon à détruire chez eux tout sentiment de prudence. L'ouvrier, se sentant à l'abri des conséquences d'un acte imprudent n'hésitera pas à l'accomplir. Ne sera-ce pas là une source de multiplication des accidents, et un tel résultat ne condamne-t-il pas par avance la loi ?

Le législateur n'a pas cru devoir s'arrêter à ces objections si justes, si fortes soient-elles ? On invoque contre lui la multiplication possible des accidents. Mais est-elle bien à craindre ? Un ouvrier ira-t-il, de gaieté de cœur, s'exposer à un accident dont il ne peut prévoir qu'imparfaitement les conséquences, l'instinct naturel de conservation qui agit en lui sera assez fort pour lui faire éviter le danger, détourner le bras au moment fatal. « Ce qui, actuellement, rend prudents les hommes qui vivent dans un milieu dange-

(1) Chambre des Députés, Séance du 17 mai 1888.

reux, ce n'est pas la pensée qu'en cas d'accident survenu par leur faute, ils n'auront pas de pension, c'est la crainte de la mort et de la souffrance, crainte inhérente à la nature humaine : si cette crainte ne les arrête pas dans la voie des imprudences, peut-on penser que tel ou tel régime juridique sera plus efficace (1). »

D'ailleurs, la faute intentionnelle démontrée entraîne la perte de tout droit à une indemnité (art. 20, L. du 9 avril 1898) et la faute inexcusable peut entraîner une réduction de la pension.

Le risque professionnel couvre donc la faute lourde, celle qui est plus que la faute légère, et moins que la faute intentionnelle. Il semble donc que son domaine soit nettement défini, et cependant, il est bien difficile de le préciser. Quand y a-t-il faute lourde ? Comme le disait M. Félix Faure à la Chambre des députés, le 17 mai 1888 : « L'habitude d'un danger vous le fait courir naturellement. On ne saurait soutenir qu'il y a véritablement imprudence de la part du couvreur qui, travaillant sur le toit d'une maison, étend le bras pour prendre un outil et se brise sur le pavé ; qu'il y a imprudence de la part du maçon qui, en travaillant sur un échafaudage, met le pied dans le vide et tombe ; qu'il y a imprudence enfin lorsqu'un ouvrier de filature occupé à la manœuvre d'un métier, a la main prise et broyée en voulant rattacher un fil ? » Et cependant, dans ces cas, n'y aura-t-il pas bien souvent une faute lourde, notamment si le règlement d'atelier prescrit à

(1) Tarbouriech : La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Paris, 1896, p. 136.

L'ouvrier d'arrêter son métier pourrat tacher le fil. Il y a bien là une contravention à ce règlement, une violation inexcusable des précautions que commandait la plus élémentaire prudence. Ce fait de la violation d'un règlement, on a voulu le retenir comme l'élément constitutif de la faute lourde : il a tout au moins l'avantage d'être précis, de ne pas se prêter à l'arbitraire. Cependant, on ne peut l'admettre comme un critérium sûr ; en effet, le règlement est-il minutieux, il sera toujours possible de relever à la charge de l'ouvrier une transgression quelconque ; d'autre part, est-il trop large, le résultat est le même que s'il n'existait pas.

Enfin, il est des cas où sa violation sera nécessaire, forcée, constituer même pour l'ouvrier un acte de courage. Un tuyau de vapeur fait explosion, devra-t-on refuser toute indemnité à l'ouvrier qui, en infraction au règlement, fermera les conduits de vapeur. « Il est très facile quand on discute dogmatiquement de trouver des fautes... Pourquoi cet ouvrier touchait-il cette barre rouge ? Pourquoi cet autre a-t-il sauté du train en marche ?... Pour répondre à ces questions, il faudrait se replacer dans la mêlée, au milieu des circonstances du travail et de l'état mental qu'elle amène... Ne serait-ce pas une extrême rigueur, confinant à l'injustice, que de faire grief de leur dévouement personnel et de le transformer en faute lourde, pour leur refuser une indemnité, quand ils sont mutilés et désormais incapables de tout travail ! En réalité, il est impossible de dire où commence et où finit la faute lourde, la responsabilité se gradue par

teintes insensibles, comme l'aube et le crépuscule lors du passage du jour à la nuit... (1) »

Le législateur, avec raison, a laissé au juge un large pouvoir d'appréciation : il lui donne le droit de qualifier la faute. En principe, le risque professionnel couvre la faute lourde, mais il est loisible au juge de qualifier de faute inexcusable un fait que dans un autre cas, il aura considéré simplement comme une faute ordinaire, et de diminuer par conséquent la pension. L'ouvrier ne sera donc pas toujours à l'abri des conséquences de sa faute ; il pourra voir sa responsabilité mise en jeu, et par là, la disposition légale échappée en partie aux critiques faites contre l'extension du risque professionnel à la faute lourde. D'ailleurs, comme nous le laissons entendre plus haut, ce qu'un juriste peut dans le silence de son cabinet, qualifier de faute lourde, ne sera souvent en égard aux circonstances, à l'activité que doit montrer l'ouvrier, à la fatigue qui l'accable et à la diminution de sa capacité intellectuelle qui en résulte, qu'une faute ordinaire.

Si la loi s'était arrêtée là et avait limité ainsi le domaine du risque professionnel, les critiques qu'on aurait pu lui adresser n'auraient été que légères : dans l'ensemble, elle faisait œuvre de justice et d'équité, et elle devait être approuvée. Mais elle a cru, allant plus loin, devoir y comprendre la faute inexcusable, cette faute qui ressemble, à s'y méprendre, à la faute intentionnelle, qui la constituerait même si l'élément inten-

(1) Cheysson : Réf. Soc. 1898. I. 634.

tionnel, si difficile à prouver, pouvait y être relevé (1). La loi a bien prévu que dans ce cas l'indemnité allouée à l'ouvrier, pourrait être réduite, mais pourquoi maintenir le principe d'une indemnité ? Qu'est-ce en effet que la faute inexcusable ? Les Tribunaux ont à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation : cependant, sans proposer une définition rigoureuse, on peut dire que cette faute implique un fait ou une omission d'une gravité exceptionnelle, accompli en parfaite connaissance, au mépris d'instructions impératives ou de défenses formelles, avec cette restriction, s'il s'agit de la faute de l'ouvrier que celui-ci ne doit pas avoir eu l'intention de provoquer l'accident, sans quoi, tout droit à indemnité serait perdu pour lui (2). Toute faute pénale constatée par la juridiction répressive n'est pas nécessairement une faute inexcusable, car les articles 319 et 320 Code pénal, punissent toute maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements qui, involontairement, a causé un homicide ou des blessures.

Pourquoi dès lors, faire supporter au patron les conséquences de la faute inexcusable de l'ouvrier, puisqu'elle consiste dans un acte volontaire, réfléchi, et qu'elle se distingue seulement du dol, en ce que l'intention de nuire fait défaut. La faute inexcusable doit être exclusive de toute responsabilité, parce qu'elle démontre jusqu'à l'évidence, l'absence totale de rap-

(1) Discours de M. Théodore Girard au Sénat. Séance du 18 mars 1898.

(2) Cf. Discours de M. Tirard, président du Conseil au Sénat. Séance du 25 mars 1889.

port entre le fait du patron et l'accident survenu. Il est peu logique de faire supporter à un patron le risque, l'accident qu'a pu déclencher la volonté consciente de son employé. L'ouvrier, comme tout être conscient, doit être responsable des actes qu'il accomplit volontairement.

A l'inverse, la faute inexcusable du patron permettra au juge de majorer la pension due à la victime. Cette disposition se justifie d'elle-même. Cette majoration aura lieu même dans le cas où la faute ne provient pas du patron lui-même, mais d'un de ses préposés. Toutefois, il y a lieu de faire ici une distinction : parmi les préposés, les uns n'ont qu'à obéir, à exécuter simplement l'ouvrage qui leur est commandé, les autres sont investis d'un droit d'autorité et de surveillance : ils sont substitués au patron dans la direction, comme les ingénieurs, directeurs. Tous les accidents entraînés même par la faute la plus inexcusable des premiers, ne constituent que le risque professionnel, et ne sauraient permettre d'allouer à la victime une indemnité autre que l'indemnité forfaitaire. Au contraire, un directeur, un contremaître commettent-ils une faute, la responsabilité du patron est par le fait même engagée d'une manière plus grave, aux termes mêmes de l'article 1384. Le patron doit supporter dans cette hypothèse la faute de son préposé.

Voilà donc déterminé le domaine du risque professionnel : accidents industriels, accidents dûs à la faute de l'ouvrier, sauf le cas de faute intentionnelle, rentrent dans la catégorie d'accidents que met-

tent à la charge de l'industriel ou du commerçant, les lois de 1898 et de 1906.

Cette énumération est loin de comprendre tous les accidents qui peuvent arriver à un ouvrier : ainsi, au cours de son travail, la foudre tombe et blesse un ouvrier, ou bien un tiers occasionne un accident par sa maladresse ou son imprudence. Qui devra en supporter les conséquences ? Les cas de force majeure font partie « du risque général de l'humanité » : ils ne constituent donc pas un risque de la profession (1).

Mais il peut arriver que les conditions du travail aggravent ce risque général qui nous est commun à tous : ainsi, un électricien est blessé par la foudre en réparant des cables électriques. La foudre est bien la cause première de l'accident, mais la cause déterminante est la présence de cables qui en ont facilité la chute. Il y a bien là « accident arrivé par le fait ou à l'occasion du travail », rentrant à ce titre dans le risque professionnel.

La même distinction doit être faite pour les accidents dû à la faute d'un tiers. L'accident prend un caractère professionnel lorsque le travail a eu pour but d'y exposer spécialement. Toutefois, il y a lieu de remarquer que la victime conserve tous ses droits contre l'auteur de l'accident, et les dommages-intérêts qu'elle obtiendra en vertu de l'article 1392 devront être précomptés

(1) Cass. 10 décembre 1902. D. 1903, I. 331. — Trib. Civ. Bayonne, 20 mars 1900. D. 01. 2.339. — Bourg, 30 janvier 1900. D. Ibidem. — Bordeaux, 3 décembre, 1900, Ibidem. — Cass. Req. 8 juin 1904. D. 1906, I. 107.

sur l'indemnité qui lui serait dûe par son patron, s'il y avait accident du travail.

Maintenant que nous venons d'exposer la théorie du risque professionnel, tout au moins dans ses grandes lignes, est-il bien nécessaire de rappeler les critiques violentes et les polémiques qu'elle souleva lors de sa consécration législative. Le silence s'est fait autour de ces discussions. D'ailleurs, l'expérience a démontré que cette loi, quelques imperfections qu'elle puisse présenter, renfermait un principe de justice et d'équité assurément louable. Sans doute, le patron est responsable en dehors de toute idée de faute, et c'était là le gros reproche qu'on lui faisait : il y a là, disait-on, une nouvelle cause de responsabilité que le Droit Français ne reconnaissait pas jusqu'alors : le contrat et le délit ou le quasi-délit, voilà d'où peut découler la responsabilité et de ces causes seulement. Mais pourquoi s'abriter indéfiniment derrière cette idée de faute, ne pas vouloir quitter ce terrain excellent sans doute au moment de la rédaction du Code, mais que les conditions de la vie sociale, les progrès du machinisme ont rendu peu sûr : pourquoi, à un état de choses nouveau, ne pas vouloir adapter une conception nouvelle, et qui se justifie si bien par les considérations que nous avons exposées plus haut ?

Verra-t-on encore dans le risque professionnel un principe faux, parce qu'il a été limité primitivement à une certaine catégorie d'ouvriers ? Mais cette objection tombe lorsque l'on considère l'extension qu'il a reçue depuis sa promulgation — ouvriers agricoles, employés de commerce — et qu'il aura pris dans quelques années

lorsque tous les projets ou propositions de loi auront reçu du Parlement leur consécration.

Enfin, cette loi a-t-elle été, comme on le lui prédisait, la mort du Commerce et de l'Industrie? Des charges nouvelles ont été créées, lourdes parfois, mais pas en disproportion avec les ressources correspondantes : personne ne saurait attribuer à cette cause le ralentissement d'affaires que telle ou telle branche commerciale a pu subir depuis quelques années. Il n'y a d'ailleurs pas un état de choses spécial et défavorable au Commerce Français. Le risque professionnel est devenu, nous l'avons vu, un principe international, et il fait peser sur tous les pays qui y ont adhéré, des charges à peu près analogues.

Les lois de 1898 et 1906 ont donc élevé à côté de l'ancienne théorie de la faute, une théorie plus moderne, plus vivante et plus sociale : à des intérêts, à des besoins nouveaux, le Législateur a tâché d'adapter des mesures en rapport avec eux : il a changé le fondement de la responsabilité, pour substituer à l'idée surannée de la faute, l'idée moderne de risque. Qui donc oserait l'en blamer?

CHAPITRE III

Utilité et fondement de la loi du 12 avril 1906

I

A toutes ces considérations que nous venons d'exposer et qui militaient en faveur de l'extension aux employés de commerce du risque professionnel, on pouvait ajouter l'incertitude qui régnait sur le domaine d'application de la loi de 1898. Quelles professions y étaient assujetties ? A lire le texte, la question semble fort simple à trancher ; la loi s'applique « aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ». Cette énumération paraît simple, mais quand pour chaque espèce qui se présente au juge, il faut classer l'établissement où est arrivé l'accident, dire s'il s'est soumis ou non à la

loi sur le risque professionnel, que d'appréciations divergentes, que de décisions contradictoires tout au moins en apparence. Tel établissement qui, pour tel juge sera un établissement industriel, ne le sera pas pour un autre. Les recueils de jurisprudence ont publié ces dernières années d'innombrables décisions qui se concilient mal les unes avec les autres.

Il faut de plus observer que deux ordres de juridiction sont compétents pour délimiter le champ d'action du risque professionnel : 1° les tribunaux judiciaires pour décider en cas d'accident si l'ouvrier a droit aux dispositions de la loi de 1898 ; 2° les tribunaux administratifs, au point de vue fiscal, pour trancher la question de l'imposition de la taxe additionnelle à la patente. Le fonds social de garantie prévu par l'article 25 de la loi de 1898 est constitué au moyen de taxes additionnelles ajoutées au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article I. L'Administration des contributions indirectes a dû en conséquence pour la perception de ces centimes additionnels, pour la confection des rôles de patentes, dresser la liste des chefs d'entreprises patentés qu'elle jugeait assujettir à la loi. Or, cette Administration n'a, pour dresser une telle liste, aucune compétence juridique, et la première liste qu'en effet elle a publiée pour l'exercice 1900 a soulevé les plus vives et les plus légitimes critiques. Des chefs d'entreprise formèrent une demande en décharge devant les Tribunaux administratifs qui statuèrent parfois dans un sens diamétralement opposé à celui de l'administration ou des contributions directes. Cette administration n'avait même

pas pris la précaution, si naturelle cependant, de se mettre préalablement d'accord avec le Ministère du commerce et le Comité consultatif des accidents de travail qui siège auprès de celui-ci. Ce désaccord, d'ailleurs, n'existe plus, et l'Administration des Contributions indirectes, devant les protestations des intéressés, a dressé avec le concours du Ministère du commerce, une nouvelle liste des chefs d'entreprise soumis à l'imposition nouvelle.

Malgré cet accord des deux Ministères du Commerce et des Finances, la liste qu'ils ont dressée n'a aucune valeur légale. Telle profession considérée par l'Administration des Contributions directes ou par le Comité consultatif des assurances, comme soumise au risque professionnel, sera déclarée comme non assujettie par une décision judiciaire. La liste ainsi établie ne donne aucune certitude ni aux chefs d'entreprise qui y sont inscrits ni à ceux qui ne le sont pas.

Dans une circulaire du 8 juin 1901, le Ministre du commerce reconnaissait lui-même que cette liste ne pouvait que servir de guide, soit aux industriels, soit à l'administration elle-même, mais sans lier aucunement les tribunaux judiciaires. « En attendant les interprétations législatives dont se trouve saisi le Parlement, et sans préjuger la jurisprudence que pour quelques assujettissements susceptibles de prêter encore à controverse pourront, d'ici là, introduire les décisions de la Cour de cassation quand à l'assujettissement au fond, et quant à l'imposition corrélatrice à la taxe additionnelle, la décision du Conseil d'Etat, il semble que le tableau ci-joint peut désormais guider

utilement les exploitants patentés désireux d'être éclairés sur leur situation légale au regard des responsabilités des accidents du travail et les Administrations chargées de contrôler l'exécution de la loi. »

Avec un pareil système, on aboutissait bien souvent à des résultats regrettables et il arrivait ceci : ou bien le patron était proclamé assujetti à la loi de 1898 soit par la juridiction administrative, soit simplement par la liste ministérielle, payait les quatre centimes, s'assurait en conséquence contre les risques de la loi de 1898, et, après l'accident, la Compagnie plaidait, le Tribunal jugeait qu'il n'y avait pas assujettissement. Le patron avait donc payé indûment les quatre centimes additionnels que l'Administration ne lui remboursait pas; il avait versé inutilement ses primes d'assurances, et enfin l'ouvrier était dans une situation d'autant plus déplorable que rien ne pouvait la lui faire prévoir. Ou bien le patron était exonéré de la taxe additionnelle soit par une décision administrative, soit par la liste elle-même : il était donc bien fondé à croire que la loi de 1898 ne lui était pas applicable; il ne s'assurait donc pas et il arrivait qu'une décision contraire du Tribunal venait mettre à sa charge les conséquences d'un accident.

Les listes administratives n'avaient donc et ne pouvaient avoir qu'une valeur indicative; elles ne résolvaient rien, elles n'offraient pas aux ouvriers et aux chefs d'entreprise un moyen certain de connaître s'ils sont assujettis à la loi (1).

(1) Cf. Rapport de M. Mirman, député, « Journal Officiel », année 1903, annexe n° 1136.

Ces conditions générales suffisaient déjà à donner une idée des difficultés d'application de la loi de 1898, de l'incertitude sur son domaine d'application. Entrons maintenant dans l'examen des termes de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ; nous verrons ces difficultés s'accroître à chaque pas, l'incertitude augmenter, les procès rendus nécessaires, résultats que le législateur n'avait évidemment pas prévus.

Il y a lieu toutefois de remarquer que certains établissements assujettis à la loi n'ont pas lieu à de grandes contestations : ce sont les mines, minières et carrières, les magasins publics, les entreprises de chargement et de déchargement, notamment dans les ports maritimes et fluviaux, l'industrie du bâtiment, c'est-à-dire l'ensemble des professions qui concourent à l'édification, à l'appropriation ou à l'entretien des habitations et des constructions.

En ce qui concerne tout d'abord « les entreprises de transport par terre et par eau » il y a lieu de remarquer que les transports maritimes ne relèvent pas de la loi du 9 avril 1898. Un arrêt récent de la Cour de Cassation, Chambre civile, décide, en s'appuyant sur la terminologie du Code de commerce, que les mots « entreprise de transport par terre et par eau » ne s'appliquent pas aux transports maritimes, et que les accidents survenus à bord des bâtiments de mer sont, en ces conditions, exclusivement régis par l'article 1382 Code civil, sauf le cas d'application de la loi du 21 avril 1898 (1).

(1) Cass. Civ., 3 mars 1902. D., 1902, 1, 478. — Civ., 2 février 1903. D., 1903, 4, 480. — Civ., 5 juillet 1904 (5^e arrêt. D. 1904, 1,

En outre, pour qu'il y ait assujettissement à la loi sur les accidents, il faut qu'il s'agisse d'une véritable entreprise de transports pour le compte de tiers : un commerçant qui effectuerait ses propres transports ne tomberait pas sous le coup de la loi de 1898 (1).

En second lieu, les usines et manufactures sont assujetties à la loi. Cette expression comprend-elle tous les ateliers, quelle qu'en soit l'importance, quel que soit le mode du travail, inoffensif ou dangereux ; ou bien, ne comprend-elle que les établissements qui peuvent y être assimilés par la nature du travail auquel il y est procédé, les risques que ce travail fait courir aux ouvriers et les conditions générales dans lesquelles il est exécuté ? C'est ici que se manifeste la dualité d'opinions entre la Cour de cassation et le Conseil d'Etat. La Cour de Cassation a, dans nombreux arrêts, affirmé que les expressions « usines et manufactures » comprennent tous les métiers qui comportent la transformation des objets auxquels ils s'appliquent, ce qui est le propre des métiers industriels (2). « L'industrie, au sens de la loi, ne suppose pas nécessairement la transformation en vue d'approprier la matière première

553. En ce sens, cf. Loubat : Traité sur le risque professionnel, 2^e éd. n° 405.

(1) Avis Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail, 24 octobre 1899. D., 1902, 5, 473. — Cons. Préf. (Yonne), 15 février 1901. D., 1901, 3, 09. — Trib. Civ. Montauban, 7 décembre 1900. — Poitiers, 21 janvier 1901. D., 1903, 2, 419.

(2) Cass., 25 octobre 1904, D. 06.1.40. — Grenoble, 9 juin 1904, D. 05.2.476.477. — Dijon, 21 décembre 1903. — Rennes, 3 février et 17 novembre 1903, D. 06.2.107. — Cass., 3 août 1903, D. 1904.1.46. — Cass., 15 mars 1904 et 5 juillet 1904, D. 1904.1.553. — Cass. req., 15 décembre 1903, D. 1904.1.374.

aux besoins de l'homme ; elle implique qu'une nouvelle utilité a été apportée aux objets ou matériaux. Il y a industrie dès qu'il y a fabrication ou préparation en vue d'une application à des usages industriels, dès qu'on fait subir une modification même de simple forme à la marchandise. Il y a commerce quand la marchandise est revendue telle qu'elle a été reçue. Le marchand qui se contente de débiter des objets tout fabriqués est un commerçant et échappe à loi de 1898 » (1).

Voilà le principe, le critérium de la jurisprudence pour distinguer l'établissement commercial de l'établissement industriel, pour soustraire le premier à l'application de la loi de 1898 et y assujettir le second. Les termes de l'arrêt de la Cour de cassation du 3 août 1903 que nous avons cité, sont à cet égard, particulièrement formels. « Attendu qu'avec les entreprises qu'il désigne nommément l'article premier de la loi du 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous l'appellation d'usines et de manufactures, tous les ateliers industriels ; que législateur en effet a renoncé à limiter cette responsabilité, soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie : qu'il a soumis l'industrie entière à la loi nouvelle et qu'il considère tellement que toutes les victimes du travail ont des droits égaux, qu'il a dû, pour la faire échapper à l'application de la règle qu'il posait, préciser que la collaboration accidentelle d'un ou de

(1) Hemard : Détermination des professions assujetties au risque professionnel. — Annales de droit commercial 1903, P. 186.

plusieurs camarades n'assujettirait pas à la loi l'ouvrier qui d'ordinaire travaille seul : attendu que l'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique, à la différence du commerce où ne se font que des échanges».

Conformément à cette jurisprudence, la Chambre des requêtes a déclaré non assujetti le boulanger qui n'emploie pas pour faire son pain de moteur inanimé, et dont l'industrie qui consiste à pétrir et à faire cuire de la farine, utilise simplement la matière première sans opérer de transformation industrielle (1) ; au contraire, la Chambre civile statuant sur le cas de bouchers, a jugé que le fait de convertir un animal vivant en viande de boucherie d'une part et en déchets divers (suifs, cornes, pieds et peaux) de l'autre, constituait une transformation de la marchandise et par suite une opération industrielle de la part de celui qui s'y livre, assujettie au régime légal du risque professionnel (2).

La Cour de cassation a eu également à se prononcer sur le cas d'établissements où l'opération industrielle apparaît exceptionnelle ou tout au moins accessoire, et où le caractère dominant, sinon exclusif de la profession considérée est proprement commercial (toute mise en œuvre de substances explosives ou tout emploi de moteurs réservés) et elle a rejeté dans deux espèces particulières les pourvois contre les décisions

(1) Cass., 26 avril 1904, D. 06.1.46) ; 10 avril 1905, D. 06.1.173.

(2) Cass., 24 octobre 1904 ; 2 août 1904, D. 06.5.29, 3 août 1905.

de débouté du Juge du fait (1). C'est ainsi qu'un négociant en fers n'est pas assujéti à la loi de 1898, si d'une part, son établissement ne constitue pas un chantier et si d'autre part, les pièces de fer qui y sont emmagasinées n'y sont l'objet ni de transformation, ni de préparation, ni de manipulation avant d'être livrées à la clientèle. Il en est ainsi encore, bien qu'on y réduise les diverses pièces de fer à la dimension exigée par les acheteurs ou qu'on y pratique quelques trous en vue d'une utilisation agricole immédiate, si ces travaux accidentels, ne durant qu'un instant, et ne réclamant aucun personnel distinct de celui des hommes de peine, ne nécessitent l'emploi d'aucune machine proprement dite, en sorte qu'ils constituent de simples opérations accessoires du commerce et ne ressemblent ni de près ni de loin à une appropriation industrielle : ce fait seul ne peut rendre applicable la loi du 9 avril 1898 (2).

D'après la Cour de cassation qui se conforme en cela à la tendance du Comité consultatif des assurances et à celle du Ministre des Finances, tout établissement où se produit la transformation d'une matière est une manufacture sans qu'il y ait lieu de tenir compte d'aucune autre circonstance, notamment du plus ou moins d'importance de l'établissement. Le Conseil d'Etat, au contraire, examine dans son ensemble, les conditions dans lesquelles le travail s'exécute, l'importance de l'établissement, les risques auxquels les ouvriers sont exposés et la définition qu'il donne du

(1) Cass., req., 27 avril 1904, req. 25 juillet 1904 D. 06. I. 202.

(2) Arrêt précité du 25 juillet 1904.

mot « manufacture » dans l'article premier paraît se rapprocher du sens qui est usuellement attribué à ce mot (1).

En définitive, le Conseil d'Etat se refuse à assujettir tous les ateliers. Quelles seront donc les limites auxquelles il s'arrêtera, s'il repousse le critérium de toute « création », de toute « transformation », de toute « fabrication » industrielles ? La texte de l'article I ne lui permet point de tenir compte du nombre des ouvriers employés. Posera-t-il alors en règle l'usage d'outils non domestiques ? le péril de la fabrication ? l'agencement plus ou moins important de la manufacture ? Ce sont trois lignes de démarcation bien incertaines que le législateur a successivement abandonnées et sur lesquelles, du reste, le Conseil d'Etat lui-même a pris soin de ne pas nettement se prononcer. Il semble en effet que sa volonté soit plutôt de se laisser guider en chacune des espèces particulières qui lui seront soumises par les éléments du fait, et que là soit sa façon propre d'entendre l'œuvre importante d'interprétation réservée aux Tribunaux par le législateur de 1898.

Il convient toutefois de remarquer que les décisions du Conseil d'Etat s'occupent de très petits risques et qu'ayant à se prononcer sur une question d'imposition et non d'accident, on comprend qu'il ait eu quelque scrupule à soumettre à la taxe d'insolvabilité des professions dont le fonds de garantie prévu par l'article 25

(1) Cons. d'Etat 18 mars 1904, 4 mai 1904. — D. 06. 3. 1.
28 février 1902. — D. 02. 3. 17-23 avril 1902. — D. 02. 3. 49.
17 mars et 23 juillet 1902. — D. 03. 5. 534.

avait jusqu'alors en quelque sorte ignoré l'existence.

Quoiqu'il en soit, et quelques raisons si excellentes soient-elles, que puisse apporter en leur faveur l'une ou l'autre de ces deux jurisprudences, leur divergence n'en est pas moins regrettable au plus haut point : leur conséquence immédiate est de détourner de l'assurance les petits fabricants, de les acculer à la ruine lorsqu'un accident grave se produit, et de compromettre par contre-coup la prospérité du fonds de garantie obligé de se substituer aux patrons incapables de supporter eux-mêmes la charge du risque professionnel.

Il aurait semblé juste, ou tout au moins logique de donner au mot « chantier » la même interprétation exclusive que donnait aux expressions « usines et manufactures » la jurisprudence de la Cour de cassation. Par le mot chantiers, la loi ne vise pas uniquement les chantiers de travaux du bâtiment. Industrie du bâtiment, et chantiers ne sont pas accolés l'un à l'autre dans le texte de loi et cette séparation n'est pas le fait du hasard. Le législateur de 1898 a visé d'abord l'industrie du bâtiment tout entière sous ses formes les plus diverses : il a considéré ensuite dans les usines et manufactures l'industrie de transformation proprement dite, et ce n'est qu'après cette énumération qu'il a cité les chantiers immédiatement avant les entreprises de transport. Il lui était, semble-t-il, bien difficile de manifester d'une façon plus sensible sa volonté d'assujettir au risque nouveau tous les chantiers et non pas seulement les chantiers du bâtiment, et de comprendre

dans le domaine de la loi les chantiers de pierre, de bois, de charbon, etc, les chais et caves des marchands de vins en gros, tout lieu de travail où les ouvriers se livrent à des manutentions plus dangereuses que dans un grand nombre de transformations industrielles.

C'est l'interprétation restrictive qu'admettait le garde des sceaux dans une circulaire du 10 juin 1899 (1): les chantiers consistent « dans le groupement, dans un emplacement déterminé, d'un certain nombre d'ouvriers employés à la réparation des matériaux, à des terrassements ou à des travaux quelconques en vue de la construction d'édifices, ponts, canaux... » Le comité consultatif, dans ses avis, donne une définition plus extensive: il considère comme chantiers des entreprises où il ne s'opère pas de transformations industrielles, mais où s'effectuent d'ordinaire des manutentions pénibles, des déplacements de marchandises présentant des dangers (entrepôts de bois, approvisionnements commerciaux en gros de fer ou de vin) (2).

L'interprétation du Comité consultatif était bien la plus conforme à la loi. A diverses reprises, au cours de la discussion de la loi de 1898, les rapporteurs étaient intervenus pour déclarer que la nomenclature de l'article 1^{er} n'était nullement limitative. M. Poirrier, dans son rapport du Sénat, s'exprimait ainsi: « Nous devons déclarer que dans notre pensée, l'énumération

(1) Bull. Off. Min. Justice 1899. P. 75.

(2) Bull. Min. Com. 1903. — Avis 21 juin 1899. P. 228. — Avis 30 mai 1900. P. 241. — Avis 4 avril 1900. P. 240.

faite par cet article des industries soumises à la loi, loin d'entraîner l'exclusion d'industries que notre texte primitif y aurait assujetties, nous a, au contraire, paru susceptible d'une extension plus grande encore que ce dernier texte : cette énumération, à côté des usines et manufactures, comprend en effet, les chantiers, entreprises de transport, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, usines, carrières, etc., etc. » (1). Et à la séance du 25 novembre 1895, il s'exprimait ainsi, répondant à M. Buffet, qui lui demandait quel caractère il fallait attribuer à cette nomenclature : « Le texte de la commission n'est point limitatif ; il est énonciatif et toute l'industrie y est comprise... Pouvez-vous avoir un texte plus complet, plus vaste et plus général que celui-là ? Il est vrai qu'on s'est livré à l'énumération de certaines industries, mais il est aisé de comprendre le but unique et l'intérêt de cette énumération : elle a été faite parce qu'on a craint que ces industries ne pussent être considérées comme s'exerçant dans des manufactures, usines, des chantiers : tel aurait pu être le cas des entreprises de transports, de chargement et de déchargement, des magasins publics, des mines, minières et carrières. Le texte de l'article 1^{er} est donc aussi large que possible et si la commission a trop souvent modifié sa rédaction, il faut reconnaître qu'elle est toujours restée fidèle à cette pensée d'appeler à profiter des dispositions de la loi, de comprendre dans l'article 1^{er} tous les

(1) Le rapport de M. Poirrier du 3 avril 1895 (Annexe n° 73 Journ. Off. des 23, 26, 27 juin, 6 juillet 1895. P. 288).

ouvriers employés dans les usines, manufactures et chantiers. »

La Cour de Cassation, malgré tous ces arguments n'en a pas moins cassé régulièrement toutes les décisions qui avaient adopté, avant que la jurisprudence ne fût fermement établie, cette manière de voir (1). C'est ainsi que par un arrêt du 27 octobre 1903, la Cour a refusé d'assimiler à un chantier l'entrepôt d'un marchand de charbons. Pour elle, la place occupée par le mot chantier dans l'article I de la loi, immédiatement après les mots industrie du bâtiment, usines, manufactures, semble indiquer que le chantier doit être une annexe du bâtiment, de l'usine, de la manufacture. Il s'agit dès lors des chantiers affectés à une entreprise industrielle, des chantiers industriels en un mot. « Attendu que si les ouvriers et employés occupés dans les chantiers sont nommément appelés à bénéficier de ladite loi, le mot « chantiers » ne devant pas être séparé des mots « usines et manufactures » qui le précèdent et en précisent le sens : qu'il désigne l'endroit où des ouvriers travaillent ensemble, soit à des terrassements, soit à la préparation industrielle de matériaux : qu'il ne saurait s'appliquer aux magasins ou entrepôts, quelques considérables qu'ils soient, dans lesquels le commerçant dépose des marchandises qui en doivent sortir sans y avoir subi aucune transformation » (2).

(1) Trib. Civ. Remiremont, 17 juillet 1902. — Bert, Revue judiciaire des Accidents du Travail, octobre 1902.

(2) Cass. 27 octobre 1903, D. 1904. 1. 73, cassant arrêt de la Cour de Lyon, du 1^{er} avril 1901, D. 1902. 2. 330. — Cass. 21 décembre 1903, D. 04. 1. 73.

Cette question s'est posée principalement pour les marchands de vins en gros. La Cour de Paris avait jugé que la loi s'appliquait au marchand de vins, qui recevait par an près de 20.000 hectolitres de vins qu'il emmagasinait dans ses chais où un grand nombre de fûts pesant 130 à 250 kilos étaient gerbis à main d'homme (1). La Cour de Cassation s'est toujours refusée à cette interprétation et a entraîné à sa suite la jurisprudence de nombreuses Cours d'appel (2).

Contrairement à cette jurisprudence si nettement établie de Cassation, le Conseil d'Etat a adopté une interprétation beaucoup plus large de l'article 1^{er} de la loi de 1898. Il a le plus souvent considéré comme assujettis les chantiers autres que ceux du bâtiment : à

(1) Paris, 12 février 1901, D. 1901. 2. 253. — Paris, 16 février 1901, D. 1902. 2. 330 et la note. — Dijon, 20 juin 1902, D. 1903. 2. 439.

« Considérant, dit l'arrêt de la Cour de Paris du 12 février 1901, que les manutentions effectuées dans ces conditions exposent les ouvriers à, un ensemble de risques professionnels de la même nature que ceux qui se rencontrent dans les chantiers, les entreprises de chargement et de déchargement, les magasins publics figurant dans l'énumération de l'article 1 de la loi du 9 avril 1898, qu'il faut reconnaître que par la disposition des locaux destinés à l'exploitation, le nombre des ouvriers qui y sont employés, l'importance et l'aménagement des approvisionnements, l'établissement de P.... constitue un chantier au sens large que comporte le texte de l'article 1 dans lequel ce terme générique est employé sans être suivi d'une spécification particulière permettant d'en restreindre la portée à des entreprises déterminées... »

(2) Dijon, 13 juin 1900. — Trib. Civ. Narbonne, 23 octobre 1900. — Trib. Civ. Perpignan, 4 décembre 1900, D. 1901. 2. 253. — Chambéry, 17 juin 1903, D. 1904. 2. 71. — Dijon, 21 décembre 1903. — Rennes, 3 février 1903. — Rennes, 17 novembre 1903, D. 06. 2. 107.

ce titre, il a refusé décharge de la taxe des quatre centimes additionnels à tel « marchand de charbon de terre en demi-gros exploitant un dépôt de charbon », jugeant que cet établissement devait être regardé comme un chantier dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 (1). Une décision semblable fut rendue à l'égard d'un marchand de bois à brûler. « Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur R... imposé à la contribution des patentes en qualité de marchand de bois à brûler, ayant chantier, utilise pour l'exercice de cette profession un terrain où il entrepose le bois provenant des coupes qu'il exploite et destiné à la vente : que ce terrain constitue un chantier et doit être rangé parmi les établissements désignés sous cette dénomination par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril etc. (2). » Dans cette espèce, la solution pouvait paraître douteuse, car un tel établissement pouvait être considéré comme l'annexe d'une exploitation agricole, et à ce titre ne pas rentrer sous le régime de la loi sur les accidents. La section temporaire du Conseil d'Etat avait même admis la distinction posée par la Cour de cassation d'après laquelle un entrepôt ne constitue pas un chantier, cette qualification ne s'appliquant qu'aux emplacements sur lesquels s'opèrent des opérations industrielles (3) : en conséquence, elle avait décidé qu'on ne pouvait considérer comme

(1) Cons. d'Etat 27 juin 1902.

(2) Cons. d'Et. 29 mai 1903, D. 04. 3. 73. — 23 juillet 1902 D. 1903. 5. 534-535.

(3) Cons. d'Et. Sect. temp. 17 mars 1902. Aff. Min. des Fin. C. Bernard.

un chantier un terrain situé dans une ville sur lequel un exploitant se borne à entreposer les bois provenant de ses coupes. Mais cette décision isolée ne saurait prévaloir contre de nombreuses autres décisions formulant d'une façon nette et précise l'opinion contraire.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a, dans un arrêt du 10 juillet 1903 soumis à la taxe additionnelle un marchand de vins en gros : il déclare que « l'établissement où il est procédé à la manutention des tonneaux et à leur mise en place constitue un chantier au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. » (1). Poussant même sa théorie jusqu'à ses conséquences extrêmes, le Conseil d'Etat a même décidé que la réunion de plusieurs ouvriers n'était même pas nécessaire pour que l'établissement constituât un chantier et fût assujéti comme tel à la loi de 1898 (2). Dans deux arrêts postérieurs du 18 mars 1904 cette jurisprudence était affirmée d'une façon nette et définitive : la question fut tranchée notamment pour un boulanger ;

« Considérant que le sieur Bernard imposé à la contribution des patentes en qualité de boulanger occupe dans un local attenant à son magasin un ouvrier employé dans les conditions ordinaires à la fabrication du pain : que cet établissement ne constitue pas une manufacture au sens de l'article I précité : qu'en effet les établissements industriels ou commerciaux ne doivent pas être appréciés, pour l'application de la loi du 9 avril 1898, d'après la nature économique et les ré-

(1) Cons. d'Etat, 10 juillet 1903. D. 1904. 3.73.

(2) Cf. Arrêt précité du 10 juillet 1903.

sultats de leur exploitation, mais d'après la nature du travail auquel il est procédé, les risques que ce travail fait courir aux ouvriers qui y sont employés et les conditions générales dans lesquelles il est exécuté : qu'ainsi, c'est à tort que le sieur Bernard a été imposé à la taxe additionnelle pour la constitution du fonds de garantie ».

La Cour de cassation, d'ailleurs, avait adopté la même manière de voir : par un arrêt du 15 mars 1904, elle cassa une décision de la Cour de Nîmes refusant à un ouvrier le bénéfice de la loi de 1898, par ce seul motif qu'il était seul employé chez un maréchal-fer-rant (1).

Voilà donc exposés un peu longuement peut-être deux points importants sur lesquels le Conseil d'Etat et la Cour de cassation étaient en contradiction flagrante. La divergence de vues vient de ce que le Conseil d'Etat voit dans l'article 1^{er} une énumération qui doit comprendre tous les établissements énumérés et ceux qui peuvent leur être assimilés : la Cour de cassation estime au contraire que le législateur a voulu faire une loi atteignant l'industrie et l'industrie seule, et que la définition de cette loi doit être recherchée non dans l'énumération indicative d'un texte de loi, mais dans les notions juridiques de la jurisprudence générale. De là, une double conséquence : sont assujettis à la loi de 1898 les ateliers où

(1) Cass. Ch. civ. 15 mars 1904. D. 04. I. 556 Cf. Avis du Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail, 24 janvier 1900, D. 1900. 4. 48. 60. — Cass. civ. 3 août et 26 octobre 1903. D. 1904. I. 45.

s'opère une transformation industrielle : elle exclut au contraire tous les chantiers commerciaux parce que le mot « chantier » ne saurait s'appliquer aux magasins ou entrepôts dans lesquels le commerçant dépose ses marchandises qui en doivent sortir sans avoir subi aucune transformation industrielle.

« La Cour de Cassation s'attache à la nature économique des opérations exécutées et règle le sort de l'établissement d'après le résultat industriel de ses opérations. »

« Le Conseil appliquant une loi sur le travail ne considère que la nature de ce travail lui-même et les conditions dans lesquelles il est exécuté ; il analyse l'outillage, la disposition matérielle des lieux, les circonstances générales de l'exploitation, tous éléments qui ont évidemment plus de rapports avec le risque professionnel que la transformation de la matière première » (1).

II

Faire cesser une controverse jurisprudentielle serait toutefois un bien piètre fondement à une loi qui réalisait une réforme aussi importante, qui introduisait un tel bouleversement dans la vie commerciale, si des considérations d'un ordre supérieur ne l'avaient impérieusement justifié. Pourquoi, en effet, faire une distinction entre le commerce et l'industrie ? Si la loi de 1898 constituait un progrès dans le

(1) Rapport de M. Cordelet au Sénat du 26 février 1906.

domaine industriel, — et l'expérience était là pour le démontrer, — pourquoi ne pas en faire bénéficier le monde commercial?

La seule équité conseillait de soumettre le commerce au régime du risque professionnel. Quelle différence, en effet, établir entre le commerce et l'industrie qui justifiait raisonnablement cette différence de traitement. Dira-t-on que l'industrie comporte des risques plus grands d'accident, que ceux qu'offre le commerce en général? Mais remarquons d'abord que le législateur de 1898 a repoussé formellement cette manière de voir. L'amendement de M. Bérenger qui se proposait de remplacer les mots « Les accidents survenus dans leur travail ou à l'occasion de leur travail aux ouvriers et employés » par « les accidents survenus dans l'accomplissement d'un travail dangereux » fut à diverses reprises repoussé par le Sénat (1).

D'ailleurs, est-il possible de déterminer les professions dangereuses et de les séparer de celles qui ne le sont point? Il faudrait dresser une liste de ces professions et toute liste aura forcément des lacunes et prêterait à la critique. En effet, si l'on mesure le degré de danger par le tant pour cent d'accidents graves on constate de suite que ces degrés varient d'une profession à l'autre, de façon à peine sensible. Les statistiques allemandes établissent que les industries les plus dangereuses comportent annuellement 17 accidents

(1) Cf. Rapport de M. Poirier du 28 juin 1895 (Annexe n° 146. Journal Officiel du 6 juillet 1895, p. 297).

graves pour 1.000 ouvriers (1). La distinction est sans doute très nette entre ces industries et celles qui n'ont que 1 ou 2 pour cent d'accidents graves, mais il y a

(1) Les statistiques allemandes fournissent les données suivantes : le nombre des accidents graves (c'est-à-dire dans la législation allemande entraînant la mort ou une incapacité de plus de 13 semaines) est actuellement par 1.000 ouvriers assurés, dans :

Les industries textiles.....	3,44
La verrerie.....	3,61
Les carrières.....	4,70
Le bâtiment.....	7,46
L'industrie du fer ou acier.....	8,51
Les mines.....	12,09
Les expéditions.....	12,33
La conduite des voitures.....	17,51

(Bases statistiques de l'Assurance contre les accidents en Allemagne. Publication de l'Office du Travail, 1899).

En France, la statistique des accidents d'après leurs causes matérielles, donne les résultats suivants pour la moyenne des quatre années 1900-1904 et pour cent accidents.

1° Moteurs.....	0,39
2° Transmissions.....	0,91
3° Machines, outils, métiers.....	8,24
4° Ascenseurs, grues, appareils de levage, puits d'extraction.....	0,88
5° Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.,	0,15
6° Explosifs, poudre dynamite, explo- sion de gaz.....	0,17
7° Matières incandescentes, brûlantes, corrosives.....	5,49
8° Eboulements, chutes d'objets.....	15,18
9° Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un écha- faudage, dans des excavations....	18,61
10° Manutention des fardeaux.....	18,32
11° Conduites des voitures, accidents causés par les animaux.....	6,83
12° Outils à main (marteaux, haches, scies, etc).....	7,87
13° Causes diverses.....	14,16
14° Causes inconnues.....	2,89

100 »

(Voir Rapport du Ministre du Commerce sur l'application de la loi du 9 avril 1893, février 1905. — Recueil de documents sur les accidents du travail, p. 73).

cent professions intermédiaires qui seront caractérisées par des nombres variant entre ces deux termes 1 et 17. Où donc commencera la profession dangereuse ? A partir de quel pourcentage cessera-t-elle d'exister ? Comment fixer logiquement cette limite ? L'arbitraire serait inacceptable en cette matière.

Les statistiques que nous venons de citer nous permettent en outre d'affirmer que l'industrie en général est moins dangereuse que certaines branches du commerce. La conduite des voitures, le camionnage et, d'autre part, les expéditions (c'est-à-dire la manutention des fardeaux, le travail dans les magasins, dans les caves, etc.), offrent le pourcentage le plus élevé d'accidents du travail.

Ce n'est donc pas l'idée de danger qui pouvait raisonnablement servir de ligne de démarcation au domaine de la loi de 1898. Si cette loi fut d'abord à peu près exclusivement applicable au domaine industriel, ce fut pour des raisons d'ordre pratique. M. Mirman, à la séance de la Chambre des députés du 7 juin 1902, les indiquait en termes très nets à M. Congy, qui demandait par voie d'amendement l'extension de la loi de 1898 à tous les salariés «...Des lois de ce genre, des lois comme celle de 1898, ne bouleversent pas du jour au lendemain un état économique. Elles ne peuvent réussir, elles ne peuvent être réalisées et appliquées qu'à la condition de venir, après de longs efforts dûs à l'initiative individuelle. Les seules lois qui soient bien entrées profondément dans les mœurs sont celles qui n'ont fait, je ne dis pas que consacrer, mais au moins que généraliser des efforts

accomplis au préalable, par l'initiative individuelle..... Pourquoi pouvons-nous aujourd'hui, sans aucun danger, étendre la loi de 1898 aux entreprises commerciales, et pourquoi cette extension ne rencontre-t-elle pas de résistance dans les milieux intéressés ? C'est que surtout, depuis la loi de 1898, l'habitude de l'assurance contre les accidents du travail s'est développée, parce que le plus grand nombre des commerçants a pris cette initiative... .

« Ce n'est pas par bonds, c'est par étapes successives que nous voulons créer cette législation du travail (1) ».

L'idée de danger n'a donc jamais servi dans l'idée du législateur à délimiter le domaine de la théorie du risque professionnel. D'ailleurs, est-ce une raison pour soustraire à cette théorie telle profession parce qu'elle est moins dangereuse que telle autre ? Que conclure de ce que le danger est moindre sinon : 1° Que de moindres précautions sont nécessaires pour empêcher les accidents ; 2° Que la prime d'assurance à payer sera aussi moins forte. Mais entre les victimes de l'accident, aucune différence n'est possible. La veuve ou les orphelins d'un ouvrier victime d'un accident sont-ils moins à plaindre, parce que le travail où il a trouvé la mort ou s'est fait mutiler était peu dangereux et qu'il a fallu une véritable fatalité pour que l'accident se produise : est-il admissible qu'on laisse subir à l'ouvrier seul les conséquences d'un accident parce que le patron n'aurait eu à payer qu'une prime

(1) « Journal Officiel » du 8 juin 1904. Annexe, p. 4310.

annuelle insignifiante pour s'assurer le bénéfice de la loi de 1898? C'est même d'autant moins admissible que cette prime n'aurait constitué pour lui qu'une charge insignifiante. « Ce garçon de magasin est occupé à laver les carreaux, cet employé de commerce se presse pour servir les clients, monte sur une échelle pour chercher une pièce d'étoffe, l'échelle glisse, le malheureux tombe, se brise les jambes ou se tue. L'accident est plus inattendu que celui qui se produit sur un chantier de construction, les conséquences sociales en sont néanmoins identiques, leur caractère légal est le même. La loi doit couvrir ces victimes d'une même protection(1). »

C'est donc par un sentiment de justice sociale et d'égalité devant la loi que l'on fut amené à étendre le domaine de la loi de 1898. Tout salarié est également digne d'intérêt et si, pour des raisons économiques, si pour ne pas faire échouer une réforme jugée nécessaire, certaines catégories de salariés ont été exclues du bénéfice de cette loi, il n'est pas téméraire d'affirmer que bientôt cette inégalité de traitement aura cessé d'exister.

Nous verrons au chapitre suivant quel est le domaine exact de la loi de 1906 qui fait l'objet de cette étude et des motifs qui ont porté le Parlement à refuser d'étendre à tous les travailleurs le bénéfice de la réforme. Mais dès à présent, il est bon de constater les symptômes de ce nouvel état d'esprit qui se manifestent chaque jour soit dans les livres ou dans les

(1) Rapport de M. Mirman à la Chambre des députés. Séance du 19 juin 1902.

délibérations des corps constitués, soit même au point de vue législatif. C'est ainsi que la Chambre de commerce de Paris, qui s'était montrée, en 1901, hostile à l'extension de la loi à tous les salariés, appelée à se prononcer sur la proposition qui comportait son extension à toutes les exploitations commerciales, s'exprimait ainsi dans une délibération du 3 avril 1905 : « Bien que les objections de principe formulées précédemment puissent s'appliquer à cette catégorie nouvelle d'assujettis, nous devons cependant reconnaître que, dans un certain nombre d'exploitations commerciales, une partie plus ou moins importante du personnel pourrait être atteinte par la loi, et qu'il y a une différence de traitement regrettable entre les salariés qui ont des fonctions identiques, suivant qu'ils appartiennent à des professions assujetties ou non assujetties à la loi sur les accidents du travail.

« Le cas le plus typique et souvent cité est celui de deux conducteurs de voitures tués au cours de leur travail. La veuve de celui qui est au service d'une industrie bénéficierait d'une pension, tandis que la veuve de celui qui est au service d'un commerçant ne pourrait invoquer les dispositions de la loi de 1898.

« Il a semblé contraire à l'équité de créer au profit des travailleurs de l'industrie un privilège dont seraient exclus des travailleurs du commerce, d'autant plus que la ligne de démarcation entre eux est souvent indécise. »

« ... C'est pour donner, d'une part, satisfaction à un sentiment d'équité en faisant cesser l'inégalité de traitement qui existait entre deux catégories de tra-

vailleurs également intéressants, et d'autre part, pour faire cesser ces controverses et ces divisions entre les Tribunaux, que la Commission d'Assurances et de Prévoyance sociales avait adopté la proposition de loi de M. Mirman et déposé son rapport le 2 juillet 1903.

« Depuis cette époque, les intéressés se sont préoccupés de la question, et bien que leur adhésion soit loin d'être aussi unanime que la présente l'honorable Député dans son dernier rapport, il faut reconnaître qu'un certain nombre de commerçants et de groupements professionnels ont accepté le principe de cette extension de la loi de 1898, et quelques commerçants mus par un sentiment de générosité ont déjà réclamé leur assujettissement à la loi qui ne les atteint pas actuellement ».

Une loi récente promulguée à la suite de ce mouvement d'idées vient de permettre à tout employeur de s'assujettir à la loi de 1898. Désormais, tous ceux qui ne seront pas légalement astreints à ce régime, pourront venir s'y ranger peu à peu. Les formalités sont simples : deux déclarations faites à la mairie, l'une, par l'employeur, et l'autre par le salarié : tous deux déclarent qu'ils sont d'accord pour réparer les conséquences d'un accident conformément à la loi de 1898. Le 10 février 1902, la Chambre des Députés votait le projet de loi que le Sénat ratifiait par la suite (1).

(1) Loi du 18 juillet 1907 : L'article 1^{er} est ainsi conçu : « Tout employeur non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail peut se placer sous le régime de la dite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail. »

Quel est le but de cette loi, sinon de préparer le terrain, de façon à ce qu'au bout de quelques années on se trouve à l'égard des employeurs qui n'ont que des domestiques attachés à la personne dans les mêmes conditions où l'on se trouvait en 1898 à l'égard des industriels. La loi ne fait, dans ce cas, que rendre légale une situation de fait, que généraliser une pratique courante, et ces résultats sont obtenus sans heurt ni choc capable d'entraver son fonctionnement. Le même argument d'ordre pratique que l'on faisait valoir en faveur de la loi ne se retrouve-t-il pas d'ailleurs ici ? Un maître, un employeur n'a-t-il pas intérêt moyennant le paiement d'une prime bien souvent minime à cause du peu d'importance du risque, à sauvegarder sa responsabilité et se mettre à l'abri des conséquences d'un accident.

Contre ce mouvement d'idées qui se manifeste par d'importants résultats pratiques, peu de critiques sont formulées à l'heure actuelle, et cela montre, jusqu'à l'évidence même, quel progrès s'est accompli. A la séance de la Chambre des députés du 2 juin 1904 (1) où avait lieu la discussion générale de la proposition de loi qui est depuis devenue la loi du 12 avril 1906, M. Georges Berry fut le seul à adresser quelques critiques et encore n'allaient-elles pas à l'encontre du principe même de la loi. « C'est une loi excellente, disait-il en parlant de la loi de 1898, et je l'ai votée au moment où on l'a proposée : je suis tout prêt à en étendre l'application aux commerces et industries, mais là seule-

(1) Journal Officiel du 3 juin 1904. P. 1129.

ment où les ouvriers et employés courent réellement des risques professionnels. Lorsque ces risques n'existent pas, je ne vois pas pourquoi vous frapperiez de nouveaux impôts, de centimes additionnels destinés au fonds spécial de garantie, des commerçants chez lesquels les employés ne sont menacés d'aucun accident dans leur travail. »

Les observations que faisait M. Georges Berry ne portaient donc que sur le côté financier du projet. Il craignait que si toutes les exploitations commerciales étaient soumises au même régime, elles devraient supporter le même nombre de centimes additionnels, quels que soient les dangers qu'elles comportent. Ce n'était donc là qu'une critique de détail et à laquelle il était bien facile de remédier. Les rapporteurs de la loi soit à la Chambre, soit au Sénat, s'en étaient préoccupés (1). Si en effet, on avait maintenu intégralement l'article 25 de la loi de 1898, on serait à des résultats désastreux. Cet article qui règle la constitution du fonds de garantie est ainsi conçu :

« Art. 25.— Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier quatre centimes additionnels. Il sera perçu sur les usines une taxe de cinq centimes par hectare concédé.

« Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances ».

Il aurait donc pu se faire qu'un commerçant occupant peu d'ouvriers, exerçant une profession peu dan-

(1) Rapport de M. Mirman, député, du 2 juillet 1903. — Journal Officiel du 3 juillet 1903 — Annexe n° 4136.

gereuse, mais dans un immeuble important et dont la patente serait très élevée, devrait payer une taxe additionnelle de quatre centimes dont la quotité dépasserait la valeur même de la prime d'assurances. Ce mode de constitution du fonds de garantie était donc impraticable: il ne constitue d'ailleurs qu'un expédient empirique qui ne repose sur aucune base scientifique sûre.

« Théoriquement, l'idéal serait de proportionner la contribution annuelle de chaque assujetti à ce qu'on pourrait appeler son coefficient annuel d'insolvabilité accident, et ce coefficient dépend lui-même de deux éléments: 1^o la situation financière de l'assujetti; 2^o les chances d'accident, le coefficient de risque que présente son entreprise (1) ».

De ces deux éléments, le premier échappe à toute appréciation. Il est au contraire possible d'évaluer le second, quoique des difficultés se présentent. Pour son évaluation, en effet, on pourrait dresser un catalogue des professions et faire correspondre à chacune d'elles un coefficient qui, multiplié par la somme globale des salaires payés dans l'année par l'employeur, fournirait la quotité de sa taxe.

Mais ce système entraînerait des tracasseries sans nombre pour les commerçants: à toute réquisition, ils devraient soumettre leurs livres au contrôle de l'Administration.

D'autre part, un classement des professions serait bien difficile: telle profession peut par suite de cir-

(1) Rapport précité de M. Mirman.

constances accessoires offrir des risques d'accident beaucoup plus considérables qu'elle n'en entraînerait dans d'autres cas.

Un mode d'établissement plus simple de cette taxe serait de se baser sur la prime payée à la Compagnie d'Assurances. La Compagnie, lorsqu'elle assure un commerçant, tient compte de tous les risques d'accident que présente l'exercice de sa profession. Elle arrive à déterminer d'une façon aussi exacte qu'il est possible de le faire pratiquement, le coefficient annuel accident. L'ingérence administrative est par ce fait même supprimée, et d'autre part, la taxe est proportionnelle au montant de la prime. Les intérêts de tous sont sauvegardés. Enfin, le recouvrement de cette taxe aurait été facile car l'Etat en aurait imposé le recouvrement aux Compagnies pour son propre compte.

Ce système présentait toutefois de nombreuses imperfections. Il ne s'appliquait d'abord qu'aux commerçants assurés, et il était à craindre que le nombre des exploitations où les risques d'accident ne sont que peu considérables et où le patron préférera rester son propre assureur, ne soit encore important. D'autre part, la taxe étant fixée d'après le montant de la prime d'assurance, c'était créer, soit au profit, soit au détriment du fonds de garantie une instabilité condamnable, puisque la taxe qui n'est qu'un impôt, et qui, sous cette forme, doit être proportionnelle pour tous ceux qui s'en trouvent passibles, suivra, comme la prime elle-même, le libre jeu de la concurrence. En effet, les primes d'assurance variant pour un même risque avec chaque entreprise et selon les tarifs en

cours, il s'ensuivra que, pour des exploitations de risque rigoureusement semblable, selon qu'elles seront assurées à telle ou telle Société, les taxes annuelles seront différentes, ce qui est parfaitement anormal.

En outre, les résultats d'un tel système très logique en apparence auraient pu être désastreux. A la séance du 9 juin 1904, M. Henry Boucher mettait clairement en relief les conséquences de ce système :

« Le fonds de garantie est destiné à couvrir les insolvabilités personnelles : mais c'est là le moindre risque qu'il soit appelé à couvrir : car, il doit surtout garantir les insolvabilités autrement lourdes, autrement redoutables que, malheureusement, nous avons connues et arbitrées d'assez près tout récemment, c'est-à-dire les insolvabilités des Compagnies d'assurances. Or, comment les Compagnies d'assurances deviennent-elles insolubles ? C'est précisément parce qu'elles ont appliqué des primes trop faibles soit par suite d'erreurs de statistique, soit pour enrichir trop rapidement leurs portefeuilles. Vous arriveriez à ce résultat singulier, si la prime pour le fonds de garantie était proportionnelle à la prime d'assurance ; qu'elle serait d'autant plus faible que le risque d'insolvabilité serait plus fort. C'est la théorie paradoxale de la prime inversement proportionnelle au risque (1) ».

C'est cependant ce système qui, malgré ses imperfections et ses vices, fut adopté pour les exploitations qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes, notam-

(1) Chambre des Députés, séance du 9 juin 1904. — « Journal Officiel », 10 juin 1904, p. 1350.

ment les exploitations agricoles. L'article 5 de la loi du 12 avril 1906, qui prévoit ces cas, est ainsi conçu :

« Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes, contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après.

« Il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances, en proportion des primes, et sera recouvré en même temps que les primes, par les Sociétés d'assurances, les Syndicats de garantie ou la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

« En ce qui concerne les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations des rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes, et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'Administration de l'Enregistrement. »

Ce dernier mode d'établissement de la taxe pour les non assurés, s'il paraît juste en principe, donnera lieu en pratique à de graves mécomptes. En effet, si la taxe n'est qu'un impôt, c'est lui dénier cette qualité que d'y faire contribuer selon des modes divers et d'instaurer à son endroit plusieurs méthodes de perception. Chacun s'en trouvant passible, doit y être obligé dans une égale mesure, indépendamment de toutes les chances qu'il peut avoir à s'y soustraire. Et si pour les uns, l'impôt est perçu régulièrement, si pour les autres son

versement est subordonné au sinistre lui-même, c'est-à-dire à la réalisation d'un événement tout fortuit, il y a pour les premiers injustice et inégalité, l'assiette de la taxe dont sont passibles les seconds, n'offrant pas une régularité suffisante de perception.

Du reste, cette contribution pourrait-elle être régulièrement recouvrée ? Ceux qui ne s'assurent pas sont, presque toujours, en matière d'accidents du travail, les insolubles de demain, puisqu'ils n'ont pas entre eux et le fonds de garantie cette enceinte de protection qui est l'assurance. L'établissement d'une semblable assiette soustraira donc à l'obligation de la taxe justement tous ceux pour lesquels le fonds de garantie devra plus tard fonctionner, et la moralité de l'article 5 sera, en fin de compte, de faire supporter aux seuls assujettis imprévoyants les frais d'alimentation du fonds de garantie (1).

On repoussa également le système qui aurait fixé la taxe, d'après la contribution mobilière ou la contribution foncière en matière d'exploitations agricoles. M. Beauregard, dans la critique qu'il faisait de ce système à la séance de la Chambre des députés du 9 juin 1904, s'exprimait ainsi :

« Ici, pour une fois, je fais appel à tous les protectionnistes de cette Chambre... Ils se vantent d'aimer d'une façon toute particulière l'agriculture : je leur demande s'ils vont consentir à la livrer ainsi à la loi de finances sans que la loi actuelle pose le plus petit garde-fou, indique la moindre règle pour la fixa-

(1) Hamon : Commentaire de la loi du 12 avril 1906.

tion des centimes additionnels à lui imposer. Que vont-ils vous dire, nos agriculteurs, quand vous devrez les avertir qu'une feuille de contribution va leur arriver, dont vous ne pouvez rien leur dire à l'avance, puisque vous ignorez absolument d'après quelles bases les chiffres seront déterminés (1) ».

Il était facile de se rendre compte que cette assiette de la taxe ferait apparaître des inégalités choquantes. Il était évidemment plus logique de se rallier à un système qui prit pour base l'un des deux éléments à envisager, l'insolvabilité ou le risque. Leurs résultats auraient été beaucoup plus justes et plus proches de la réalité. En présence de toutes les critiques qui avaient été adressées aux modes d'établissement de la taxe de garantie, le Parlement préféra conserver le système de la loi de 1898, malgré toutes les imperfections qu'il pouvait présenter. Ce n'est pas que le rapporteur de la loi l'ait considéré comme un système idéal et ne se rendit compte du bien fondé des critiques qui lui étaient adressées.

« Encore une fois, disait-il à cette même séance, je vous assure qu'en ce qui me concerne, je partage la plupart de vos opinions sur le fonds même du débat... Je suis convaincu que dans un très bref délai, il sera nécessaire de modifier les règles constitutives du fonds de garantie.

« ... Le fonds de garantie a été constitué en 1898 au moyen de ce qu'on pourrait appeler un expédient. Nous avons conservé l'expédient, nous n'avons pas

(1) Chambre des Députés. — Séance du 9 juin 1904. « Journal Officiel » du 10 juin 1904, P. 1350.

bouleversé de fond en comble le fonds de garantie... et je serais infiniment heureux si nous pouvions dans un bref délai et pour préparer les extensions éventuelles auxquelles vous avez fait allusion, établir le fonds de garantie sur des bases à la fois aussi solides qu'aujourd'hui et plus équitables ».

Le système de la loi de 1898 fut donc maintenu. « La Chambre, dit M. Cordelet, a étendu ce système aux entreprises commerciales : mais appliquée à la patente très élevée de certaines exploitations commerciales, la taxe de quatre centimes additionnels eût atteint des sommes véritablement exorbitantes, pouvant égaler et dépasser les primes d'assurance et certainement hors de proportion avec les risques d'accidents très restreints auxquels peuvent être sujets les salariés de ces exploitations.

« Aussi le Comité central des Chambres syndicales, tout en proposant de maintenir pour les anciens assujettis la taxe de 4 centimes additionnels, demande-t-il en se fondant sur des calculs très ingénieux et très consciencieux dressés par son rapporteur M. Jouanneg, que la taxe fût abaissée à un centime et demi pour les nouveaux assujettis ».

« Les 4 centimes s'appliqueront aux exploitations industrielles, y compris les petits ateliers, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation. Si 4 centimes sont excessifs pour les grosses patentes commerciales, 4 centimes sur les ateliers, c'est-à-dire sur les petites patentes, c'est en somme peu de choses » (1).

(1) Rapport de M. Cordelet au Sénat, du 26 avril 1906.

Ainsi donc, au point de vue de l'assujettissement à la taxe des diverses professions, il y a lieu de distinguer entre les établissements industriels et les exploitations commerciales dans lesquelles sont compris les chantiers de manutention ou de dépôt : les premiers supporteront la taxe de 4 centimes : les secondes seront soumises à celle de un centime et demi et la liste en est arrêtée par décret rendu sur la proposition des Ministres du Commerce et des Finances après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Cette liste ne sera d'ailleurs pas immuablement arrêtée. Elle sera soumise tous les cinq ans à la sanction législative. De même la taxe de un centime et demi pourra être modifiée après décret rendu dans la même forme, et dans les limites du maximum prévu à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ou fixé par la loi de finances.

Il est permis de s'étonner que les critiques adressées à l'article 4 par le rapporteur même de la loi, n'aient pas porté leur fruit, incité à l'établissement d'un système plus rationnel. La raison du maintien du système empirique tient peut-être à ce fait que la Chambre touchait à la fin de sa législature et qu'elle ne pouvait pas laisser inachevée, pour une question secondaire d'ailleurs, une réforme aussi importante.

« La Chambre, disait. M. Puech qui, au cours des 4 dernières années a voté tant et de si utiles réformes, ne voudra pas, quelque prochaine que soit la date de la séparation, comparaître devant le suffrage universel, avant d'avoir mis la dernière main à la loi sur

l'extension des lois de 1898, de 1902 et de 1905 aux entreprises commerciales » (1).

C'est ainsi que l'on fit de l'article 4 une cote assez mal taillée. Toujours est-il que, puisque le législateur se rendait compte que la taxe idéale devait correspondre aux chances d'accident que présente chaque profession, elle pouvait amorcer pratiquement ce principe en modifiant l'article 4 : elle aurait dû soumettre à la taxe de 4 centimes les chantiers de dépôt et de manutention qui offrent, d'après les statistiques citées plus haut, un des plus forts coefficients d'accidents.

En définitive, quelque imperfection qu'offre la nouvelle loi de 1906, quelque lacune qu'elle renferme, la réforme qu'elle introduit est excellente. Sans doute, cette loi est loin d'épuiser le problème si complexe des accidents du travail : elle n'en a d'ailleurs pas la prétention : elle laisse en dehors de son domaine « le prolétariat des champs, le prolétariat de la mer, et aussi certaines catégories de salariés qui sont dignes cependant de la même sollicitude ou plus exactement qui, en vertu du risque professionnel, ont identiquement les mêmes droits » (2). Elle n'en réalise pas moins un progrès, car si l'on reconnaît que la loi de 1898 mettait fin à une situation injuste, intolérable même pour l'ouvrier, il n'y avait pas lieu de restreindre le bénéfice de la réforme à certaines catégories de travailleurs au lieu d'en faire le droit commun pour tous.

(1) Rapport de M. Puech, Chambre des Députés. Séance du 5 avril 1906, « Journ. off. » n° du 6 avril, annexe n° 3.177.

(2) Rapport précité de M. Mirman du 2 juillet 1903.

Il est d'ailleurs juste de dire, en terminant, que la réforme réalisée était demandée et souhaitée non seulement par les ouvriers ou employés, mais encore par les chefs d'entreprise intéressés : leur situation était nettement flxée; ils n'avaient plus à se demander s'ils étaient ou non soumis à la loi de 1898; ils évitaient bien souvent l'aléa des procès qu'ils avaient à soutenir contre leurs préposés. Leur risque était tarifé et ils connaissaient désormais nettement l'étendue de leur responsabilité qui n'était autre que le montant de leurs primes d'assurance. Les syndicats patronaux par l'organe de l'alliance syndicale, groupement qui ne comprend pas moins de 60 syndicats patronaux et près de 10.000 chefs d'entreprise, et du Comité central des Chambres syndicales comprenant 47 syndicats et 8.650 membres, se départirent de l'attitude hostile qu'ils avaient eue lors de la discussion de la loi de 1898 : ils apportèrent même au Parlement leur collaboration et nous avons vu qu'il fut tenu grand compte pour l'établissement de la taxe de garantie des desideratas que formulait en leur nom M. Jouanny. Ce seul fait, cette évolution patronale si sensible, suffiraient à eux seuls à montrer la nécessité de la réforme accomplie en dehors même des considérations si puissantes d'équité sociale qui la justifient.

CHAPITRE IV

Domaine de la Loi du 12 Avril 1906

L'article I de la loi du 12 avril 1906 est ainsi conçu : « La Législation, sur les responsabilités des accidents du travail, est étendue à toutes les entreprises commerciales ». Dans l'introduction de cette étude, nous avons vu que de nombreuses propositions de loi avaient pour objet d'étendre à tous les salariés le bénéfice de la loi de 1898 (1). D'autres, au contraire, ne visaient qu'à étendre aux exploitations commerciales le bénéfice de la loi.

Pourquoi le Parlement n'accepta-t-il pas d'y soumettre l'ensemble des travailleurs à quelques catégories qu'ils appartiennent, qu'ils soient attachés à un atelier industriel, à une exploitation commerciale ou bien simplement au service d'un particulier. Les meilleurs arguments venaient à l'appui d'une réforme aussi

(1) Cf. Notamment propositions de M. Mirmand 13 décembre 1900 et de M. Poulain.

large que possible et M. Mirman, dans son rapport du 10 juin 1902, les rappelait :

« C'est le fait de travailler au service d'un employeur et d'être victime d'un accident survenu « par le fait ou l'occasion » d'un tel travail qui ouvre le droit à une indemnité : ce droit est implicitement contenu dans le contrat de travail « écrit ou tacite » et ce contrat garde même valeur quel que soit l'employeur et quelque usage qu'il fasse des produits du travail accompli : il importe peu que l'employeur vende ces produits ou qu'il les consomme lui-même ou qu'il les consacre à une œuvre d'intérêt public : le risque professionnel, dégagé de l'idée de faute ou de délit et basé sur le contrat, est le même pour toutes ces catégories de salariés, et c'est en cela justement que consiste l'idée moderne du droit dont la loi de 1898 est une première émanation.

« De nombreux travailleurs seraient encore exclus du bénéfice de la loi si celle-ci n'était étendue qu'aux exploitations commerciales : il serait impossible d'en faire l'énumération complète : on peut citer au moins parmi eux (et en laissant toujours de côté le travailleur agricole et le marin) les catégories suivantes : les domestiques attachés à la personne, les cochers, palefreniers au service des particuliers, le personnel des laboratoires, amphithéâtres, hospices, etc. Quelle raison juridique et humaine y a-t-il de créer des situations légales différentes à ces deux hommes de peine qui se brisent les jambes en tombant d'une échelle, tandis qu'ils sont occupés à laver les carreaux, et simplement parce que le premier exécute ce travail dans

une entreprise commerciale au compte d'un marchand, tandis que l'autre l'exécute dans un appartement ou dans un établissement public, au compte d'un rentier ou au compte d'une ville, d'un département ou de l'Etat? Voici deux cochers dont les chevaux s'emballent, dont les voitures peut-être se heurtent, s'entre-détruisent, qui trouvent la mort dans un accident commun : est-il équitable que le cocher attaché à une exploitation commerciale soit indemnisé et que la veuve et les orphelins du second, attaché au service d'un particulier ou de l'Etat soient abandonnés à l'arbitraire humiliant de la charité publique? Quelle différence entre ces deux veilleurs de nuit qui font leurs rondes, le premier dans une usine, le second dans un hôpital, un lycée, un musée municipal ou national, si tous deux se rompent le cou dans des circonstances identiques?

« Ces deux cuisiniers sont brûlés: l'un est indemnisé parce que les mets qu'il prépare sont destinés à la clientèle du restaurant, l'autre ne recevra rien, parce que ces mets sont destinés à la famille de l'employeur. Est-ce possible? Dans cette classe de lycée, dans le laboratoire de cette faculté, dans la pharmacie de cet hôpital, cet homme est aveuglé par un jet d'acide: direz-vous que pour avoir droit à une rente, il n'avait qu'à accepter ces travaux dans une exploitation commerciale, dans une fabrique de produits chimiques ? ».

« En étendant la loi de 1898 à tous les salariés on supprimerait du coup ces distinctions injustifiables, on donnerait au risque rationnel ses limites rationnelles. »

A la séance de la Chambre des députés du 7 juin 1904, M. Congy reprenait ces arguments à l'appui de l'amendement qu'il déposait pour étendre le bénéfice de la loi à tous les salariés. L'amendement n'en fut pas moins rejeté. Ce n'est pas que le rapporteur de la loi, M. Mirman, s'y soit opposé systématiquement : bien au contraire, il adoptait en principe cet amendement et il n'aurait pas pu ne pas le faire sans faire une volte-face complète et se déjuger à quelques années d'intervalle. Il le déclarait formellement dans cette même séance. « Sur le principe même, sur la question de savoir si les domestiques attachés à la personne, cuisinières, femmes de chambre, etc., doivent bénéficier des principes de la loi de 1898, nous sommes d'accord avec vous, et nous ferons notre possible pour étendre ultérieurement à cette catégorie de salariés les bénéfices de cette nouvelle législation. »

Si la Chambre crut devoir rejeter l'amendement, elle ne le faisait pas pour des raisons de principe, mais pour des raisons d'ordre pratique. Une première difficulté s'élevait, en effet, sur la question de contribution au fonds de garantie. La loi de 1898, nous l'avons vu, le constituait au moyen de centimes additionnels sur les patentes. Il n'était pas possible, en l'espèce, d'étendre cette disposition, puisque la patente faisait défaut. Ce n'était là, il est vrai, qu'une question de détail, mais au moment de la discussion générale de la loi, le rapporteur la relevait et se demandait le moyen de la résoudre. Elle le fut au moment de la discussion des articles et l'article 5 de la loi établit le mode de contribution au fonds de garantie pour les

exploitants qui ne sont pas soumis à l'impôt des patentes. La loi du 18 juillet 1907 se réfère à ce même article pour la contribution au fonds de garantie de ceux qui, non assujettis à la loi de 1898, déclarent cependant s'y soumettre.

Aurait-il été bien politique d'ailleurs de faire aussi promptement une réforme de cette importance ? Nous l'avons dit plus haut, ce n'est que par étapes successives qu'il est possible de créer la législation du travail. Avant d'introduire une réforme, il est bon d'en faire pénétrer l'idée dans le public, de telle sorte que la loi ne vienne que consacrer un état de fait : avant donc d'assujettir tous employeurs quels qu'ils soient à la loi sur les accidents, avant de rendre pratiquement l'assurance obligatoire, il est utile de les amener à le faire d'eux-mêmes, de façon à ce que la loi n'entraîne pas pour la majorité un bouleversement trop considérable dans les idées et les mœurs.

En réalité, si l'extension de la loi de 1898 fut limitée aux exploitations commerciales, c'est qu'il y a entre les chefs d'entreprise patentés et les employeurs qui ne sont pas patentés une différence assez grande pour permettre de séparer ces deux questions et justifier le départ qui en a été fait. La Commission de la Chambre a considéré que le risque professionnel ne se pouvait admettre qu'à la condition que l'employeur, en payant les primes d'assurance, ne fit là qu'une dépense qu'il put inscrire dans les frais généraux de son exploitation, qu'il put incorporer comme tous ses autres frais au prix de vente de ses produits et dont il put ainsi répartir la charge sur l'ensemble des consommateurs.

Au contraire, soumettre au risque professionnel tout employeur aurait été bien souvent pour ce dernier lui infliger une charge nouvelle dont il aurait eu exclusivement à supporter le poids : comment, en effet, un maître aurait-il pu s'exonérer en partie, tout au moins, de cette charge, ce que le commerçant ou l'industriel peut aisément faire. Cette différence dans la situation des employeurs justifie bien aussi la différence de traitement.

Toutefois, cette idée qui était prédominante dans le sein de la Commission, lors de l'élaboration de la loi, n'était pas considérée comme un principe intangible. La loi de 1898, dans son article, y a déjà fait une brèche importante dans son article 13 : cet article indique sous quelles conditions on devra procéder à l'expertise s'il s'agit « d'établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets » : dans cette catégorie rentrent les arsenaux auxquels la loi de 1898 s'applique suivant l'opinion générale, et cependant l'Etat, en les exploitant ne fait pas œuvre de commerçant puisque ses produits n'en sont pas livrés au public.

M. Mirman, rapporteur de la loi, déclarait en outre à la séance du 7 juin 1904, que cette idée économique qui avait empêché l'extension de la loi de 1898 à tous les salariés n'avait plus la même force que précédemment et était même reléguée au second plan : « Sous la dernière législature la majorité de la commission d'assurance et de prévoyance sociales avait formulé contre l'extension de la loi de 1898 aux salariés n'appartenant pas à des entreprises proprement dites, des

objections de principe..... La Commission disait que le bénéfice de la loi de 1898 devait être réservé à ceux qui travaillent au compte d'un chef d'entreprise proprement dit, au compte d'un patron ayant des frais généraux à la charge desquels il pût mettre la prime d'assurance.

« La Commission actuelle estime, et je suis très heureux de ce progrès accompli, de ce terrain gagné, que le risque professionnel fait partie intégrante du contrat de travail, et que, quel que soit le patron, quel que soit l'employeur, dans quelques conditions que le travail soit effectué, à la condition bien entendu, que l'accident soit arrivé par le fait ou à l'occasion du travail — ce dont il reste à faire la preuve — le risque professionnel doit être étendu à tous les travailleurs. »

Il est donc permis de pronostiquer que dans un temps très rapproché le risque professionnel sera étendu à tous les salariés. Un courant d'idées puissant nous amènera à cette situation à bref délai. Sans doute, de grandes difficultés seront à surmonter ; il sera malaisé à cause de la trop grande élasticité et de l'imprécision du mot « salariat » de savoir quel sera le domaine exact de cette nouvelle réforme : il est permis de craindre qu'une interprétation trop libérale de ce mot ne conduise à des conséquences inattendues. Mais ce sont là des écueils que la jurisprudence saura éviter ; l'œuvre qu'elle a accomplie depuis la loi de 1898 nous en est un des plus sûrs garants.

SECTION I

Professions assujetties

Entrons maintenant dans l'étude même du texte de la loi. Nous venons de voir que la loi de 1906 ne s'appliquait pas à tous les travailleurs et nous avons examiné les raisons qui ont poussé le législateur à ne faire qu'une réforme incomplète. L'idée maîtresse qui y a présidé est donc la suivante : doivent être soumis à la loi sur les accidents tous les salariés qui travaillent pour le compte d'un exploitant. Cette idée cependant n'a pas reçu application dans toutes ses conséquences : nous verrons au cours de cette étude, que bien des salariés, dont les patrons auraient pu cependant inscrire dans leurs frais généraux le montant des primes d'assurance, en sont exclus.

Le projet primitif voté par la Chambre des députés avait d'ailleurs un domaine bien plus étendu que le texte adopté en dernier lieu « Art. 1. La loi du 9 avril 1898 est applicable aux industries de l'alimentation et aux ateliers comme à toutes les exploitations industrielles, ainsi qu'aux chantiers de manutention et de dépôt. Elle sera étendue trois mois après la promulgation du décret prévu à l'article 3 ci-après, à toutes les entreprises soumises à la patente qui emploient des salariés, à la seule exception des professions agricoles autres que celles relatives aux coupes et exploitations de forêts. Les coupes et exploitations de forêts sont assimilées aux chantiers de manutention. Les professions agricoles restent régies par la loi du 30 juin 1899. Il n'est rien innové à la loi

du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins. »

Le Sénat adopta une formule moins extensive, mais plus simple qui est d'ailleurs devenue le texte même de la loi. « La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales ». M. Cordelet nous donne les raisons de cette rédaction soit dans son rapport, soit dans les observations qu'il fit lors de la discussion de la loi au Sénat. « En ce qui concerne les ateliers, déclare M. Cordelet, la proposition votée par la Chambre des Députés ne faisait que consacrer la jurisprudence de la Cour de Cassation ; mais en ce qui touche au contraire les chantiers de manutention et de dépôt, l'interprétation ainsi donnée légalement à la loi de 1898 en complétant son énumération, était en contradiction formelle avec la jurisprudence de la Cour de Cassation, et conforme au contraire à celle du Conseil d'Etat qui connaît de l'assujettissement à la loi de 1898 à un autre point de vue que celui au fond, au point de vue de l'imposition ou à la taxe additionnelle pour la constitution du fonds de garantie, taxe à laquelle sont soumis tous les assujettis à la loi du 9 avril 1898. »

« Ainsi, dans cette première partie de l'article 1^{er} la Chambre des Députés a procédé par voie d'interprétation légale de la loi de 1898. »

« La Commission Sénatoriale a pensé qu'il y avait à cela des inconvénients. En effet, aux termes d'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation, les chantiers de manutention et de dépôt ne sont pas assujettis à la loi de 1898, tandis que le texte voté par

la Chambre des Députés les y soumettait expressément. Un négociant en vin, par exemple, dont les ouvriers ou employés se livrent à la manutention des tonneaux d'un poids souvent très considérable et qui devait croire, sous la foi de la jurisprudence de la Cour de Cassation, que la loi de 1898 ne lui était pas applicable, a pu ne pas contracter d'assurance : il n'en serait pas moins atteint par l'interprétation rétroactive donnée à la loi, et soumis, en conséquence, à des responsabilités ruineuses. On voit l'inconvénient d'interpréter ainsi la loi de 1898. Il nous a paru suffisant de statuer pour l'avenir, et la formule que nous proposons est assez générale pour embrasser toutes les espèces qu'on se proposait de régler par voie d'interprétation. (1) »

La Chambre se rendit à l'argumentation de M. Cordelet : il est en effet de principe qu'une loi ne peut avoir d'effet rétroactif, qu'elle ne peut ni aggraver les conséquences des faits antérieurs, ni enlever des droits acquis. Or, tel est précisément l'effet d'une loi interprétative : elle doit s'appliquer aux faits qui sont antérieurs à sa promulgation, pourvu qu'ils se soient passés sous l'empire de la loi interprétée et qu'ils n'aient déjà pas fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. Aucune considération ne justifiait cette dérogation qui aurait été apportée au principe de la non rétroactivité des lois, si le texte de la Chambre des Députés avait été adopté. Les conséquences d'une pareille loi auraient été d'autant plus dangereuses que parmi les interprétations qui étaient don-

(1) Observations de M. Cordelet : Sénat, Séance du 27 mars 1906
— Journal Officiel du 28 mars. P. 277 et 278.

nées à la loi de 1898, aucune n'était prédominante, ne semblait vouloir l'emporter sur les autres. Lors de l'élaboration de l'article I de la loi de 1898, des opinions sans nombre avaient été émises, et depuis, le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation avaient adopté deux systèmes diamétralement opposés. Il était donc impossible de prévoir l'interprétation législative qui pourrait être donnée et par conséquent, d'en prévoir les conséquences.

Il faut d'ailleurs reconnaître que la rédaction de l'article I adoptée par le Sénat avait pour elle le mérite de la clarté. La loi sur les accidents s'étend à toutes les « entreprises commerciales » : cette expression comprend l'industrie toute entière et le commerce sans aucune limitation. La sphère d'application de la loi est donc nettement déterminée, et si des divergences peuvent se produire, elles ne peuvent avoir lieu au point de vue du fond du droit : il est facile de déterminer quels sont ou non les assujettis à la loi. Une difficulté peut seule surgir quant à l'alimentation du fonds de garantie, au point de vue de savoir quelles sont les entreprises soumises à la taxe additionnelle de 4 centimes, et celles qui ne doivent payer que 1 centime et demi. Les limites entre le commerce et l'industrie sont souvent fort indécises. Mais il ne s'agit là que d'un point d'une importance secondaire, d'une question d'ordre fiscal qu'il sera facile de trancher.

La législation, sur les responsabilités des accidents du travail est donc étendue à toutes les exploitations commerciales. L'article 4 de la loi du 12 avril 1906 prévoyait qu'un décret fixerait la liste des exploita-

tions qui rentreraient dans son domaine et en même temps ferait le départ au point de vue de l'assujettissement à la taxe de garantie des diverses professions. Ce décret est intervenu à la date du 27 septembre 1906 : c'est d'ailleurs à dater de ce jour que court le délai de trois mois à l'expiration duquel la loi du 12 avril 1906 devient applicable. Les entreprises énumérées dans ce décret sont rangées sous deux catégories distinctes : la première comprend les exploitations qui, indépendamment de la revente commerciale de denrées et marchandises ou de la location d'instruments et d'objets divers, comportent soit l'emploi de moteurs inanimés, ou la mise en œuvre de matières explosives, soit des opérations de fabrication, de confection, de réparation ou de main-d'œuvre : la seconde ne comprend que les exploitations exclusivement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt.

Il reste à solutionner une question qui s'était déjà posée lors de l'application de la loi de 1898. La liste des professions assujetties donnée par cette loi était-elle limitative ou simplement énonciative? A nouveau, la question se pose à propos de la liste des professions énumérées dans le décret du 27 septembre 1906. Quel caractère donner à cette liste? La jurisprudence devra-t-elle s'en tenir uniquement à cette énumération pour savoir si telle profession est assujettie ou non au régime de la loi nouvelle, ou au contraire, pourra-t-elle, en s'inspirant des circonstances même de la cause, décider que telle profession à laquelle le législateur n'aura pas songé, y sera soumise? En définitive,

doit-on attribuer à cette liste un caractère énonciatif ou limitatif ?

Nous pensons, et c'est la solution donnée par la jurisprudence pour la loi de 1898, qu'une telle liste ne peut être qu'indicative. En effet, quel est son but, sa destination précise ? Est-ce de trancher la question d'assujettissement à la loi ? assurément non, mais simplement de déterminer les entreprises qui, assujetties à la loi, sont passibles de la taxe prévue tant à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 qu'à l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 12 avril 1906. — D'ailleurs, cette liste ne saurait être qu'indicative puisqu'elle ne comprend que des entreprises passibles de la patente. — Puis le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 stipule que « les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après... » C'est donc laisser la porte toute grande ouverte aux dérogations qui ne manqueront pas d'être apportées à la liste du 27 septembre. — Enfin, cette liste devant être soumise tous les cinq ans à la sanction législative, elle est, en conséquence, modifiable : elle ne comporte donc aucun caractère absolu, ne saurait donc être limitative : de telle sorte qu'une entreprise commerciale, quoique n'étant pas portée à la liste du 27 septembre 1906, peut cependant être assujettie à la loi, l'obligation à la taxe de garantie n'étant pas la règle de l'assujettissement des exploitations, mais simplement une résultante.

La loi de 1906, d'une manière générale, englobe

donc dans son domaine tout le commerce, et ce mot ne doit pas être pris au sens restreint que lui attribue l'économie politique : dans cette science, l'idée de commerce est liée à celle de transmission des produits de même que l'idée d'industrie est inséparable de transformation des produits. En droit, au contraire, et c'est là l'interprétation constante de la jurisprudence, le mot commerce a un sens très vaste : il comprend non seulement le commerce, agent de transmission des produits, mais encore l'industrie productive et transformatrice. C'est d'ailleurs le sens que lui donne le Code de commerce. L'article 1 de ce Code est ainsi conçu : « Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle » et les articles 632 et 633 en précisent la portée. Art. 632 : « La loi répute actes de commerce :

« Tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage ;

« Toute entreprise de manufactures de commission, de transport, par terre ou par eau ;

« Toute entreprise de fournitures d'agences, bureaux d'affaires, établissements de vente à l'encan, de spectacles publics ;

« Toute opération de change, banque et courtage ;

« Toutes les opérations des banques publiques ;

« Toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers ;

« Entre toutes personnes les lettres de change.

« Art. 633. — La loi répute pareillement actes de commerce :

« Toute entreprise de construction et tous achats, ventes et reventes de bâtiments pour la navigation intérieure et extérieure;

« Toutes expéditions maritimes... »

La portée et le sens des mots « entreprises commerciales » sont donc bien précisés et par le Code de commerce et par une jurisprudence déjà ancienne et constante; il y aura donc lieu de faire application des décisions déjà rendues à la loi de 1906 au cas où des difficultés surgiraient sur l'interprétation de ces expressions.

La loi de 1906 s'étendra, sans conteste « aux facteurs, commis des marchands, ou leurs serviteurs » dont parle l'article 634 du Code de commerce. Il n'y a aucune distinction à faire entre les employés de commerce quelque soit leur genre d'occupation : peu importe que leur fonction soit de manipuler des marchandises, ou qu'ils soient simplement occupés aux écritures. La discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés ne saurait laisser aucun doute à cet égard. Le président de la commission, à la séance du 10 avril 1906, répondait en ces termes à M. Tournade, qui demandait par voie d'amendement que ce point fût bien précisé : « Il n'est pas douteux que les employés, comme tous les salariés de toutes les entreprises commerciales, sont compris dans la loi de 1898. J'ajoute qu'une énumération qui tendrait à les viser serait extrêmement dangereuse, parce qu'elle risquerait de

laisser en dehors certains intéressés que la loi de 1898 atteint (1). »

La loi de 1906 atteindra même les domestiques attachés à la personne d'un commerçant ou d'un industriel, lorsqu'ils sont employés pour les besoins du commerce ou de l'industrie et qu'ils sont victimes d'un accident. Toutes les personnes, qui donnent leur concours, même accidentellement, à une entreprise commerciale ou industrielle, se trouvent régies par les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906. La question a cependant été discutée et diverses décisions judiciaires avaient même solutionné la question en sens contraire (2).

Actuellement la majorité des auteurs et la jurisprudence admettent que les courses, les travaux qu'un commerçant fait faire par un domestique attaché à sa personne, dans l'intérêt de son commerce, ont un caractère commercial (3) : l'accident dont il sera victime dans ces circonstances sera un accident du travail, et comme tel lui assurera le bénéfice de la loi de 1906.

(1) « Journ. Off. » Séance du 10 avril 1906, n° du 11 avril 1906, p. 1709.

(2) Caen, 7 mai 1907. — Sirey, 1908. 2. 79. Dijon, 10 décembre 1902. Sirey 1905. 2. 135. — Cass. 23 mars 1903. S. 1904. 1. 489.

(3) Loubat. Op. cit. T. I. n° 413. — Rép. gén. du dr. fr. V° Responsabilité civile n° 1873. — Pand. Fr. Rép. V° Travail. N° 1946. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. Du contrat de louage. 3^e éd. T. 2. 1^{re} part. p. 137 note 3. — Sachet. Op. cit. 4^e éd. T. 1. N° 197. — Cass. 18 février 1903. Sirey. 1904. 1. 406 et note. Caen 31 oct. 1900. Sirey. 1901. 2. 211. — Limoges, 23 mars 1904. « France Judiciaire ». 1904. 2. 161. Caen, 6 juin 1904. Rec. des arrêts de Caen et de Rouen. 1904. 1^{re} part. p. 118.

Comme le faisait remarquer le Président de la commission dans les paroles que nous rapportons plus haut, la confection d'une liste des nouvelles professions assujetties aurait été une œuvre dangereuse. Une liste est forcément incomplète, quelque soin qu'on apporte à sa rédaction. Elle manque d'ailleurs de souplesse et ne peut qu'imparfaitement se plier aux variations que la vie commerciale d'une nation subit chaque jour. C'est une question d'interprétation qui est réservée au juge. Il serait impossible, inutile même de prévoir dans le texte d'une loi toutes les questions que peut soulever son application.

Déjà lors de la discussion de la loi, divers cas d'application furent examinés et notamment on se préoccupa de la situation qui serait faite aux voyageurs de commerce. La loi de 1906 leur sera-t-elle applicable, et pourront-ils invoquer le bénéfice de ses dispositions lorsque par suite de leur service, ils sont victimes d'un accident ?

La question est délicate à raison de la complexité même de la situation des voyageurs de commerce : en effet « les uns sont engagés à la commission, les autres sont engagés avec des appointements fixes : les uns voyagent avec des voitures et des chevaux qui sont mis à leur disposition par le patron, d'autres ont le choix des moyens de transport (1) ».

Essaiera-t-on de résoudre la question en disant qu'un voyageur de commerce sera soumis à la loi quand un contrat de travail sera intervenu avec son

(1) Chambre des députés. Séance du 7 juin 1904. Discours de M. Julien Goujon. — « Journ. Off. » du 8 juin 1904. P. 1314.

patron ? M. le Ministre du commerce le pensait, mais c'était résoudre la question par une autre. Quand y a-t-il contrat de travail ? Ou plutôt n'y a-t-il pas toujours contrat de travail ? Dans tous les cas, en effet, il y a un traité qui règle les rapports de l'employé et de l'employeur, l'un fournissant son travail, son industrie, son énergie, ses forces, et l'autre, en échange, donnant une rémunération en capital ou quelque autre avantage. Le salaire pourra varier ; il pourra être fixe ou proportionnel à l'importance des affaires négociées, mais les deux termes du contrat n'en resteront pas moins en principe les mêmes.

L'application de la loi de 1898 ne dépend jamais de la nature et de la forme du salaire : peu importe que le salaire soit payé à la moyenne, comme un cocher de fiacre, aux pièces ou à l'heure, ou encore à la journée.

Devra-t-on, au contraire, décider d'une manière générale que les voyageurs de commerce ne bénéficieront pas de la loi de 1906 parce qu'on ne retrouve pas dans leur situation le pouvoir de surveillance du patron qui est à la base même de la loi de 1898. Il est bien évident en effet que les voyageurs ne sont plus sous la surveillance directe de leur patron, qu'ils choisissent eux-mêmes leurs moyens de transport, et il semble bien, qu'ayant perdu leur droit de contrôle, les patrons soient aussi exonérés de toute responsabilité.

Ce raisonnement serait exact si le législateur avait fait du pouvoir de surveillance du patron la condition « sine qua non » de sa responsabilité. Le rapporteur de la loi de 1906 le déclarait formellement à la Chambre des Députés dans la séance du 7 juin 1904. « Il y a

bien longtemps qu'on a cessé de se préoccuper de cette question de la surveillance patronale directe et d'en faire une condition nécessaire pour l'application du régime de 1898, du risque professionnel. »

« Les ouvriers monteurs qui, au nom d'un constructeur de machines, vont dans une autre région de la France, et parfois à l'étranger, pour monter des machines, ne sont pas sous la surveillance directe de leur patron, et nul cependant ne songe à leur contester le bénéfice de la loi de 1898 (1). »

En réalité, il est impossible de trancher nettement cette question, de décider d'une manière absolue si les voyageurs de commerce sont assujettis ou non à la loi de 1906, et cela parce que leur situation est excessivement variée. C'est une question d'espèce et il faut laisser à la jurisprudence le soin de décider dans chaque cas particulier de la question d'assujettissement au risque professionnel.

Cette question ne se posera pas d'ailleurs dans tous les cas. Il y a en effet des situations où l'on peut décider « a priori » que la loi de 1906 n'est pas applicable. C'est lorsque les voyageurs sont eux-mêmes de véritables patrons, qu'ils représentent plusieurs maisons de commerce, et ne sont placés vis-à-vis d'elles dans aucun état de dépendance directe. Il en est autrement des voyageurs de commerce attachés à une seule maison, liés par un contrat de travail à leur patron qui leur donne des appointements leur paie leurs frais de voyage, leur fixe leur itinéraire, leur indique

(1) Journ. Off. Séance du 7 juin 1904, n° du 8 juin 1904, P. 1315.

même les clients qu'ils devront visiter. Ceux-là sont bien dans un état de dépendance vis-à-vis de leur patron, et on ne peut relever entre leur situation et celle d'un employé ordinaire, aucune différence notable : s'ils voyagent, c'est en effet sur l'ordre de leur patron et le seul fait de ce qu'ils sont éloignés, de ce qu'ils ne sont pas sous sa dépendance directe, ne saurait constituer, nous l'avons vu plus haut, une circonstance suffisante pour que la loi de 1906 devienne inapplicable.

Il y a donc lieu, croyons-nous, d'adopter la distinction que posait à la Chambre des Députés M. Julien Goujon entre les voyageurs attachés à une seule maison de commerce qui paie les frais de voyage, fournit généralement le cheval et la voiture, et ceux qui voyagent à la commission, peuvent représenter plusieurs maisons de commerce et ont une grande liberté d'action : les premiers seuls seront soumis à la loi sur les accidents. Les Tribunaux auront évidemment un souverain pouvoir d'appréciation pour déterminer dans quelle catégorie rentrera tel ou tel voyageur ; il se décideront d'après les circonstances de la cause.

SECTION II

Professions non assujetties

Le principe de la loi de 1906, l'assujettissement au risque professionnel est donc loin d'être posé d'une façon aussi absolue que certains esprits l'auraient voulu. De nombreuses professions, d'importantes ca-

tégories de salariée en sont exclues. Il y a donc lieu d'examiner séparément chacune de ces exceptions et d'indiquer leur motifs. Sans doute, elles sont appelées à disparaître à brève échéance : un mouvement d'opinion irrésistible, nous l'avons vu, se manifeste pour soumettre tous les salariés au régime du risque professionnel, mais ce résultat n'est pas encore atteint, et si l'on peut le regretter, il n'en est pas moins nécessaire d'examiner la situation qui est faite à ces ouvriers, à ces employés que la législation ouvrière a jusqu'à présent exclus de son domaine.

A) En premier lieu sont exceptées du risque professionnel les professions libérales. La proposition première de la loi votée par la Chambre les y comprenait cependant, car elle s'étendait à toutes les entreprises soumises à la patente : les professions libérales étant sujettes à la patente rentraient évidemment dans son domaine.

La Commission du Sénat ne crut pas devoir maintenir la rédaction primitive votée par la Chambre des députés, et dans le texte qu'elle adopta, il n'était pas fait mention des professions libérales. Ce n'est pas que la question fut passée inaperçue aux yeux du législateur, et l'omission en fut voulue et réfléchie. Ces professions offrent en effet des risques minimes d'accident, et ce fut la raison qui détermina le législateur à ne pas leur étendre le bénéfice de la réforme accomplie. Le rapporteur de la loi au Sénat s'exprimait ainsi dans la séance du 27 mars 1906 :

« En ce qui touche les professions libérales, il nous a paru que le risque y était en général, presque nul,

et qu'il n'y avait pas lieu de les soumettre à la loi. Si la Chambre des députés l'a fait, c'est au cours de la discussion et pour donner satisfaction à l'auteur d'un amendement qui voulait étendre la loi de 1898 à tous les salariés.

« On lui a donné cette satisfaction : il s'en est contenté et a retiré son amendement. Je constate que la Commission avait excepté de l'application de la loi les professions libérales et c'est à cette solution que la Commission a cru devoir se tenir. D'ailleurs, elle est saisie d'une autre proposition, déjà votée par la Chambre des députés, et relative à l'assujettissement volontaire qui permettrait aux professions libérales de se soumettre à la loi si elles le jugent nécessaire. » (1).

La décision prise par le Sénat est loin d'être à l'abri de toute critique. Le danger, le risque que comporte l'exercice d'une profession n'est pas l'idée fondamentale, la base de la loi sur les accidents : l'industrie et le commerce ne sont pas assujettis à cette loi, à raison des dangers qu'ils peuvent présenter : c'est une idée de justice, une égale répartition des conséquences des accidents entre les travailleurs et les patrons qui justifie la réforme accomplie. Dès lors, l'idée de danger ne doit plus être prise en considération, et alors la raison de l'exception ne se justifie plus.

Cette exception se justifie d'autant moins que les charges qu'aurait entraînées la réforme pour les professions libérales auraient pu être considérées comme des frais généraux : on aurait pu tenir pour elles le

(1) Séance du 27 mars 1906. — « Journ. Off. » du 28 mars 1906. p. 277.

même raisonnement que pour l'industrie et le commerce, où le patron récupère les primes qu'il paie en les incorporant « comme tous les autres frais, au prix de la vente de ses produits ».

A toutes ces raisons, il y a lieu d'ajouter l'inégalité de situations qui s'établira forcément. M. Paul Page, dans une étude récente la faisait ressortir en ces termes : « Est commerçant, disait-il, tout individu qui fait habituellement des actes de commerce. Les articles 632 et 633 du Code de commerce prévoient les opérations que la loi répute actes de commerce. Certaines de ces opérations relèvent de professions notoirement libérales. Une profession libérale, d'après nos plus récents dictionnaires, est celle dans l'exercice de laquelle l'intelligence a plus de part que la main. C'est là l'explication à peu près traditionnelle : nous posséderons maintenant une distinction juridique : la profession libérale, outre le caractère que nous venons d'énoncer, devra ne pas être comprise dans l'énumération que font les articles précités du Code de commerce. De sorte que le clerc, suivant qu'il sera chez un agent d'affaires s'entremettant à la commission ou chez un avoué, bénéficiera seulement dans le premier cas du risque professionnel » (1).

Les raisons en faveur de l'assujettissement à la loi des professions libérales étaient donc excellentes, et il est permis de regretter que le législateur n'ait pas voulu leur étendre le bénéfice de la réforme. Toutefois, cette lacune et les inconvénients qui pourraient

(1) Paul Page : Assurance moderne.

en résulter, ont, en partie, disparu par suite de la loi du 18 juillet 1907 qui a permis l'assujettissement volontaire à la législation sur les accidents.

B) Les entreprises agricoles et forestières échappent aussi en principe aux lois du 2 avril 1898 et 12 avril 1906. La loi du 30 juin 1899 a nettement défini la situation de l'agriculture au regard de la loi des accidents du travail : elle est ainsi conçue :

« Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs, sont la charge de l'exploitation desdits moteurs.

« Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898 d'après le salaire moyen des ouvriers de la commune.

« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, »

La loi du 12 avril 1906 ne modifie donc point la situation de l'agriculture au point de vue des accidents : les travailleurs des champs ne sont et ne peuvent être soumis au risque professionnel que s'il est fait usage d'un moteur inanimé. Ce n'est pas que cette situation soit considérée comme définitive. L'intérêt de l'agriculture et en tous cas la stricte

équité exigent impérieusement que les ouvriers agricoles soient appelés à bénéficier des avantages de la nouvelle loi.

De nombreuses propositions de loi ont d'ailleurs été déposées en ce sens : M. Mirman soumettait à la Chambre le 13 décembre 1900 une proposition visant spécialement les accidents agricoles et M. Poulain, dans un projet de loi portant modification d'ensemble de la loi de 1898, inscrivait un article 34 ainsi libellé « Une loi spéciale réglera les accidents survenus dans les exploitations agricoles et forestières en dehors de ceux visés par la loi du 30 juin 1899 » Les Commissions de la Chambre et du Sénat estimèrent au moment de la discussion de la loi du 12 avril 1906, que cette loi spéciale, jugée par tous nécessaire, n'était pas prête.

Une Commission interministérielle fut instituée par arrêté du Ministre du commerce en date du 25 octobre 1904, d'accord avec le Ministre de l'agriculture, et fut chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898 pourrait être étendue aux exploitations agricoles.

Toutes les branches de l'agriculture, quelles qu'elles soient, se trouvent donc en dehors du domaine des lois de 1898 et de 1906. La question aurait cependant pu faire quelque doute pour les exploitations forestières. N'aurait-il pas été possible, en effet, d'assimiler ces exploitations à un chantier, et, à ce titre, de le faire rentrer dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ? La question était restée longtemps indécise pour les chantiers qui n'étaient pas compris dans

l'expression générale, l'« industrie du bâtiment », tels que : chantiers de pierres, de bois, de charbons, etc. Nous avons vu plus haut que la jurisprudence de la Cour de cassation avait répondu négativement à la question. Elle devait donc, sous peine de se déjuger, donner la même solution pour les exploitations forestières, et c'est ce qu'elle fit par de nombreux arrêts. Elle décida donc invariablement que l'exploitation d'une coupe forestière, lorsqu'elle se borne à l'abatage des arbres, à leur sciage en vue de leur enlèvement, ou à l'empilage des bûches, est par elle-même un travail agricole, soit qu'il soit besoin de rechercher s'il y est procédé pour le compte d'un propriétaire ou d'un tiers acquéreur de la coupe (1). Un dernier arrêt de la Chambre civile est encore plus explicite :

« Attendu que l'abatage, le sciage et le débitage des arbres dans les conditions ci-dessus précitées (l'arrêt attaqué constatait que l'adjudicataire marchand de bois faisait abattre, scier et débiter les arbres en bois de chauffage et en bourrées sur le parterre de la coupe), sont des opérations inhérentes à l'exploitation forestière qu'elles ne convertissent pas en une entreprise industrielle; que, conservant son caractère agricole, cette exploitation, dans laquelle il n'était fait usage d'aucun moteur inanimé, échappe à l'application de la loi du 9 avril 1898 (2). »

(1) Cass. civ., 4 août 1903 et 26 octobre 1903. — D. P., 1904. 1. 46. — Cass. Requête, 8 février 1904. D. P., 1905. 1. 463.

(2) Cass. civ., 19 avril 1904. — D. P., 1904, 1, 553. — En ce sens, Cf. Sachet : *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*. T. I. P., 442, 443. — Loubat : *Traité sur le risque professionnel*, 2^e édition, n° 136. P. 150 et suiv.

Le Conseil d'Etat était d'ailleurs ici en parfait accord avec la Cour de Cassation : il a décidé dans de nombreux arrêts que les coupes de bois exploitées, même par des marchands, sans faire usage de moteurs inanimés, sont par elle-même un travail agricole au sens de la loi du 30 juin 1899 (1).

Mais l'exploitation d'une coupe forestière serait soumise à la loi du 8 avril 1898 si elle avait lieu à l'aide de machines agricoles mues par des moteurs inanimés : elle rentrerait alors dans les termes de la loi du 30 juin 1899 (2). Elle perdrait même le caractère agricole et serait directement soumise à la loi du 9 avril 1898 si elle constituait en réalité une exploitation industrielle par la transformation sur un chantier des arbres abattus (3).

La Commission sénatoriale se retrancha derrière l'autorité de la Cour de Cassation dont elle adopta purement et simplement la jurisprudence. Elle entendit d'ailleurs sur cette question des délégations de la Société des Agriculteurs et des Marchands de bois de France. Les délégués des Agriculteurs de France, sans protester absolument contre l'assujettissement à la loi de 1898 des coupes et exploitations forestières, ont insisté pour que le sort des exploitants des forêts

(1) Arrêts : Barbier, 28 février 1902; Lenoble, 8 janvier 1904; Couturier, 5 février 1904.

(2) D., 98, 4, 49.

D., 99, 4, 92.

(3) Comp. Adrien Sachet : *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 2^e édit., p. 100, n° 115. — Loubat : *Traité sur le risque professionnel*, 2^e édition, n° 136, p. 150 et suiv.; des *Accidents agricoles* (L., 30 juin 1899), n° 121 et suiv., p. 106 et suiv.

fut réglé en même temps que celui de l'agriculture. La sylviculture est une branche de l'agriculture : les exploitations forestières sont des exploitations agricoles : les travailleurs qui y sont employés l'hiver sont, le reste de l'année, employés aux travaux agricoles proprement dits. Les ouvriers forestiers travaillent à la tâche avec leurs outils par petits groupes de trois ou quatre. On donne à un ouvrier un lot : il fait le travail quand il le veut, sans surveillance possible ; il se fait aider par qui il le veut, sa femme, ses enfants ; dans l'exploitation du taillis, le travail n'est pas plus dangereux que dans l'agriculture. Enfin, l'ouvrier forestier a des salaires très variables. Il résulte de cet ensemble de circonstances que la loi de 1898 ne peut être appliquée aux exploitations forestières (1). » Et comme conclusion de leurs observations, les délégués demandaient l'insertion d'une disposition ainsi conçue : « Les bûcherons et autres ouvriers de l'exploitation en forêts, travaillant à la tâche sur le parterre des coupes, sont assimilés aux ouvriers travaillant seuls d'ordinaire dans le sens du paragraphe 2 de l'article premier de la loi du 9 avril 1898, et comme tels ne sont pas assujettis à cette loi. »

La différence de traitements des exploitations forestières et des établissements commerciaux ou industriels se justifie facilement. Si en effet certaines exploitations constituent de véritables industries, si les bûcherons sont parfois de véritables transformateurs, prenant l'arbre, l'ébranchant, le débitant en billes, en

(1) Rapport de M. Cordelet au Sénat du 26 février 1906.

bûches ou en planches, il faut reconnaître que ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'ils revêtent ce caractère. M. Henry Boucher auteur de l'amendement adopté à la Chambre faisait une généralisation excessive en voulant assimiler toutes les coupes et exploitations forestières à des chantiers de manutention. Dans la plupart des coupes forestières et notamment dans celles de bois taillis du Centre de la France, l'exploitation a lieu comme l'indiquait M. Cordelet dans son rapport au moyen d'ouvriers isolés accomplissant leur tâche comme bon leur semble et en dehors de toute surveillance. Il n'y a donc pas les éléments qu'exige la loi de 1898, savoir l'accomplissement en commun d'un travail sous la surveillance possible du patron ou de son préposé — pour l'assujettissement d'un chantier au régime qu'elle institue —. Il est d'ailleurs fort probable que le régime auquel est actuellement soumise l'agriculture en général prendra fin à bref délai.

C. — Des difficultés analogues à celles qu'offrait l'extension de la loi à l'agriculture se présentaient aussi pour le commerce maritime. A ces situations diverses doit correspondre une législation différente, et M. Mirman, dans son rapport du 10 juin 1902 en reconnaissait la nécessité « Qu'une loi spéciale soit nécessaire pour les marins, c'est l'évidence même: il faut au moins tenir compte de l'article 262 du Code de Commerce lequel formule déjà que — le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire, s'il tombe malade pendant le voyage ou s'il est blessé

au service du navire — ; il faut instituer pour la constatation, déclaration et l'expertise des accidents, une procédure conforme aux exigences de la vie nomade des marins; il faut pour l'évaluation des salaires des règles spéciales; il faut prévoir le cas malheureusement si fréquent de disparition des navires et indiquer la date à partir de laquelle courra la pension des veuves et orphelins; il faut enfin envisager à part la situation des pêcheurs et observer que le plus souvent — et dans le cas précisément où les risques sont les plus considérables — le patron de la barque de pêche est au moins autant un associé de son petit équipage qu'un employeur..., beaucoup d'autres questions nécessitent aussi un examen particulier et elles ont été résolues dans la loi allemande du 3 juillet 1887 relative aux marins du commerce ».

La loi du 21 avril 1898 essaya de résoudre ces diverses difficultés et de donner à ce problème si complexe une solution satisfaisante. Malheureusement, elle fut votée à la fin d'une législature et sans discussion ; sa rédaction fut hâtive, et si son principe était excellent elle ne tarda pas à être vivement critiquée lorsqu'elle eut produit ses premiers résultats(1). Elle établissait une vaste société de secours mutuels dans laquelle étaient englobés tous les marins et voulait réaliser au profit des travailleurs de la mer ce que la

(1) Le projet de loi fut déposé à la Chambre par l'amiral Besnard, Ministre de la Marine le 29 mars 1898, renvoyé à la Commission de la Marine, fit l'objet d'un rapport le 2 avril et fut voté sans débat le surlendemain. Le 5 avril, il était présenté au Sénat, rapporté le 6 et voté dans la même séance sans discussion.

loi de 1898 avait fait pour les ouvriers de l'industrie, en accordant aux victimes d'accidents survenus ou de maladies contractées en mer des indemnités temporaires ou des pensions.

La loi du 29 décembre 1905 essaya de porter un remède aux inconvénients que révélait l'application de la loi du 24 avril 1898. Était-il possible, comme le demandaient les inscrits maritimes, de leur étendre purement et simplement la loi du 9 avril 1898 et de les dispenser de toutes cotisations, comme les ouvriers de l'industrie? M. Monis déclarait irréalisable un tel projet(1).

« A première vue, il apparaît nettement que le risque professionnel dans l'industrie maritime diffère essentiellement du risque correspondant dans les industries terrestres. Aucune assimilation entre eux n'est possible. L'ouvrier passe à l'usine seulement quelques heures par jour, et le risque cesse pour le patron quand l'employé a quitté l'usine ou le chantier. Le risque couru par le marin dure autant que la traversée; il est de tous les jours et de toutes les nuits et s'applique non seulement aux heures de travail mais encore aux heures de repos. » Le rapporteur indique nettement ici les deux catégories d'accidents qui peuvent survenir à un marin en cours de route : d'une part, ce seront ceux qui pourront lui être occasionnés par le travail même dont il est chargé, chute d'un mât, explosion d'une chaudière, etc.; ce sont les acci-

(1) Rapport verbal de M. Monis au Sénat, séance du 16 décembre 1905. « Journal Officiel » du 17 décembre 1905, p. 1796.

dents rentrant dans le risque professionnel, et, d'autre part, ceux qui arrivent par le fait même de la navigation, qui peuvent atteindre aussi bien le passager que le marin; ce sont les cas de force majeure, ce que les Anglais appellent « l'Acte de Dieu ».

Il aurait été injuste de faire supporter au patron la charge entière de ces deux risques, risque professionnel et risque nautique. Le marin doit en supporter une part, car le risque nautique est un risque général incombant à toute personne qui voyage. De là l'obligation établie par les lois de 1898 et de 1905, pour les marins, de contribuer au fonds de garantie.

Il y a lieu enfin de remarquer ce qui achève au besoin de justifier cette obligation, que l'armateur ne peut, comme le patron d'industrie, surveiller le travail et prendre les mesures de prudence qui bien souvent éviteraient les accidents.

Avant donc la promulgation de la loi du 12 avril 1906, les marins étaient soumis à une législation spéciale au point de vue des accidents. Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de comparer les lois de 1898 et de 1905 et d'indiquer les avantages qu'entraînait cette dernière loi : extension de son domaine à tous les navigateurs, c'est-à-dire même au personnel non inscrit, élévation du taux des pensions d'infirmité du premier et du deuxième degré, et de l'indemnité temporaire, diminution des cotisations des participants. La seule question que nous ayons à examiner est de savoir si le régime spécial établi par la loi du 29 décembre 1905 a été modifié par la loi de 1906?

Dans les diverses propositions d'article 1^{er}, il avait

été mentionné expressément que la nouvelle loi n'innovait rien à la loi de 1905 (1). Dans le silence du texte, doit-on en conclure que la loi de 1906 qui s'étend au commerce en général, ne comprend pas aussi le commerce maritime ? Il a paru au Sénat pour que l'exception existât, qu'il n'était pas nécessaire qu'elle fût même libellée. Il est de principe en effet qu'une loi d'ordre général ne peut déroger à une loi d'ordre spécial sauf disposition contraire : il faut une abrogation formelle, et aucune disposition de cette nature n'a été introduite dans la loi.

Toutes difficultés ne sont cependant pas écartées. Une question qui a son importance peut donner lieu à des contestations sur laquelle la jurisprudence aura certainement à statuer : il s'agit de la situation des marins étrangers embarqués à bord de navires français. La loi du 29 décembre 1905 ne contient pas à leur égard de dispositions semblables à celle du 9 avril 1898 concernant les ouvriers étrangers.

« Il est permis de se demander quel est le droit commun qu'ils invoqueront. »

« Sera-ce le Code civil, art. 1382 et suivants, ou la loi du 12 avril 1906, étendant aux entreprises commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 ? »

« Aux termes de l'art. 633 du Code de Commerce sont réputés actes de commerce « tous engagements de mer pour le service des bâtiments de commerce » ; il s'ensuit que si les inscrits et non inscrits français ne

(1) Texte adopté par la Chambre des députés le 9 juin 1904.
« ... Il n'est rien innové à la loi du 21 avril 1898 pour les accidents survenus aux marins. »

peuvent, en raison de la loi du 29 décembre 1905, se prévaloir de la loi du 12 avril 1906, les étrangers ne manqueront pas de réclamer l'application de cette dernière loi pour obtenir les avantages de la loi du 9 avril 1898, dont les dispositions sont plus favorables et la procédure plus facile que les art. 1382 et suivants du Code civil.

« Il existe donc là un conflit de juridiction qu'il sera intéressant de voir résoudre, et comme il nous paraît difficile légalement de refuser l'application de la loi du 12 avril 1906 aux marins étrangers embarqués à bord d'un bâtiment de commerce, il se trouvera qu'à bord du même navire, le personnel, suivant sa nationalité, sera assujetti soit à la loi du 29 décembre 1905, soit à celle du 9 avril 1898 au personnel maritime en refusant le projet qu'avait préparé une commission interparlementaire (1) ».

Il y a lieu tout d'abord de remarquer que la loi du 29 décembre 1905 n'est pas applicable aux marins étrangers. Les travaux préparatoires de la loi sont formels en ce sens, et M. Monis rapporteur, le déclarait dans la discussion au Sénat « La loi ne profite qu'au personnel français embarqué, à l'exclusion de tout étranger (2). »

La loi du 12 avril 1906 sera-t-elle applicable? Pour trancher cette question, il importe de rechercher les conditions exigées par la loi de 1898 pour faire béné-

(1) Déléarde : Recueil spécial des accidents du travail, n^{os} de mai, juin et juillet 1906.

(2) Sénat : Séance du 8 février 1905 (Journal Officiel du 17 décembre 1905, p. 1796).

ficier les ouvriers étrangers du régime qu'elle établissait. Elle ne s'applique pas en effet, de plein droit à tout étranger victime d'un accident du travail. Deux conditions sont requises : 1^o il faut que l'ouvrier étranger réside en France et cette condition résulte du paragraphe 13 de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ainsi formulé « les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ». Le bénéfice de la loi disparaît donc avec la cessation de la résidence; 2^o il faut que l'accident se soit produit en territoire français.

La première condition imposée semble pouvoir être difficilement remplie par les marins étrangers. Strictement, en effet, pour qu'un étranger ait une résidence légale en France, il doit se conformer aux prescriptions de l'article 1 du décret du 2 octobre 1888 qui stipule « Tout étranger non admis à domicile qui se proposera d'établir sa résidence en France, devra, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra fixer cette résidence, une déclaration..... ».

A défaut de l'accomplissement de cette formalité, les marins étrangers devraient donc être considérés comme exclusivement soumis à l'article 1382 et comme tels être astreints à relever à la charge du patron une faute pour obtenir une indemnité.

Cette solution paraît bien rigoureuse, et il est intéressant de signaler la jurisprudence de la Cour de cassation pour les ouvriers étrangers quant à l'accom-

plissement de cette formalité. Il faut bien, en effet, considérer que, dans la majorité des cas, la déclaration exigée par la loi n'est pas faite, soit par ignorance, soit par négligence. La rigueur des principes devait-elle l'emporter sur l'équité, et était-il juste d'imputer à crime à un étranger habitant depuis longtemps en France, considérant qu'il y a sa résidence, l'oubli d'une telle formalité. Les tribunaux n'ont pas eru tourner trop gravement la loi en n'adoptant pas la solution juridique et en estimant qu'à côté de la résidence légale, il peut y avoir une résidence de fait permettant de faire bénéficier l'ouvrier étranger de la loi de 1898. D'après la jurisprudence, la résidence hors de France dont la loi tient compte soit pour prescrire le rachat de la rente allouée à l'ouvrier étranger, soit pour refuser toute indemnité à ses représentants, doit s'entendre non d'un domicile de droit, mais d'une résidence de fait, résultant de la circonstance de l'habitation (1). En conséquence, un étranger qui habite en fait la France même au mépris d'un arrêté d'expulsion, doit être réputé résider en France au point de vue de la loi du 9 avril 1898 (2).

Il semble donc logique d'admettre par analogie qu'un marin blessé au cours de son travail à bord d'un navire français doive voir sa situation réglée par la loi du 12 avril 1906, et c'est l'opinion vers laquelle

(1) Paris, 16 mars 1901. Trib. civ. Nice, 2 janvier 1901. Trib. civ. Narbonne, 8 novembre 1900. D. P. 1904. 2. 92. — Cass. 7 juillet 1903. D. 03. I. 533. — Comp. Adrien Sachet. *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*. 2^e édit. P. 119-120-247-249. N^o 153. 440-448. — Loubat. *Op. Cit.* 2^e édit. P. 176-179, 237-239, 955. N^{os} 151, 208-213, 232.

(2) Trib. Civ. de Nice, 14 décembre 1903. D. P. 1905. 2. 23.

penche M. Delearde dont nous citions plus haut quelques passages. Doit-on l'adopter ? La jurisprudence n'a pas eu jusqu'à ce jour à se prononcer sur ce point délicat, à notre connaissance tout au moins. Il serait à souhaiter que cette théorie fût repoussée par la jurisprudence. Ses conséquences seraient en effet désastreuses. Il arriverait ce fait que le marin étranger serait bien mieux traité que le marin français ; il n'aurait pas à verser les cotisations individuelles prévues par l'article 3 de la loi de 1905. De plus, le régime de la loi de 1898 au point de vue du taux des pensions est supérieur à celui de la loi de 1905 ; les pensions ne peuvent dépasser 390 francs pour une pension du deuxième degré et 600 francs pour le premier degré ; l'indemnité journalière ne peut atteindre que 1 fr. 65. Il serait donc injuste de faire profiter des étrangers du régime plus favorable de la loi de 1898.

D'ailleurs, il semble bien résulter des travaux préparatoires de la loi que le législateur a entendu faire du commerce maritime et du commerce terrestre, deux domaines différents, soumis à des règles spéciales. Dans la discussion soit au Sénat, soit à la Chambre des députés ; il est dit à plusieurs reprises qu'il n'est rien innové à la loi du 29 décembre 1905. Une disposition spéciale figurait même dans le texte adopté par la Chambre des députés : le Sénat la rejeta comme inutile. Ce serait aller à l'encontre de la volonté bien arrêtée du législateur que de soumettre à la loi du 12 avril 1906 des personnes qu'il a voulu exclure, et cela, à l'aide d'un raisonnement spécieux et contraire tout au moins à la rigueur des principes.

La question ne peut se poser, semble-t-il, que parce que le législateur n'a pu, dans le texte, et ne le pouvait même pas, résoudre tous les points de détail que peut soulever l'application d'une loi : c'est là l'œuvre de la jurisprudence.

D). — Les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906 qui visent tous les chefs d'entreprises industrielles ou commerciales sont-elles aussi applicables aux personnes morales tels que l'Etat, les Départements, les Etablissements publics ? La loi de 1906 ne contient sur ce point aucune disposition ; il faut donc se référer pour trancher la question à la loi de 1898 et à la solution donnée par la jurisprudence.

L'article 32 de la loi de 1898 semble trancher la question en ces termes : « Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre ». Les entreprises de l'Etat qui ne sont énumérées dans cet article, rentrent-elles donc dans le domaine de la loi de 1898 ?

Il y a lieu de remarquer d'abord que l'article 1^{er} ne contient aucune exception pour les entreprises dont l'Etat, les départements ou les communes assurent la gestion. Pourquoi donc établir une distinction tout au moins arbitraire, en tous cas injuste, entre deux catégories d'ouvriers, les ouvriers des entreprises publiques et les ouvriers des entreprises privées. L'article 32 établit une exception pour les ouvriers, apprentis et

journaliers des ateliers de la marine et les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes. Rien ne permet d'étendre arbitrairement cette exception.

Les travaux préparatoires de la loi abondent d'ailleurs dans ce sens : « Les entreprises et exploitations des particuliers, disait M. Ricard, dans son rapport à la Chambre ne tombent pas seules sous le coup de la loi nouvelle ; elle vise aussi les entreprises et exploitations similaires de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou de leurs concessionnaires... Une des conséquences de cette disposition sera de faire disparaître la compétence des tribunaux administratifs, compétence fort peu justifiée d'ailleurs, en matière d'accidents survenus aux ouvriers qui travaillent dans les manufactures de l'Etat et à ceux qui sont employés à l'exécution des travaux publics. Il nous faut signaler immédiatement une exception au principe posé par le deuxième paragraphe de l'article 1^{er}. Aux termes de l'article 84 en effet « il n'est rien dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux arsenaux ou usines de la marine, et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre ». Les accidents survenus dans ces établissements donnent droit à des pensions régies par des lois spéciales, généralement très favorables aux intéressés et qu'il ne paraît pas utile d'abroger (Lois des 11 et 18 avril 1831, 28 juin 1862, 22 juin 1878, 23 juillet 1881 et 18 avril 1883 » (1).

(1) Rapport précité de M. Ricard.

Dans son rapport au Sénat, M. Poirrier disait à ce sujet : « les entreprises et exploitations de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ayant ce caractère (industriel) sont soumises aux dispositions de la loi comme les entreprises privées ».

Les travaux préparatoires de la loi permettent donc de trancher affirmativement la question de l'assujettissement de l'Etat, des communes et des établissements publics à la loi de 1898. Cette solution n'est contredite par aucun argument de texte. Bien plus, l'article 13 de cette loi dissipe tous les doutes en classant les entreprises de l'Etat parmi celle où, en cas d'accident, le Juge de paix chargé de l'enquête ne peut pas se faire assister d'un expert. D'où l'impossibilité de contester l'assujettissement de l'Etat.

Objectera-t-on que le risque professionnel paraît restreint aux « travaux industriels dont le but est de réaliser un gain et auxquels convient par suite, la qualification légale d'entreprise (1) ». Mais le mobile lucratif n'est pas indispensable pour rendre applicable la loi : sur quel argument repose cette objection ? D'ailleurs, il est fort contestable que les entreprises des administrations publiques n'aient pas en vue des bénéfices : sans doute, elles ne les répartissent pas d'une manière directe et sous forme de dividendes, mais elles voient allégées d'autant les charges qui pèsent sur elles.

La jurisprudence a d'ailleurs confirmé souvent cette

(1) Circulaire du Ministre du Commerce du 24 août 1899. J. Off. 25 août 1899. P. 5764, col. 1.

solution et à l'exception des ouvriers énumérés dans l'article 32 de la loi de 1898, elle fait bénéficier les ouvriers et employés des entreprises de l'Etat (1), des départements (2) ou des communes (3) de la loi de 1898.

Cependant, on trouve des arrêts qui ont refusé d'appliquer la loi de 1898 aux employés de l'Etat, et notamment un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 25 novembre 1902 (4) a déclaré que l'Etat n'est pas au regard des ouvriers de l'administration des ponts et chaussées un patron assujetti à la loi du 9 avril 1898. Le Comité consultatif des assurances contre les accidents, a, le 7 mars 1900 (5), émis un avis contraire en ce qui concerne, sinon l'Etat, du moins les départements et les communes, qu'il a déclarés assujettis à la loi du 9 avril 1898 pour les travaux de construction, de réfection et d'entretien des routes comme le seraient des chefs d'entreprises privées exécutant les mêmes travaux. La raison de douter et distinguer entre l'ad-

(1) Besançon, 28 février 1900. D. P. 1900. 2. 227, 2 juillet 1900. D. P. 1901, 2. 457. — Trib. Bourges 20 décembre 1900. — Rec. Min. Comm. T. I. p. 476. — Poitiers, 16 juin 1902. S. 1904, 2, 145. — Sachet : Op. cit. T. 1, n° 107, p. 73.

(2) Trib. Narbonne, 27 nov. 1901. Gaz. Pal. 1902, I, 142. — Poitiers, 16 juin 1902 précité.

(3) Trib. Seine 7 juillet 1900. Gaz. Pal. 1900. 2. 497. — Paris, 20 mai 1904. Gaz. Trib. 1904, 2^e sem. 2, 138. — Paris, 2 décembre 1904. — Gaz. Trib. 23 décembre 1904. — Poitiers, 13 janvier 1908. — Moniteur judiciaire de Lyon du 10-11 mai 1908 réformant jugement du Tribunal civil de Bressuire du 16 octobre 1907.

(4) D, 1904. 2. 95. — En ce sens Cf. Trib., Bar-le-Duc, 18 juillet 1901, Gaz. Trib. 1902. 1^{er} sem, 2. 41.

(5) D. 1900. 4. 71, col. in fine.

ministration publique d'une part, et les entreprises privées d'autre part, c'est que l'applicabilité de la loi de 1898 paraît restreinte aux « travaux industriels dont le but est de réaliser un gain, et auxquels convient par suite la qualification légale d'entreprise » (1).

Il y a toutefois lieu de remarquer que les rigueurs d'une telle opinion, si elle était généralisée, seraient tempérées par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Depuis 1895, le Conseil d'Etat admet que l'Etat est responsable des accidents survenus à des ouvriers employés dans ses établissements, lorsque l'accident n'a pas pour cause l'imprudence de la victime, alors même qu'aucune faute n'est imputable aux agents de l'administration (2).

Il n'est donc guère possible de trancher nettement la question de l'assujettissement des administrations publiques à la loi de 1898 : il y a toujours place pour la controverse, et ce ne sont pas les travaux préparatoires de la loi de 1906 qui permettront d'élucider la question d'une manière définitive.

A la séance de la Chambre des députés du 7 juin 1904 (3), M. Dejeante déposait un paragraphe additionnel à l'article 1^{er}, ainsi conçu : « La loi du 9 avril 1898 est applicable, sans qu'il soit dérogé aux dispositions spéciales de l'article 32, aux manufactures, ateliers, entrepôts, magasins, chantiers, entreprises et

(1) Circulaire du Ministre du commerce, du 24 août 1899, Journal officiel du 25 août 1899, p. 5.761, col. 1.

(2) Arrêt précité du 21 juin 1895. — 24 décembre 1897, D. 99.3.34. — 25 mai 1900, D. 1901, 3.66. — 12 février 1904, D. 1905, 3.52-53.

(3) Journal officiel du 8 juin 1904, p. 1.317.

exploitations de l'Etat, des départements ou communes, et, de façon générale, à tous les services publics, toutes les fois que la nature des travaux, si ceux-ci étaient dirigés par un entrepreneur privé, entraînerait l'assujettissement de cet entrepreneur à ladite loi ».

Et développant sa proposition, M. Dejeante s'exprimait ainsi : « Je crois nécessaire de donner aux ouvriers de l'Etat au moins les garanties qu'on exige aujourd'hui pour les ouvriers du commerce... Il est en effet vraiment anormal que l'Etat veuille priver du bénéfice de la loi tous ceux qu'il occupe. J'estime qu'il est indispensable que l'Etat soit le meilleur des patrons : en l'espèce, il faut selon moi à tout prix, que l'Etat assure ses ouvriers contre les risques professionnels, et vraiment, je ne comprendrais pas lorsqu'une loi aussi modeste qu'humaine, telle que celle que nous faisons, est proposée, l'Etat soit le premier à déclarer que ceux qui travaillent pour lui n'en auront pas le bénéfice. »

Il ressort donc nettement de cette proposition de loi et des développements qui furent apportés au cours de la discussion que l'Etat n'assure pas ses ouvriers contre le risque professionnel. Le Président de la Commission et le Commissaire du Gouvernement, déclarèrent tous deux que cette situation était profondément regrettable, mais que des difficultés d'ordre pratique et surtout financier, rendaient à ce moment impossible la réforme.

Tout d'abord, l'amendement ne visait qu'une partie des services publics et établissait une distinction arbi-

traire entre les employés de l'État suivant la nature de leurs travaux : de là, entre les diverses branches d'administration, des inégalités choquantes : ainsi, les employés de l'administration centrale des postes auraient bénéficié de la loi de 1898, alors que cet avantage aurait été refusé à des agents ayant un travail beaucoup plus dangereux comme les agents des brigades des douanes.

D'autre part, y aura-t-il lieu au cumul de la pension d'accident avec la pension de retraite de la loi du 9 juin 1853, et dans certains cas, la loi de 1853 n'est-elle pas plus favorable aux employés blessés que la loi sur les accidents?

Autant de questions, pour n'en citer que quelques-unes, dont la solution devait retarder le vote de la réforme proposée. Aussi, devant les objections faites, M. Dejeante prenant acte de ce que le Gouvernement apporterait à bref délai un projet de loi réglementant la situation des employés de l'État, retira son amendement.

E). — A ces diverses catégories de personnes non assujetties à la législation sur les accidents du travail, il y a lieu d'ajouter, et cela contrairement à une opinion communément répandue, les domestiques. Leur situation n'est pas changée : ils se trouvent sous le régime du droit commun et nulle part dans notre législation on ne trouve énoncé le principe que les maîtres sont responsables des accidents survenus à leurs domestiques, même dans l'accomplissement de leur travail. L'article 1382 est ici seul applicable, et il

leur faut relever à la charge de leurs maîtres une faute pour pouvoir obtenir une indemnité. Ils sont exactement dans la situation des ouvriers et employés avant les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906.

Au surplus, cela résulte nettement des débats qui eurent lieu lors de la discussion de cette dernière loi. A la séance du 2 juin 1904, M. le Ministre du commerce déclarait « que l'industriel qui emploie tout à la fois des ouvriers pour son industrie et des domestiques pour son service personnel, n'est dans l'état actuel de la législation, responsable du risque professionnel que pour ses ouvriers, à l'exclusion de ses domestiques. En ce qui concerne ces derniers il demeure dans le droit commun » (1).

(1) Journ. Off. n° du 3 juin 1904. P. 1242.

CHAPITRE V

Résiliation des anciens contrats d'assurances

La loi de 1906, établissant une nouvelle série de personnes assujetties au risque professionnel, devait se préoccuper de régler le sort des contrats d'assurance qui pouvaient déjà protéger ces personnes. Fort souvent, en effet, un patron assurait ses employés, soit « contre la responsabilité de droit commun résultant de l'article 1382 ou même, dans une pensée bienveillante pour son personnel, pour lui garantir des indemnités plus ou moins importantes dans le cas où il serait victime d'accidents (1) ». C'étaient là des assurances contre les risques de droit commun.

Dans d'autres cas, au contraire, un patron assurait ses employés, à cause de l'incertitude où il se trouvait de savoir si la loi de 1898 lui était applicable ou non. Nous avons vu, en effet, les hésitations et même les

(1) Sénat. — Séance du 27 mars 1906. — Discours de M. Cordelet, rapporteur. — Journ. Off. 28 mars. P. 278.

contradictions de la jurisprudence, soit du Conseil d'Etat, soit de la Cour de cassation, sur la liste à donner des professions assujetties : ce sont les contrats que l'article 3 de la loi de 1906 appelle contrats mixtes.

Il était donc nécessaire de permettre aux nouveaux assujettis de se délier de leurs engagements antérieurs souvent fort lourds, car les contrats d'assurance sont ordinairement souscrits pour une période de dix ans, et de ne pas les forcer pour s'exonérer de la responsabilité nouvelle mise à leur charge, de souscrire de nouvelles polices d'assurances. Le législateur leur a donné, dans les articles 2 et 3 de la nouvelle loi, la possibilité de se dégager des contrats anciens pour en faire d'autres qui soient en harmonie avec ses dispositions.

Il y a donc lieu d'examiner successivement la résiliation des contrats ordinaires et celle des contrats mixtes.

SECTION I

Contrats ordinaires

L'objet de l'article 2 est de régler, en même temps que les formalités de la dénonciation des contrats, le sort des primes restant à payer ou payées d'avance. Il est ainsi conçu : « A partir de la promulgation du décret prévu à l'article 4, et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurances contre les accidents souscrits antérieurement à cette promul-

gation pour des entreprises visées à l'article 1^{er} et ne garantissant pas le risque prévu par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré. »

« La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. »

« Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à midi à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée. »

« Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la réalisation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui : le surplus sera restitué à l'assuré. »

Le paragraphe I détermine donc d'une part le délai durant lequel les dénonciations pourront être opérées et d'autre part, les entreprises qui, pour dénoncer leurs contrats de droit commun pourront se prévaloir dudit article.

Le délai de résiliation est fixé à 3 mois qui ont commencé à courir du 30 septembre 1906, date de promulgation du décret prévu à l'article de la loi du 12 avril 1906 et déterminant les professions passibles de la taxe de garantie.

Le dernier paragraphe de l'article 2 fixe le sort des

primes qui auraient pu être payées d'avance par l'assuré. L'assuré ne devra-t-il les primes que jusqu'à la résiliation du contrat et aura-t-il de ce chef un recours contre la Compagnie d'assurances, ou bien les primes perçues appartiendront-elles complètement à cette Compagnie ?

L'article 27 de la loi du 9 avril 1898 avait eu déjà à trancher une question analogue : elle prévoit en effet l'hypothèse où une Compagnie d'assurances serait obligée, par arrêté du Ministre du Commerce, de mettre fin à ses opérations : en ce cas, tous les contrats cessent de plein droit d'avoir effet, et les primes restant à payer ou les primes payées d'avance ne sont acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices. Les polices peuvent donc stipuler que toutes les primes payées d'avance seront acquises à l'assureur.

Au contraire, la loi du 12 avril 1906 limite les droits des Compagnies à l'acquisition de la prime qui devra être restituée en tout ou en partie... Si donc c'est l'assureur qui dénonce le contrat, il ne saurait garder la portion de prime afférente à un temps postérieur à la résiliation, bien que ce soit une volonté étrangère, la loi même de 1906, qui l'oblige à dénoncer. Si, au contraire, la dénonciation vient de l'assuré, six mois de primes seulement resteront acquis à l'assureur en dépit de toute clause de la police prévoyant une plus longue indemnité de résiliation (1).

(1) Cf. P. Page. — Assurance Moderne, 17 juillet 1906.

SECTION II

Contrats mixtes

Les polices mixtes constituent la catégorie la plus importante des contrats d'assurance dont la loi devait envisager le sort. Quel était le but, quelles circonstances avaient donné naissance à la création de ces polices ? M. Mirman l'indiquait à la Chambre des députés : « Les contrats mixtes ont été passés avec les Compagnies d'Assurances contre les accidents du travail par un assez grand nombre de chefs d'entreprise dont la situation était incertaine : ils ne savaient pas si la loi de 1898 s'appliquait à eux, et alors, désireux de se couvrir des risques de l'article 1382, si celui-ci était seul déclaré applicable à leur cas par le Tribunal civil, désireux au cas contraire, où la loi de 1898 leur serait déclarée applicable par cette juridiction, de se couvrir du risque spécial et plus précis déterminé par cette loi, un grand nombre de ces chefs d'entreprise dont la situation juridique était ainsi douteuse, ont signé des contrats mixtes, par lesquels la Compagnie d'Assurances s'engageait à les couvrir de l'un ou de l'autre de ces deux risques suivant les décisions que prendrait à leur égard la juridiction civile (1). »

Ces polices étaient ordinairement ainsi rédigées quant aux conditions générales :

Article premier. — La Compagnie X... garantit,

(1) Discours de M. Mirman, Chambre des députés. Séance du 9 juin 1904. — Journal Officiel du 10 juin 1904. P. 1347.

sans aucune exception ni réserve, le paiement de l'intégralité des indemnités mises à la charge de l'assuré par la loi du 9 avril 1898 envers ses ouvriers, apprentis et employés, etc.

Sont également garanties par la présente police les conséquences de la faute inexcusable de l'assuré ou de ses préposés; seule l'amende qui constitue une sanction pénale et non une réparation civile n'incombe pas à la Compagnie, non plus que les frais y relatifs.

La Compagnie s'engage à n'opposer aucune clause de déchéance aux ouvriers créanciers.

Article premier « bis ». — Dans le cas où il serait établi que, pour tout ou partie de son exploitation, l'assuré n'est pas assujetti à la loi du 9 avril 1898, la Compagnie payera les indemnités suivantes pour les accidents non régis par ladite loi, mais survenus par le fait ou à l'occasion du travail professionnel, soit qu'ils résultent d'un cas fortuit ou de la force majeure, soit même qu'ils proviennent d'une faute de la victime. . . (suit une liste d'indemnités forfaitaires).

Les conditions particulières sont ainsi énumérées :

La Compagnie X..., conformément aux conditions générales ci-contre, garantit à M..., demeurant à..., en cas d'accidents corporels atteignant ses ouvriers, apprentis et employés des deux sexes, par le fait ou à l'occasion du travail professionnel :

1° S'il se trouve être assujetti à la loi du 9 avril 1898, le paiement de toutes les indemnités et de frais accessoires mis à la charge par ladite loi;

2° S'il n'est pas assujetti à la loi du 9 avril 1898, le

paiement d'indemnités fixes et des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.

L'assuré déclarant exercer la profession de de
et occupant en cette qualité, un personnel d'environ

Examinons la situation des titulaires de ces contrats d'assurances. Un accident arrive, le Tribunal déclare que le patron est assujetti au régime du risque professionnel non en vertu de la loi de 1898, mais à raison de la loi de 1906. La compagnie d'assurances va donc faire le raisonnement suivant : elle n'est pas tenue de servir à la victime au lieu et place du patron la rente qui lui sera allouée, car ce n'est pas un accident du travail aux termes de la loi de 1898.

L'accident n'est et ne peut être à ses yeux qu'un accident de droit commun : elle ne sera tenue de payer que les indemnités prévues par l'article premier bis de la police d'assurances. La conséquence pratique de ce raisonnement, c'est que si les rentes mises à la charge du patron, dépassent en capital la somme pour laquelle il est assuré, il devra payer personnellement le surplus.

L'assuré était donc dans une fâcheuse situation, car il n'était jamais sûr d'être mis complètement à l'abri des conséquences d'un accident survenu à l'un de ses employés. Il paraissait bien évident que la compagnie ne devait couvrir l'assuré de l'application de la loi de 1898, que si cette application résultait du texte même de cette loi et de la jurisprudence y afférente, mais non si elle découlait d'une loi nouvelle intervenue après la signature du contrat.

Pour que l'assuré ait une garantie complète, il aurait fallu que le contrat porte en termes formels que « la Compagnie s'engage à le couvrir des charges éventuelles de la loi de 1898 ou de toute loi postérieure lui étendant le régime de celle-ci », clause qui n'existait évidemment pas dans aucun de ces contrats.

Il y avait donc deux intérêts en présence à concilier, tous deux également respectables : d'une part, le droit pour l'assuré de s'affranchir des obligations qu'il avait contractées sous un régime profondément modifié par la loi nouvelle. Il y avait pour lui un intérêt de tout premier ordre à se couvrir du risque nouveau mis à sa charge. D'autre part, il fallait que le patron ne puisse abuser de ce droit au détriment de la Compagnie d'assurances qui voyait résilier au bout de quelques mois peut-être un contrat dont la durée dépassait ordinairement plusieurs années. Enfin les Compagnies devaient également avoir la possibilité de résilier les contrats, car le risque qu'elles assumaient aux termes de la loi nouvelle étant plus considérable, il était logique qu'elles puissent, lors du renouvellement du contrat, augmenter leurs primes d'assurances.

La question était donc complexe. Comment fut-elle résolue par la loi nouvelle ? « Ces contrats, dit M. Cordelet dans son rapport sur la loi du 12 avril 1906, peuvent être dénoncés dans les formes et délais prévus à l'article 2. Toutefois la dénonciation restera sans effet si dans la huitaine qui la suit, l'assureur remet à l'assuré un avenant garantissant sans augmentation de prime, le risque mis à sa charge par la loi de 1898,

modifiée par la loi du 12 mars 1902, et par celle du 31 mars 1905, qui l'a, dans une certaine mesure, majoré (1) ».

L'article 3 de la loi nouvelle établit donc le droit pour l'assuré de résilier la police mixte qu'il a souscrite, mais il donne aussi aux Compagnies d'assurances le moyen d'y remédier, de conserver à certaines conditions le bénéfice de leurs contrats et d'éviter ainsi entre elles « une chasse aux polices qui profite d'ailleurs rarement aux assurés ». Elles peuvent dans la huitaine de la dénonciation remettre à l'assuré un avenant garantissant expressément sans aucune augmentation de prime le risque défini par les lois précitées.

Inversement la Compagnie a le droit de résilier la police purement et simplement. Mais ici ce droit n'a pas de contre-partie. L'assuré ne peut, quoi qu'il fasse, en empêcher l'exercice. M. Pastre avait proposé à la séance de la Chambre du 9 juin 1904 de supprimer cette faculté par l'amendement suivant : « En ce qui concerne les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'engage, d'une part, à garantir l'assuré contre les risques de la loi de 1898, si celle-ci est déclarée applicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir des risques de la responsabilité civile, les souscripteurs desdits contrats pourront exiger de leurs assureurs la délivrance sans augmentation des primes ou cotisations d'un avenant comportant l'extension légale de la ga-

(1) Rapport de M. Cordelet au Sénat. Séance du 26 février 1906.

rantie à l'assujettissement de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902. »

« A défaut par l'assureur de consentir la délivrance de cet avenant, l'assuré aura pendant le délai prévu à l'alinéa précédent, la faculté de dénoncer le contrat. A l'expiration de ce délai, le silence de l'assuré aura pour effet, sans autre formalité, de substituer à son profit, dans les clauses du contrat à l'assujettissement dont le domaine est déterminé par l'article 1 de la loi du 9 avril 1898, l'assujettissement plus vaste défini par le dit article et par la présente loi » (1).

M. Pastre voulait par cet amendement enlever aux compagnies le droit de résilier les polices mixtes, et elles pouvaient y avoir un grand intérêt, car les primes des contrats mixtes étaient ordinairement bien inférieures à celles des polices garantissant le risque de la loi de 1898. M. Pastre espérait ainsi mettre les compagnies dans l'impossibilité d'augmenter leurs tarifs pour pressurer les assurés.

La Chambre des députés ne suivit pas M. Pastre dans cette voie et n'adoptant que partiellement son amendement, elle donna aux compagnies le droit comme aux assurés de résilier leurs polices et estima que le danger d'augmentation des primes d'assurance était trop incertain, trop aléatoire pour adopter toute autre solution. M. Mirman faisait d'ailleurs remarquer avec beaucoup de justesse que les compagnies étaient à peu près unanimes à souhaiter de pouvoir garder leur clientèle avec le risque nouveau et sans augmen-

(1) Chambre des députés : Séance du 9 juin 1904 : Journ. off. du 10 juin 1904. P. 1346.

tation de primes. Le syndicat des assurances déclarait au surplus dans une lettre officielle accepter la surcharge résultant de la loi nouvelle et s'engageait à ne pas augmenter les primés des contrats mixtes.

L'article 3 sauvegarde donc également les droits des compagnies d'assurances et ceux des assurés. A tous il donne la faculté de résilier les anciennes polices pour les raisons que nous avons données précédemment : mais il tempère ce droit, accorde en définitive aux compagnies la possibilité de garder leurs assurés et aux assurés celle de se couvrir du risque nouveau introduit par la loi de 1906, et cela sans résiliations inutiles de contrats.

CONCLUSION

Dans cette courte étude de la loi du 12 avril 1906 nous n'avons fait, à dessein, qu'effleurer certaines questions qui auraient demandé des développements trop considérables et ne se seraient pas rattachées intimément à notre sujet.

C'est ainsi que la question de l'alimentation du fonds de garantie n'a été qu'indiquée et que nous avons laissé en dehors celle des syndicats de garantie. Ce sont là des questions d'ordre financier ou administratif ne rentrant pas dans le domaine de cette étude.

Il importe de le remarquer et c'est là la conclusion de ce travail que le principe du risque professionnel en matière d'accidents du travail, qui fut pendant si longtemps contesté, est actuellement admis par tous. Par une sage gradation le législateur l'a fait entrer dans les mœurs et il sera certainement étendu dans quelques années à toutes les catégories de travailleurs sans distinction.

C'est ainsi que la commission interministérielle instituée à l'effet d'examiner les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898 pourrait être étendue

aux exploitations agricoles a, après une discussion approfondie, arrêté les bases générales sur lesquelles les deux administrations du commerce et de l'agriculture devaient chercher à se mettre d'accord ; les échanges de vue, ainsi que la consultation officieuse de plusieurs représentants des intérêts agricoles ont eu lieu en 1905 et l'élaboration du projet de loi est actuellement achevé.

Les travaux de la commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi de 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou les établissements hospitaliers sont achevés en ce qui concerne les premiers et sur le point de l'être en ce qui concerne les seconds.

En ce qui concerne l'application de la loi sur les accidents du travail, le Gouvernement général a préparé un projet de loi qui, sous quelques conditions particulières d'adaptation, appelle les indigènes au bénéfice de cette loi en même temps qu'il règle la situation propre de la main-d'œuvre étrangère dans les industries algériennes et se préoccupe d'assurer la constitution d'un fonds de garantie spécial à l'Algérie, sur des bases s'écartant assez sensiblement de l'organisation pour la métropole.

Enfin le Ministère du commerce a élaboré et transmis dès le mois de février 1904 au Ministère des Finances un projet de législation des accidents du travail aux employés et ouvriers des exploitations de l'Etat, et à faire disparaître les anomalies révélées par la pratique de certaines administrations ou par le conflit de la législation sur les accidents du travail et des légis-

lations sur les pensions civiles et militaires. L'entente s'est faite entre les deux administrations sur les bases d'un projet de loi qui sera soumis à bref délai au Parlement.

Il est probable d'ailleurs que le risque professionnel englobera prochainement les maladies professionnelles qui n'y sont pas encore soumises. Un projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 16 mai 1905, écarte l'assimilation directe de certaines maladies aux accidents proprement dits et tend à inaugurer pour un certain nombre d'industries qui présentent notoirement des menaces de maladie professionnelle, un régime législatif nouveau établissant le système de l'assurance obligatoire contre la maladie. Ce projet mettrait en définitive à la charge des assurés précisément les prestations que leur eut imposées, si elle eut été pratiquement réalisable, l'application pure et simple de la législation sur les accidents du travail aux maladies professionnelles ; à l'inverse elle assure aux ouvriers pour ces incapacités des indemnités calculées sur les mêmes bases que celles prévues aux articles 3 et 4 de la loi de 1898 (1).

A ce projet de la loi sur les maladies professionnelles vient s'ajouter celui qui est objet à l'heure actuelle au Parlement de si vives discussions, je veux parler de la loi sur les retraites ouvrières. Quel est donc en effet le but de cette loi sinon d'assurer des ressources aux ouvriers qui auront travaillé pendant leur vie entière, lorsque la vieillesse, l'incapacité

(1) Cf. *Bulletin de l'Office du Travail*, juillet et août 1906.

absolue de travail par suite de l'usure de l'organisme ne leur permettra plus de subvenir à leurs besoins. Les partisans de ce projet de loi estiment que l'industrie et le commerce doivent prendre en partie à leur charge les ouvriers dont ils se sont servis : on ne doit pas les considérer comme de vulgaires instruments de travail que l'on rejette sans désormais s'occuper d'eux lorsqu'ils sont devenus incapables de travailler. Ils considèrent qu'un patron doit se préoccuper toujours de ceux qui auront été pour lui l'instrument de sa fortune et que l'assurance contre la vieillesse doit figurer dans ses frais généraux au même titre que l'assurance contre les accidents.

Nous n'entrerons pas dans la discussion de cette opinion. Bornons-nous seulement à constater que ce n'est là qu'une des manifestations les plus importantes de ce mouvement qui s'est manifesté d'une manière si intense non seulement en France, mais encore en Europe, afin d'améliorer la situation de la classe ouvrière.

Vu :

Lyon, le 9 novembre 1908.

Le Président de la Thèse,

L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 11 Novembre 1908.

Le Doyen de la Faculté,

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 12 novembre 1908.

*Le Recteur de l'Académie, président
du Conseil de l'Université,*

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — Les accidents du Travail avant les lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906.....	13
<i>Section I.</i> — La Doctrine.....	16
§ 1 ^o Théorie de la Responsabilité contractuelle.....	16
§ 2 ^o Théorie tirée de l'art. 1386 du Code civil.....	21
§ 3 ^o Théorie de la responsabilité objective...	24
§ 1 ^o Son fondement.....	26
§ 2 ^o Sa justification.....	36
§ 3 ^o Son succès.....	47
<i>Section II.</i> — La Jurisprudence.....	54
CHAPITRE II. — Théorie du risque professionnel.....	59
CHAPITRE III. — Utilité et fondement de la loi du 12 avril 1906.....	77
CHAPITRE IV. — Domaine de cette loi.....	115
<i>Section I.</i> — Professions assujetties.....	122
<i>Section II.</i> — Professions non assujetties.....	134
CHAPITRE V. — Résiliation des anciens contrats d'as- surances	161
<i>Section I.</i> — Contrats ordinaires.....	162
<i>Section II.</i> — Contrats mixtes.....	165
CONCLUSION	172

